



Niger:

Analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (CFSVA)

Partie 1 : Rapport

Strengthening Emergency Needs
Assessment Capacity (SENAC)

Septembre 2005

Analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité au Niger (CFSVA)

Partie 1 : Rapport

Préparé par Birane Wane, consultant

Jan Delbaere, spécialiste de l'information pré-crise (Projet SENAC)

Cédric Charpentier, consultant

Septembre, 2005

© Programme alimentaire mondial, Service de l'Analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ODAV)

Cette étude a été préparée dans le cadre du projet « Renforcement de la capacité d'évaluation des besoins d'urgence » (*Strengthening Emergency Needs Assessment Capacity* - SENAC). Le projet SENAC a pour but de renforcer la capacité du PAM à évaluer les besoins humanitaires dans le domaine de l'alimentation au cours des opérations d'urgence et immédiatement après, grâce à des évaluations précises et impartiales.

Pour de plus amples renseignements sur le projet SENAC, nous contacter à l'adresse odan_info@wfp.org

Programme alimentaire mondial des Nations Unies

Siège social: Via C.G. Viola 68, Parco de' Medici, 00148, Rome, Italie

Toutes les informations sur la division VAM et les rapports en format électroniques sur <http://vam.wfp.org/main/index.jsp>

Ce document a été produit avec le soutien financier de l'Union européenne. Les vues exprimées ne reflètent en aucun cas l'opinion officielle de l'Union européenne.

Analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité au Niger (CFSVA)
Partie 1 : Rapport

Septembre 2005

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier un grand nombre de personnes présentes sur le terrain, des représentants d'ONG, le Gouvernement du Niger et les équipes du Programme alimentaire mondial à Niamey, Dakar et Rome, sans qui ce rapport n'aurait pu voir le jour.

Pour toutes informations ou commentaires concernant ce rapport :

Gian Carlo Cirri – WFP Niger

Giancarlo.Cirri@wfp.org

Margot VanderVelden – WFP Dakar

Margot.VanderVelden@wfp.org

Jan Delbaere – WFP HQ

Jan.Delbaere@wfp.org

Cédric Charpentier – WFP HQ

Cedric.Charpentier@wfp.org

TABLE DES MATIERES

PARTIE 1 : RAPPORT

1.	RESUME	13
2.	CONTEXTE GENERAL (ANALYSE DES DONNEES SECONDAIRES)	19
2.1	PRESENTATION GENERALE DU PAYS	19
2.2	SECURITE ALIMENTAIRE ET VULNERABILITE	19
3.	METHODOLOGIE DE L'ETUDE	21
3.1	OBJECTIFS.....	21
3.2	CONCEPTS ET DEFINITIONS	21
3.2.1	Sécurité alimentaire	21
3.2.2	Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire	21
3.2.3	La pauvreté et l'insécurité alimentaire	21
3.3	ECHANTILLONNAGE.....	21
3.4	OUTILS DE COLLECTE DES DONNEES PRIMAIRES	22
3.4.1	Le questionnaire village	22
3.4.2	Le questionnaire ménage	22
3.5	CADRE D'ANALYSE	23
4.	RESULTATS DE L'ENQUETE COMMUNAUTAIRE	25
4.1	INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES	25
4.1.1	Infrastructures d'éducation.....	25
4.1.2	Infrastructures de santé.....	25
4.1.3	Infrastructures hydrauliques.....	26
4.2	TRANSPORT ET COMMUNICATION.....	27
4.3	MARCHES CEREALIERS ET APPROVISIONNEMENTS	28
4.3.1	Introduction	28
4.3.2	Evolution des prix des céréales de base	28
4.3.3	Les causes de la hausse des prix.....	29
4.3.4	Stratégies de commercialisation et position du ménage vulnérable	29
4.3.5	Impact de la hausse des prix sur les dépenses des ménages	30
5.	RESULTATS DE L'ENQUETE MENAGES	31
5.1	ANALYSE CONTEXTUELLE DES MENAGES	31
5.1.1	Groupes de ménages selon leurs moyens de vie.....	31
5.1.2	Démographie.....	31
5.1.3	Alphabétisation et éducation.....	32
5.1.4	Scolarisation des enfants	34
5.1.5	Santé	35
5.1.6	Sanitation et sources d'énergie des ménages.....	35
5.1.7	Equipement des ménages	36
5.2	SOURCES DE REVENUS DES MENAGES	37
5.2.1	Différentes stratégies de vie	38
5.2.1.1	<i>Produire et acheter sa nourriture.....</i>	38
5.2.1.2	<i>Comment produire sa nourriture</i>	40
5.2.1.3	<i>Comment la nourriture s'achète</i>	40
5.2.2	Revenus agricoles	41
5.2.3	Agriculture	42
5.2.4	L'élevage au Niger.....	42
5.3	DEPENSES DES MENAGES.....	44
5.4	DIETES DES MENAGES	45
5.4.1	Consommations alimentaires	45
5.4.2	Sources des aliments.....	46
5.5	CHOCES ET STRATEGIES POUR FAIRE FACE AUX CHOCES	47
5.5.1	Typologies des chocs	47
5.5.2	La sensibilité aux chocs	47
5.5.3	Stratégies de gestion des chocs	48
5.5.3.1	<i>Les stratégies de recherche de revenu complémentaire.....</i>	50
5.5.3.2	<i>Les stratégies de privation.....</i>	50
5.6	PROFILS DE SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES.....	51
5.6.1	Analyse du profil de consommation alimentaire des ménages	51
5.6.2	Analyse du profil d'accessibilité alimentaire des ménages	52
5.6.3	Analyse du profil d'insécurité alimentaire des ménages	53
5.7	CARACTERISATION DES CLASSES D'INSECURITE ALIMENTAIRE.....	54
5.7.1	Sources de revenu et classe d'insécurité alimentaire.....	54
5.7.2	Caractéristiques sociodémographiques des classes d'insécurité alimentaire	56
5.7.3	Equipement des ménages classes d'insécurité alimentaire	56

5.8	DETERMINANTS DE LA SITUATION DE SECURITE ALIMENTAIRE	57
5.8.1	Méthodologie	57
5.8.2	Situation du village.....	57
5.8.3	Les marchés villageois	58
5.8.4	Groupes de modes de vie.....	58
5.8.5	Démographie, éducation	59
5.8.6	Richesse	59
5.8.7	Agriculture	59
5.8.8	Elevage.....	60
5.8.9	Chocs subis	61
5.9	SITUATION DE SECURITE ALIMENTAIRE SELON LES GROUPES DE MODES DE VIE	61
5.9.1	La situation des ménages selon leur mode de vie	61
5.9.2	Groupes avec une très haute incidence d'insécurité alimentaire	62
5.9.2.1	<i>Les receveurs d'aide (6%).....</i>	<i>62</i>
5.9.3	Groupe avec une haute incidence d'insécurité alimentaire	62
5.9.3.1	<i>Les agriculteurs qui reçoivent des transferts (10%)</i>	<i>62</i>
5.9.3.2	<i>Autres (2%)</i>	<i>62</i>
5.9.3.3	<i>Les agriculteurs faisant des petits métiers (21%)</i>	<i>62</i>
5.9.3.4	<i>Les agriculteurs travaillant comme journaliers (6%)</i>	<i>63</i>
5.9.3.5	<i>Les agriculteurs faisant du petit commerce (35%).....</i>	<i>63</i>
5.9.4	Groupes avec une incidence d'insécurité alimentaire modérée	63
5.9.4.1	<i>Les éleveurs (2%)</i>	<i>63</i>
5.9.4.2	<i>Les paysans (15%)</i>	<i>63</i>
5.9.4.3	<i>Les agriculteurs exploitant la nature (1%).....</i>	<i>63</i>
5.9.5	Basse incidence d'insécurité alimentaire.....	63
5.10	SITUATION DE SECURITE ALIMENTAIRE SELON LES ZONES AGRO ECOLOGIQUES	64
5.10.1	Répartition géographique	64
5.10.2	La situation des zones agro écologiques	64
5.10.3	Très haute incidence d'insécurité alimentaire.....	65
5.10.3.1	<i>Zone de savane dégradée</i>	<i>65</i>
5.10.4	Haute incidence d'insécurité alimentaire.....	65
5.10.4.1	<i>Zone de savane herbacée, forte évapotranspiration (dite humide).....</i>	<i>65</i>
5.10.4.2	<i>Zone agropastorale</i>	<i>65</i>
5.10.5	Incidence d'insécurité alimentaire modérée	65
5.10.5.1	<i>Zone de savane herbacée, faible évapotranspiration (dite sèche)</i>	<i>65</i>
5.10.6	Basse incidence d'insécurité alimentaire.....	66
5.10.6.1	<i>Zone humide</i>	<i>66</i>
5.10.6.2	<i>Zone désertique.....</i>	<i>66</i>
6.	RECOMMANDATIONS	67
6.1	GROUPES A CIBLER EN PRIORITE	67
6.2	ZONES A CIBLER EN PRIORITE	68
6.3	INTERVENTIONS RECOMMANDEES.....	68
6.3.1	Interventions alimentaires.....	68
6.3.2	Interventions non-alimentaires	69

PARTIE 2 – Annexes (tableaux de données)

1.	DEMOGRAPHIE
2.	EDUCATION
3.	SANTE
4.	ACCES A L'EAU POTABLE ET HYGIENE
5.	HABITAT ET EQUIPEMENT DU MENAGE
6.	AGRICULTURE, PRODUCTION ET POSSESSION DE BETAIL PAR LE MENAGE
7.	ACTIVITES FAISANT VIVRE LE MENAGE
8.	DEPENSES DES MENAGES
9.	CONSOMMATION ALIMENTAIRE
10.	CHOCS ET STRATEGIES DE GESTION DES CHOCS

Liste des représentations cartographiques

Carte 1 – Echantillon des districts selon l'analyse à variables multiples.....	13
Carte 2 – Prévalence de ménages en insécurité alimentaire	15
Carte 3 – Echantillonnage des districts selon l'analyse à variables multiples.....	22
Carte 4 – Ppulation ayant souffert de la hausse des prix.....	29
Carte 5 – Population ayant souffert d'une baisse de revenu	38
Carte 6 – Population affectée par les criquets.....	47
Carte 7 – Population affectée par de sévères sécheresses.....	47
Carte 8 – Population avec stratégie affectant l'alimentation	49
Carte 9 – Indice de récolte	60
Carte 10 – Nombre de mois couverts par la production agricole	60

Liste des tableaux

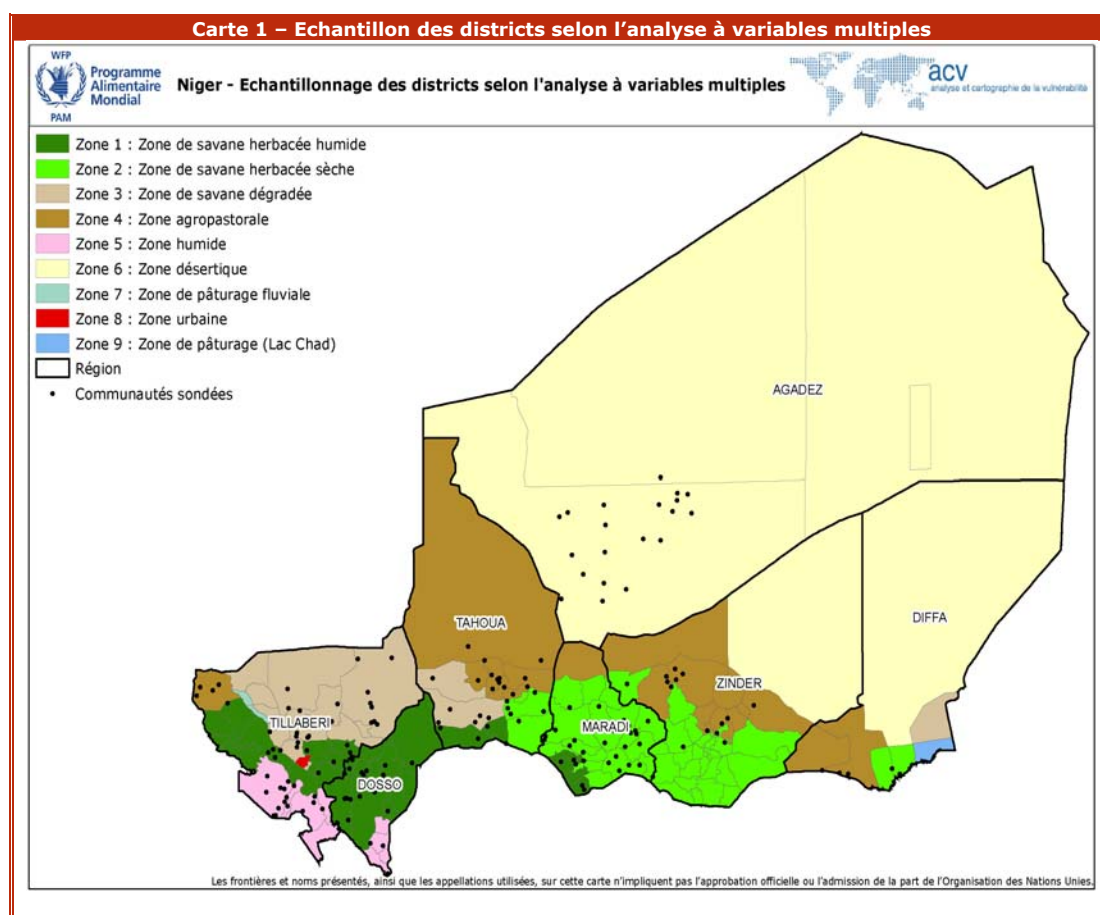
Tableau 1 - Répartition des écoles et centres d'alphabétisation selon les zones	25
Tableau 2 - Caractéristiques des écoles primaires en dehors du village.....	25
Tableau 3 - Infrastructures sanitaires selon les zones.....	26
Tableau 4 - Distances et mode de transport des malades selon les zones	26
Tableau 5 - Principales sources d'eau potable du village selon les zones	26
Tableau 6 - Début de la période de rupture d'approvisionnement en eau potable selon les zones.....	27
Tableau 7 - Enclavement des villages selon les zones.....	27
Tableau 8 - Distance d'accès à une route goudronnée selon les zones	27
Tableau 9 - Communication et mode principal de réception d'argent selon les zones.....	28
Tableau 10 - Caractéristiques et statut matrimonial du chef de ménage	32
Tableau 11 - Caractéristiques démographiques selon les groupes de modes de vie	32
Tableau 12 - Niveau d'éducation du chef de ménage.....	33
Tableau 13 - Taux de scolarisation selon le genre et selon le niveau d'instruction du chef de ménage ..	34
Tableau 14 - <i>Principales raisons d'abandon de l'école des garçons du ménage.....</i>	34
Tableau 15 - Principales raisons d'abandon de l'école des filles du ménage	35
Tableau 16 -Types de soin reçus par les malades masculins du ménage	35
Tableau 17 - Principale source d'éclairage du ménage	36
Tableau 18 - Nombre de pièces au logement du ménage	36
Tableau 19 - Biens possédés par le ménage.....	36
Tableau 20 - Principales sources des semences utilisées par les ménages.....	42
Tableau 21 - Agriculture des ménages de différents groupes de modes de vie.....	42
Tableau 22 - Répartition des dépenses des ménages (FCFA/personne/mois)	44
Tableau 23 - Répartition des dépenses des ménages.....	44
Tableau 24 - Dépenses des ménages par groupe de modes de vie	45
Tableau 25 - Nombre de repas des adultes et enfants par jour	45
Tableau 26 - Fréquence consommation des aliments par le ménage (nombre de jour dans la semaine)	46
Tableau 27 - Provenance de l'ensemble des aliments consommés (en %).....	46
Tableau 28 - Types de chocs subis par les ménages.....	47
Tableau 29 - <i>Sensibilité des groupes de mode de vie aux chocs.....</i>	48
Tableau 30 - Types de stratégies développé par les ménages.....	49
Tableau 31 - Profils alimentaires des 4 classes	51
Tableau 32 - Classes d'accessibilité alimentaire	52
Tableau 33 - Classes d'insécurité alimentaire	54
Tableau 34 - Nombre d'activités des membres du ménage.....	56
Tableau 35 - Répartition cheptel selon les classes d'insécurité alimentaire	56
Tableau 36 - Situation démographique selon les classes d'insécurité alimentaire	56
Tableau 37 - Biens de luxe possédés par les ménages selon classes d'insécurité alimentaire	56
Tableau 38 - <i>Combinaison des effets sur la sécurité alimentaire</i>	62
Tableau 39 - <i>Croisement des chocs et zones écologiques : impact sur la sécurité alimentaire.....</i>	65

Liste des figures

Figure 1 - Groupe de mode vie et répartition	14
Figure 2 - Ménages en insécurité alimentaire par groupe de vie.....	15
Figure 3 - Prix moyen du mil à la consommation	28
Figure 4 - Groupes de mode de vie au Niger rural.....	31
Figure 5 - Etat matrimonial des ménages	32
Figure 6 - Niveau d'éducation du chef de ménage.....	33
Figure 7 - Taux de scolarisation brut par groupe de mode de vie	34
Figure 8 - Indices de richesse par groupe	37
Figure 9 - Contributions des sources de revenus des ménages	37
Figure 10 - Contribution des sources de revenu par zone.....	38
Figure 11 - Production et achat de nourriture.....	39
Figure 12 - Consommation des moyens de vie	39
Figure 13 - Sources de l'autoconsommation.....	40
Figure 14 - Moyens utilisés pour l'achat de nourriture	40
Figure 15 - Productions agricoles moyennes par ménages	41
Figure 16 - Productions agricoles moyennes par ménages selon les zones	41
Figure 17 - Elevage de bovins par groupe de mode de vie	43
Figure 18 - Elevage de caprins	43
Figure 19 - Elevage d'ovins par groupe	43
Figure 20 - Stratégie de gestion des chocs par groupe de mode de vie.....	50
Figure 21 - Profil consommation alimentaire des ménages selon les zones.....	52
Figure 22 - Profil accessibilité alimentaire par zone	53
Figure 23 - Profil d'insécurité alimentaire des ménages selon les zones	54
Figure 24 - Sources de revenu des ménages selon les classes d'insécurité alimentaire	55
Figure 25 - Sources de revenu par classes d'insécurité alimentaire	55
Figure 26 - Incidence de la population sur la sécurité alimentaire	57
Figure 27 - Incidence de la distance au poste téléphonique sur la sécurité alimentaire	57
Figure 28 - Incidence du mode de reception d'argent sur la sécurité alimentaire.....	57
Figure 29 - Ratio prix plancher/plancher.....	58
Figure 30 - Incidence du marché sur la sécurité alimentaire.....	58
Figure 31 - Sécurité alimentaire par groupe de mode de vie.....	58
Figure 32 - Impact de l'éducation et du genre sur la sécurité alimentaire.....	59
Figure 33 - Situation de la sécurité alimentaire selon l'indice de richesse	59
Figure 34 - Incidence de la récolte sur la situation de sécurité alimentaire	59
Figure 35 - Effet de l'indice de récolte sur la situation de sécurité alimentaire	59
Figure 36 - Incidence de la possession de bovins sur la sécurité alimentaire	60
Figure 37 - Incidence de la possession de caprins sur la sécurité alimentaire	60
Figure 38 - Influence des chocs subis sur la situation de sécurité alimentaire	61
Figure 39 - Combinaison des effets influant sur la sécurité alimentaire	61
Figure 40 - Les groupes de modes de vie dans les zones agro écologiques.....	64
Figure 41 - Combinaison des effets par groupe et par zone écologique.....	64

1. RESUME

1. Le Niger, avec une population d'environ 12 millions d'habitants en 2004, est classé parmi les pays à faible revenu et à déficit vivrier, ainsi qu'au 177ème rang sur 177 pays selon l'indicateur de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour 2004. Le revenu annuel moyen était de 190 dollars par habitant en 2002; la proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté est estimée à 63 pour cent, dont 34 pour cent considérés comme extrêmement pauvres.
2. Le rapport présente une analyse de la sécurité et de la vulnérabilité alimentaire au Niger (CFSVA) qui tente : d'identifier qui sont les personnes en insécurité alimentaire, de les localiser, d'expliquer les raisons de leur insécurité alimentaire et de proposer des mesures susceptibles d'améliorer leur situation.
3. Pour répondre à ces questions, l'analyse CFSVA se base sur une collecte de données secondaires (décrite dans la partie 2. *Contexte général*) et de données primaires issues d'une enquête sur le terrain¹ en avril-mai 2005 dans 180 villages auprès de 1 800 ménages ruraux représentatifs de la population rurale du pays. L'analyse des données primaires a permis d'identifier les ménages selon leur niveau d'insécurité alimentaire².
4. Le pays a été divisé en plusieurs zones agro-écologiques homogènes. De ce fait les ménages enquêtés dans chaque zone ont des caractéristiques semblables. Ce qui augmente la pertinence des analyses et des comparaisons entre groupes.



5. Les ménages enquêtés ont aussi été divisés en groupes de mode de vie. Chaque groupe se distingue par les stratégies de vie des ménages. L'analyse a permis de révéler dix groupes de mode de vie ayant chacun pour principale activité l'agriculture mais dont les sources de revenus et d'approvisionnement en nourriture diffèrent, leurs capacités de

¹ Bien que le CFSVA mette l'accent sur le milieu rural, les auteurs sont conscients que l'insécurité alimentaire existe aussi en milieu urbain.

² La terminologie choisie pour ce rapport étant particulière au contexte du pays.

réponses aux chocs ne sont pas les mêmes et leurs stratégies de résilience diffèrent également. Cette différenciation, couplée à l'analyse des données primaires, permet d'identifier et de comprendre la majorité des causes d'insécurité alimentaire au Niger.

6. A la lumière de ces analyses et une fois les trois premières questions abordées, le rapport, dans sa dernière partie (partie 6 – *Recommandations*), donne quelques recommandations quand aux interventions envisageables au Niger.

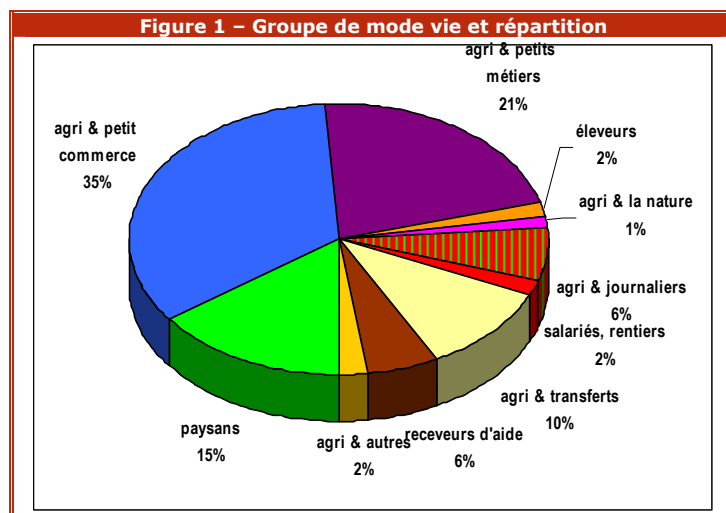
Qui sont les personnes en insécurité alimentaire ?

Pour les besoins de l'étude et en fonction du contexte national, il a été procédé au regroupement des ménages en fonction de leur niveau d'insécurité alimentaire. Ainsi, il ressort quatre groupes :

- Les ménages en **insécurité sévère** ayant une consommation alimentaire très pauvre et une accessibilité aux ressources très faible à faible. Ces ménages présentent aussi des caractéristiques socio-économiques assez dégradées (taux d'analphabétisme élevé, faibles revenus dépendants de l'aide extérieure, faible niveau d'équipement, etc.)
- Les ménages en **insécurité modérée** sont une combinaison de ménages accusant une consommation alimentaire très pauvre et une accessibilité moyenne et une accessibilité très faible et une consommation alimentaire moyenne. Au niveau socio-économique, ce groupe présente des caractéristiques socio-économiques globalement assez précaires.
- Les ménages **vulnérables** sont, comme le montre le tableau ci-dessous une combinaison de multiple facteurs. Ces ménages sont ceux à risque qui tomberont dans la catégorie inférieure lors de chocs substantiels affectant leurs caractéristiques socio-économiques.
- Les ménages en **sécurité alimentaire** ont une consommation alimentaire moyenne à bonne et une accessibilité moyenne à bonne. Bien que ces ménages sortent du lot, ils n'en restent pas moins qu'ils sont d'une manière générale relativement pauvres.

L'analyse par groupe de mode de vie a permis d'établir le profil des ménages en insécurité alimentaire.

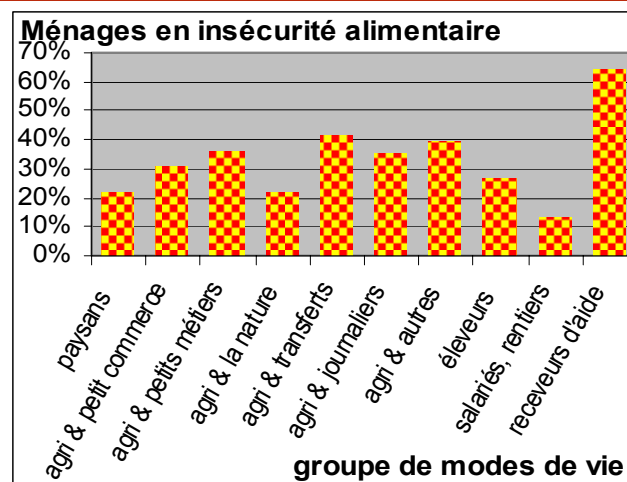
Le graphique ci-contre montre les dix groupes constitués par l'analyse (détails des groupes partie 5 du rapport) ainsi que leur proportion en termes de pourcentage de la population rurale (pour de plus amples détails sur la classification et le groupement par mode de vie, voir *Partie 5 – Résultat de l'enquête des ménages*).



L'insécurité alimentaire affecte différemment les groupes de mode de vie.

La figure 2 ci-contre montre que les groupes les plus affectés au Niger sont les « agriculteurs / journaliers », « agriculteurs / transferts », les « receveurs d'aide » (groupe le plus touché avec plus de 60%) et ceux qui comptent sur les petits métiers (tous au dessus de 30% de ménages en insécurité alimentaire. En revanche les « agriculteurs exploitant la nature » et les ménages qui dépendent de salaires ou pensions pour assurer leurs moyens de subsistance sont dans une situation plus favorable.

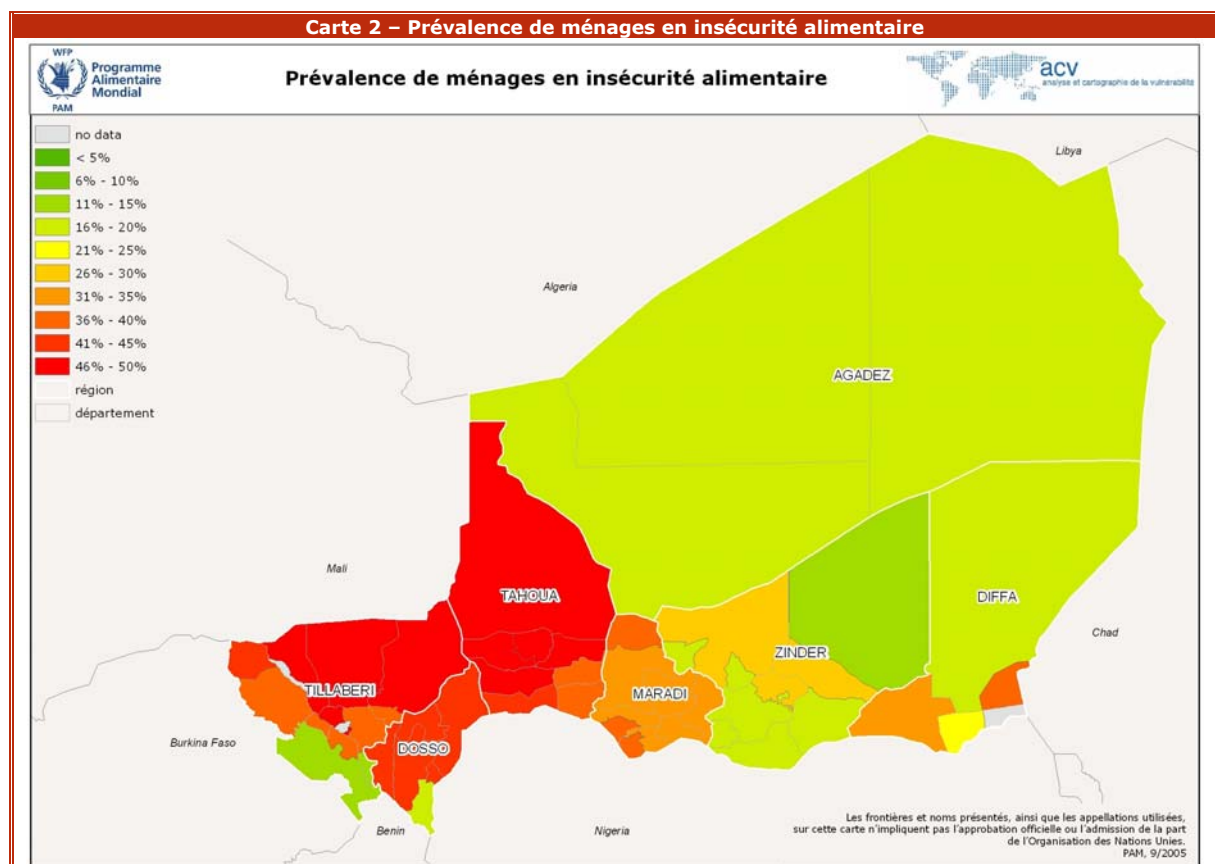
Figure 2 – Ménages en insécurité alimentaire par groupe de vie



Où sont les ménages en insécurité alimentaire ?

Deux zones émergent du fait de l'importance de la proportion des ménages en insécurité alimentaire sévère ou modérée. Il s'agit de la zone de savane dégradée particulièrement présente dans la région de Tillabéry et de la zone savane humide (Dosso). Dans ces deux zones les ménages en insécurité alimentaire sévère ou modérée représentent de 39 à 47% des ménages.

Carte 2 – Prévalence de ménages en insécurité alimentaire



Dans les zones agropastorales (Tahoua, Zinder) et herbacée sèche (Maradi, Zinder), se présente une situation intermédiaire avec respectivement 37 et 30% des ménages (soit 450 000 et 1,3 million individus) en insécurité alimentaire sévère ou modérée. La zone désertique (Agadez, Diffa) se caractérise par une faible proportion des ménages en insécurité alimentaire sévère (6%), mais avec une proportion importante de ménages

vulnérables (53% - 113 000 individus). La proportion des ménages en situation de sécurité alimentaire dans cette zone est de 28%, valeur globalement comparable à celle relevée dans les zones de savane.

Quant à la zone humide (principalement les départements de Say dans la région de Tillabéry et de Gaya dans la région de Dosso - 425 231 individus), elle est nettement la zone la moins exposée à l'insécurité alimentaire. 46% des ménages sont en sécurité alimentaire et moins de 15% des ménages seulement sont en insécurité alimentaire sévère ou modérée (63 700 individus).

On observe donc de grandes variations selon les zones. Trois zones (agropastorale, savane dégradée et savane herbacée humide) avec plus du tiers des ménages en insécurité alimentaire ou vulnérables présentent les plus forts taux d'incidence de vulnérabilité et d'insécurité alimentaire. Ces zones font toute partie de systèmes écologiquement très fragiles et économiquement instables (sécheresses, fortes sensibilités aux dégradations édaphiques et du couvert végétal, impacts importants du marché et effets de rémanence dans la sécurité alimentaire des ménages).

Quelles sont les principales causes de l'insécurité alimentaire au Niger ?

L'enclavement des villages, les fortes variations des prix, les facteurs démographiques, le niveau d'éducation, les biens possédés, le bétail, les chocs subis sont entre autres les facteurs qui influencent la sécurité alimentaire des ménages. L'insécurité alimentaire au Niger est aussi fortement liée aux conditions climato-édaphiques. La complexité des interactions entre facteurs est une réalité mais il semble que certains facteurs pèsent plus que d'autres sur le niveau de sécurité alimentaire d'un ménage. Les résultats des enquêtes de terrain ont ainsi décelé plusieurs facteurs prédominants :

- **Infrastructures** : la couverture en centre fonctionnel d'alphabétisation est dans l'ensemble assez faible (15% des communautés villageoises). Aussi, 26% des communautés villageoises ont accès à une structure sanitaire et les ruptures d'approvisionnement en eau sont importantes avec une moyenne nationale de 3 mois.

- **Transport et communication** : l'enclavement frappe presque la moitié des communautés villageoises enquêtées. De plus, seuls 14% des communautés villageoises ont un accès direct à une route bitumée et la distance moyenne entre le village et le poste téléphonique le plus proche est de 32 km. Cet enclavement nuit à la sécurité alimentaire des ménages en limitant les échanges et l'accès des ménages surtout en période de faible disponibilité où le recours au marché constitue souvent la seule possibilité d'approvisionnement en nourriture.

- **Marchés et approvisionnement** : Les marchés revêtent une importance capitale pour la sécurité alimentaire au Niger. Durant la période de soudure (avril/mai) en 2005, on estime que 86% de la population ont eu recours au marché pour acheter le mil, aliment de base au Niger. Or les analyses des prix ont montré que ceux-ci ont flambé depuis la récolte d'octobre 2004, obligeant les populations à consacrer une portion plus importante de leurs budgets à l'achat de céréales afin de satisfaire leurs besoins. Ce qui augmente le risque pour les couches les plus vulnérables de tomber dans une situation d'insécurité alimentaire.

- **Démographie** : La proportion des ménages dirigés par des femmes en insécurité alimentaire sévère ou modérée est bien plus importante que celle des ménages dirigés par des hommes. L'analyse montre également que les ménages dont le chef de ménage est veuf ou veuve ont tendance à présenter des niveaux de vulnérabilité et d'insécurité alimentaire plus élevés.

- **Alphabétisation et éducation** : on note une corrélation assez forte entre le niveau d'éducation du chef de ménage et le niveau d'insécurité alimentaire des ménages. Par exemple, plus le pourcentage des chefs de ménage sachant lire et écrire un message est faible, plus le ménage a tendance à être en insécurité alimentaire sévère ou modérée.

- **Source et utilisation des revenus** : La principale source de revenu des ménages est l'agriculture qui fournit plus de 40% des revenus. L'analyse des sources de revenu montre que plus les activités primaires (agriculture et élevage) sont importantes, moins le ménage est exposé à l'insécurité alimentaire. Cependant, la diversification des sources de revenu est aussi un facteur important pour la sécurité alimentaire.

- **Elevage** : La possession de gros bétail améliore significativement la situation de sécurité alimentaire des ménages, plus le capital bétail est important, meilleure est la sécurité alimentaire du ménage. La possession de petit bétail améliore aussi la sécurité alimentaire des ménages.

- **Agriculture** : L'indice de récolte (comparaison entre la plus importante récolte de céréale en 2004 avec la récolte maximale jamais vécue) indique que les ménages avec un bon rendement en 2004 ont une situation de sécurité alimentaire nettement meilleure que ceux qui ont enregistré de faibles récoltes en 2004 notamment chez les ménages essentiellement agricoles.

- **Chocs et stratégie de gestion des chocs** : Les types de chocs qui affectent le plus de ménages sont des chocs de nature biophysique, notamment la sécheresse. Le second choc ayant le plus d'impact sur la sécurité alimentaire des ménages sont les invasions acridiennes. S'ajoute à cela les moyens utilisés par les ménages pour faire face aux chocs. Parmi les différentes stratégies utilisées on s'aperçoit que les activités professionnelles supplémentaires et la migration permettent une nette amélioration de la situation du ménage. Une autre stratégie courante est celle de la vente de bétail. En revanche, les stratégies de privation telles que la diminution de la quantité ou de la fréquence de la ration alimentaire augmentent les chances du ménage de tomber dans l'insécurité alimentaire.

2. CONTEXTE GENERAL (ANALYSE DES DONNEES SECONDAIRES)

2.1 PRESENTATION GENERALE DU PAYS

Le Niger est un pays sahélo saharien, fortement enclavé et soumis à des conditions climatiques marquées par de très fortes variations intra et interannuelles. Le pays couvre une superficie de 1 267 000km² et est limité au Nord par la Libye, à l'est par le Tchad.

Selon le recensement de 2001, la population est de 11 060 291 habitants et croît au rythme moyen de 3,3% par an, soit l'un des plus élevés d'Afrique. Majoritairement jeune (les moins de 25 ans constituent plus de la moitié de l'effectif total) et rurale (à 85%), la population se concentre dans la frange méridionale du pays, qui est aussi la plus arrosée : un quart du territoire national accueille 75% de la population totale. Ces caractéristiques démographiques sont à l'origine d'une forte pression sur les ressources naturelles du pays.

En 1999, le Niger se situait à l'avant-dernière place (dépassant seulement la Sierra Leone) du classement du PNUD des 175 pays selon leur Indice de Développement Humain (IDH). Ce rang résulte, entre autres, des taux d'alphabétisation (17% en 1998) et de scolarisation (32% en 1998), qui sont les plus bas au monde, et du très faible niveau du revenu par habitant (151 dollars en 1998). Exprimé en parité de pouvoir d'achat (PPA), le revenu moyen par habitant place le Niger parmi les 10 pays les plus pauvres au monde. Les deux dernières décennies ont été marquées par une détérioration du niveau de vie moyen de la population nigérienne : les comptes économiques de la nation montrent qu'en 1998, le PIB par tête atteignait seulement 48% de son niveau de 1981.

Cette dégradation du revenu moyen par habitant s'explique par les modestes performances du secteur agro-pastoral et l'absence d'un secteur moteur de l'économie depuis la fin de l'éphémère boom de l'uranium (1975-1982). Durant les deux dernières décennies, les ressources propres de l'Etat nigérien se sont considérablement réduites sous le double effet de la croissance de la dette publique externe et de la diminution des recettes fiscales, limitant d'autant la capacité publique d'investissement et de soutien de la demande. Parallèlement, la balance commerciale et la balance des paiements tendent à être structurellement déficitaires. Le pays est ainsi dans une situation de dépendance durable vis à vis de l'extérieur, que ce soit pour financer les importations courantes ou les investissements.

En dépit des progrès réalisés en matière de libéralisation de l'économie, de lutte contre l'inflation (maintenue en dessous de 5% depuis 1995), et d'amélioration de la pression fiscale (portée de 6% à 8,5% entre 1994 et 2000), les performances économiques et financières de la période 1994-2000 restent insuffisantes pour la croissance et la réduction de la pauvreté. Le document de la SRP révèle que la croissance réelle annuelle moyenne du PIB (2,5%) est légèrement inférieure à celle de la population (3,3%). L'Etat a eu massivement recours à l'accumulation d'arriérés intérieurs et extérieurs pour financer son budget.

2.2 SECURITE ALIMENTAIRE ET VULNERABILITE

Les études réalisées au Niger en 1994 avec l'appui de la FAO dans le cadre du programme de sécurité alimentaire ont identifié 6 catégories de groupes vulnérables :

- les agriculteurs possédant de petites exploitations ;
- les éleveurs disposant de peu d'animaux ;
- les agropasteurs et pasteurs en voie de sédentarisation n'ayant ni suffisamment de produits animaliers à vendre, ni suffisamment de terres propices à l'agriculture ;
- les femmes enceintes ou allaitantes ;
- les ménages de famille nombreuse ;
- les femmes chefs d'exploitation dont le cumul des tâches ménagères ne leur permettent pas de dégager du temps pour s'adonner aux activités productrices.

Cette démarche identifie des groupes spécifiques exposés à l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité à partir d'éléments à prédominance biophysiques.

Depuis lors, plusieurs démarches sont utilisées pour identifier les groupes vulnérables. Les principales sources sont celles du système d'alerte précoce (SAP) qui attribue des notes de vulnérabilité selon des critères agropastoraux et socioéconomiques bien définis et dont les données sont collectées à travers une fiche d'identification des zones vulnérables, Care International à travers les enquêtes HHLS, Fewes-Net à travers des analyses sur l'économie

alimentaire des ménages et tout récemment le CILSS/Agrhymet à travers la mise en œuvre du cadre harmonisé de la vulnérabilité.

Au Niger, chaque ménage assure sa sécurité alimentaire à travers essentiellement (ces données seront aussi utilisées pour créer des modes de vie :

- la production agricole (vivrière et rente),
- la production animale et les revenus tirés de l'élevage,
- les activités économiques génératrices de revenus,
- les migrations, et
- le salariat agricole.

C'est à travers ces principales composantes que chaque année on assiste à des diminutions ou des augmentations de disponibilité ou d'accessibilité à l'alimentation, en fonction des événements conjoncturels biophysiques ou socioéconomiques. A ces préoccupations fondamentales viennent s'ajouter la faiblesse des marchés, les conditions sanito-nutritionnelles, l'accessibilité à l'eau potable, la faiblesse des revenus, les problèmes d'éducation, etc.

Les différentes stratégies développées par FEWS-NET et le cadre harmonisé de la vulnérabilité d'Agrhymet n'identifient pas de groupes vulnérables, mais définissent des profils de vulnérabilité de ménages à l'intérieur d'une zone agroécologique bien déterminée.

Ainsi, FEWS-NET établit deux types de profil de vulnérabilité par zone homogène en tenant compte des sources de nourriture et des sources de revenus servant à l'acquisition de la nourriture du ménage. Cette approche nécessite une mise à jour des profils afin de tenir compte des changements dans la composition des sources de nourriture et des revenus.

La démarche du cadre harmonisé se base sur la détermination de profils alimentaires à l'intérieur d'une zone agroécologique donnée. Le seuil de vulnérabilité est établi sur la base d'une norme de consommation par personne et par jour. Sur la base des résultats de ces études, les caractéristiques des groupes les plus vulnérables, sans être exhaustives, peuvent se résumer comme suit :

- les groupes exposés aux risques politiques (zones d'insécurité résiduelle Nord du pays) ;
- les groupes situés dans les zones à risques socioéconomiques très élevés : couverture sanitaire et niveau d'éducation très inférieurs à la moyenne nationale respectivement de 22% et 25%, prix à la consommation des produits très élevés ;
- les groupes dont les disponibilités céréalières per capita sont très faibles et inférieures à 6 mois de consommation ;
- les groupes dont le revenu annuel per capita est inférieur à 50 000 FCFA ;
- les groupes dont l'effectif per capita d'animaux est inférieur à 2 animaux ;
- les groupes présentant des taux de malnutrition très élevés ;
- les groupes vivant dans des zones où l'accès à l'eau est précaire et où l'on trouve une PME pour plus de 500 habitants.

3. METHODOLOGIE DE L'ETUDE

3.1 OBJECTIFS

L'objectif global du CFSVA est de disposer d'une meilleure connaissance de la typologie des zones agro-écologiques identifiées comme vulnérables à l'insécurité alimentaire d'une part, ainsi que des profils des ménages vulnérables.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Etablir et identifier un ordre de priorité des zones agro-écologiques en fonction de leur niveau d'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité des populations, afin de mieux cibler l'aide alimentaire et les programmes de lutte contre la pauvreté ;
- Etablir les profils des ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire ;
- Déterminer la prévalence et le niveau d'insécurité alimentaire des ménages ;
- Identifier les raisons pour lesquelles et les périodes durant lesquelles les ménages sont les plus vulnérables ;
- Spécifier les moyens d'existence et les mécanismes de résilience des ménages dans différentes situations de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire ;
- Disposer d'une base de données sur la sécurité alimentaire qui permettra d'identifier les problèmes chroniques ou conjoncturels et qui servira de référence pour une évaluation des besoins d'urgences.

3.2 CONCEPTS ET DEFINITIONS

Le concept de la sécurité alimentaire intègre trois dimensions clés :

- La **disponibilité** suffisante de nourriture (production agricole, aide alimentaire, stocks, importations et exportations) ;
- L'**accessibilité** adéquate à la nourriture (production, sources de revenus, achat, troc, transfert, dons, etc.) ;
- L'**utilisation** appropriée de la nourriture (situation sanitaire, hygiène, variété de la diète, etc.)

3.2.1 Sécurité alimentaire

« La sécurité alimentaire existe lorsque tous les être humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. Les conditions requises sont au nombre de quatre: (i) approvisionnements ou disponibilités alimentaires suffisants, (ii) stabilité des approvisionnements alimentaires, sans fluctuations ou pénuries d'une saison -ou d'une année- sur l'autre, (iii) nourriture accessible ou abordable, et (iv) qualité et innocuité des aliments³».

3.2.2 Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire

La vulnérabilité à l'insécurité alimentaire se définit par l'exposition au risque atténuée par la capacité à faire face⁴. Cette vulnérabilité peut avoir un caractère structurel ou conjoncturel. Une autre manière de formuler le concept de vulnérabilité serait: « Est vulnérable, celui qui, se trouvant confronté à un environnement à haut risque est sous-assuré par rapport au risque encouru ⁵ ».

3.2.3 La pauvreté et l'insécurité alimentaire

La faim est un symptôme, une conséquence, une expression de la pauvreté. Les personnes extrêmement pauvres vivent dans l'insécurité alimentaire et sont hautement vulnérables. Néanmoins, tous ceux qui sont pauvres et ont un faible revenu ne sont pas toujours vulnérables à l'insécurité alimentaire.

La méthodologie utilisée lors des enquêtes CFSVA est décrite par l'échantillonnage et l'analyse des données.

3.3 ECHANTILLONNAGE

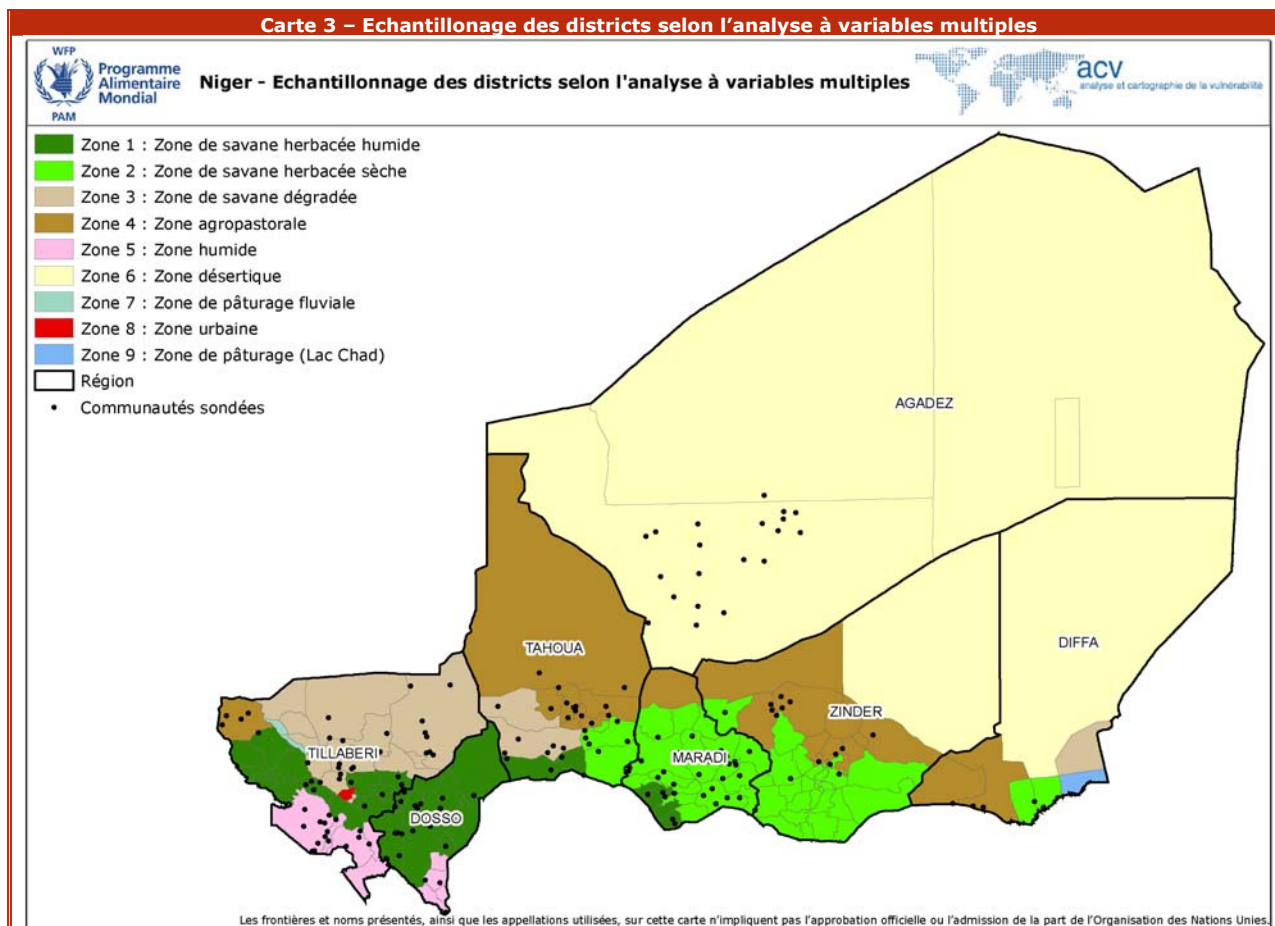
L'enquête CFSVA a été menée dans les zones identifiées sur la carte ci-dessous :

³ Sommet mondial de l'alimentation, Rome – 1996

⁴ WFP/VAM (June 2002) Standard Analytical Framework – Guideline, World Food Programme.

⁵ Boulanger P.-M. (juin 2002), Au delà des indicateurs : vers une modélisation de la vulnérabilité, Communication à la journée d'étude AEDES-IRAM.

Carte 3 – Echantillonnage des districts selon l'analyse à variables multiples



Les zones ont été identifiées en se basant sur des critères démographiques, topographiques et écologiques. Sur les 9 zones préalablement identifiées, les zones 1 à 6 seront retenues pour l'enquête, compte tenu de la petite taille des zones 7 et 9 et du fait que la zone 8 est entièrement urbaine. La méthodologie appliquée à l'enquête CFSVA procède d'un sondage probabiliste à deux degrés avec comme unité primaire les villages et comme unité secondaire les ménages échantillonnés dans le village. L'échantillon sera basé uniquement sur les villages ruraux et sera représentatif au niveau national ainsi qu'au niveau des six zones agro-écologiques. Le nombre de villages requis par zone pour le CFSVA est sélectionné au hasard avec une probabilité égale basée sur la proportion de la population identifiée à partir de la liste de tous les villages ruraux au Niger. Le nombre de villages à enquêter est ainsi de 180, soit 1800 ménages.

3.4 OUTILS DE COLLECTE DES DONNEES PRIMAIRES

3.4.1 Le questionnaire village

Il traite de l'ensemble des éléments contextuels des communautés villageoises :

- terroir et ressources naturelles
- infrastructures villageoises (écoles, centres de santé, banques de céréales, centres d'alphabétisation, points d'eau, etc.)
- organisations communautaires socioprofessionnelles
- accessibilité et connectivité des villages
- sources principales et secondaires de revenu des ménages
- relevé des prix des principaux produits et leur schéma de saisonnalité.

3.4.2 Le questionnaire ménage

L'outil ménage est organisé suivant une approche thématique :

- | | |
|---------------------------|---------------------------|
| - contexte démographique | - équipements productifs |
| - contexte social | - dépenses |
| - revenus | - chocs |
| - activités | - stratégies développées. |
| - équipements domestiques | |

3.5 CADRE D'ANALYSE

L'analyse est fondée sur les principaux indicateurs des trois composantes de la sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité et utilisation alimentaire). En particulier, l'accent est mis sur le régime alimentaire et la capacité des ménages à accéder à la nourriture. Il s'agit d'analyser le régime alimentaire des ménages selon la diversité et la fréquence de consommation des produits alimentaires et leur provenance (propre production, achat, don, aide alimentaire...), les dépenses alimentaires et non alimentaires, les sources de revenus, les chocs et stratégies de gestion des chocs.

Ces indicateurs clés permettent de créer des profils de ménages par rapport à leur niveau de sécurité alimentaire et de vulnérabilité. Ces profils aident à comprendre qui souffre d'insécurité alimentaire, qui est vulnérable et pourquoi, les zones endémiques et le rôle que l'aide alimentaire pourrait jouer. Ces indicateurs sont relatifs aux domaines suivants:

- démographie (taille du ménage, composition par sexe, situation matrimoniale) ;
- accès aux services sociaux de base (éducation, santé, eau/assainissement) ;
- production agricole et stock des ménages ;
- les biens (bétail, terre, habitat) ;
- chocs et stratégies de réponses développées ;
- consommation.

L'analyse est basée sur une approche intégrée des différentes composantes de la sécurité alimentaire au niveau des ménages. Elle est axée sur l'analyse de la consommation alimentaire et d'autres indicateurs d'accessibilité. Deux groupes d'indicateurs en ressortent :

Groupe 1 : Consommation alimentaire

La fréquence de consommation des aliments de base (riz, maïs, mil, etc.), les légumineuses, la viande, les fruits, l'huile (en nombre de fois que l'aliment est consommé par jour).

Groupe 2 : Autres indicateurs d'accès à la nourriture

- proportion des dépenses alimentaires dans les dépenses globales ;
- proportion des dépenses céréalieres dans les dépenses alimentaires ;
- dépense totale par tête ;
- quantités de céréales produites par tête ;
- pourcentage d'aliments produits parmi les aliments consommés ;
- pourcentage d'aliments achetés parmi les aliments consommés ;
- pourcentage d'aliments reçus en dons parmi les aliments consommés.

Du fait que chaque dimension ne peut être correctement décrite que par un ensemble d'indicateurs, le principe de la méthode consiste à analyser séparément chaque dimension pour ensuite faire un croisement.

La démarche est résumée en deux étapes :

1. Pour chacun des deux groupes d'indicateurs, faire une analyse en composantes principales (ACP) suivie d'une classification par groupe (*cluster analysis*).
2. Croiser les classes obtenues pour chaque groupe pour classer les ménages selon leur niveau d'insécurité alimentaire.

4. RESULTATS DE L'ENQUETE COMMUNAUTAIRE

4.1 INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES

4.1.1 Infrastructures d'éducation

La couverture en centres fonctionnels d'alphabétisation est dans l'ensemble assez faible (15% des communautés villageoises). Les niveaux de couverture les plus importants s'observent dans la zone désertique avec 35% des communautés villageoises dotées de centres fonctionnels d'alphabétisation et la zone agropastorale où 29% des communautés villageoises ont des centres. Les niveaux les plus bas se rencontrent dans la zone de savane sèche avec seulement 3% et la zone de savane dégradée (7%).

Tableau 1 - Répartition des écoles et centres d'alphabétisation selon les zones

Zones	Centre fonctionnel d'alphabétisation		Ecole primaire fonctionnelle	
	Oui	Non	Oui	Non
Zone 1 : Zone de savane humide	12%	88%	71%	29%
Zone 2 : Zone de savane sèche	3%	97%	62%	38%
Zone 3 : Zone de savane dégradée	7%	94%	84%	16%
Zone 4 : Zone agropastorale	29%	71%	74%	26%
Zone 5 : Zone humide	15%	85%	70%	30%
Zone 6 : Zone désertique	35%	65%	70%	30%
Ensemble Niger	15%	85%	72%	28%

Source : Enquête CFSVA, Niger/2005

La répartition des écoles montre que dans la zone de savane sèche et dans les zones humide et désertique respectivement 38, 30 et 30% des communautés villageoises ne sont pas dotées d'une école primaire fonctionnelle.

Tableau 2 - Caractéristiques des écoles primaires en dehors du village

Zones	Distance moyenne entre le village et l'école (km)	Cantine scolaire disponible	Mode de transport des enfants			
			A pied	Charrette	Animaux	Autres
Zone 1 : Zone de savane humide	2%	0%	98%	0%	0%	2%
Zone 2 : Zone de savane sèche	2%	8%	97%	3%	0%	0%
Zone 3 : Zone de savane dégradée	5%	0%	100%	0%	0%	0%
Zone 4 : Zone agropastorale	3%	29%	100%	0%	0%	0%
Zone 5 : Zone humide	4%	0%	100%	0%	0%	0%
Zone 6 : Zone désertique	16%	17%	95%	0%	5%	0%
Ensemble Niger	5%	8%	97%	1%	1%	2%

Source : Enquête CFSVA, Niger/2005

La distance moyenne parcourue par les enfants pour se rendre à l'école varie entre 16 et 2 km, soit une moyenne de 5 km. Les distances les plus importantes s'observent dans la zone désertique (16 km) et la zone de savane dégradée (5 km). Si dans la première zone on observe aussi la plus forte présence de cantines scolaires (17% des communautés villageoises), en revanche, on note l'absence de cantines scolaires dans la seconde. Dans les villages sans école, le mode de transport dominant des enfants est la marche à pied. Toutefois, dans la zone désertique l'utilisation des animaux pour transporter les enfants à l'école est aussi pratiquée dans 5% des cas.

4.1.2 Infrastructures de santé

Si en moyenne 72% des communautés villageoises sont dotées d'une école primaire fonctionnelle, elles ne sont que 26% à avoir accès à une structure sanitaire. Les zones où l'insécurité alimentaire est la moins importante sont les zones où l'accès à une structure sanitaire est le plus important (zone humide 45% et zone désertique 50%). L'essentiel des communautés villageoises ayant accès à des structures sanitaires le font à travers des structures de type centre de santé (67%).

Tableau 3 - Infrastructures sanitaires selon les zones						
Zones	Accès à infrastructure sanitaire dans le village	Types d'infrastructures sanitaires fréquentés				
		Hôpital régional	District	Centre de santé	Case de santé	Mission catholique /musulmane
Zone 1 : Zone de savane humide	17%	0%	2%	66%	29%	2%
Zone 2 : Zone de savane sèche	16%	0%	3%	73%	24%	0%
Zone 3 : Zone de savane dégradée	23%	0%	3%	74%	23%	0%
Zone 4 : Zone agropastorale	23%	0%	0%	61%	39%	0%
Zone 5 : Zone humide	45%	0%	0%	50%	50%	0%
Zone 6 : Zone désertique	50%	10%	0%	75%	15%	0%
Ensemble Niger	23%	1%	2%	67%	29%	1%

Source : Enquête CFSVA, Niger/2005

Les communautés villageoises n'ayant pas accès à une structure sanitaire sont en moyenne à une distance de 10 km de la structure sanitaire la plus proche. Les distances moyennes les plus importantes s'observent dans les zones 6 (23 kilomètres), 2, 3 et 4 (10 km).

Tableau 4 - Distances et mode de transport des malades selon les zones						
Zones	Distance entre village et structure sanitaire (km)	Mode de transport des malades				
		A pied	Charrette	Animaux	Vélo/moto	Voiture
Zone 1 : Zone de savane humide	9%	12%	78%	2%	2%	5%
Zone 2 : Zone de savane sèche	10%	3%	89%	5%	0%	3%
Zone 3 : Zone de savane dégradée	10%	26%	74%	0%	0%	0%
Zone 4 : Zone agropastorale	10%	13%	68%	16%	0%	3%
Zone 5 : Zone humide	8%	10%	70%	0%	20%	0%
Zone 6 : Zone désertique	23%	25%	25%	50%	0%	0%
Ensemble Niger	10%	14%	71%	10%	3	2%

Source : Enquête CFSVA, Niger/2005

Le mode dominant de transport des malades est la charrette. En moyenne, 71% des communautés villageoises l'utilisent. Cependant ce mode de transport est peu courant dans la zone désertique où la moitié des communautés villageoises utilisent les animaux de bât pour le transport des malades. Dans les zones où les distances sont les plus importantes, la marche à pied reste le mode de transport le plus courant (25%).

4.1.3 Infrastructures hydrauliques

L'accès à l'eau se fait essentiellement à travers les puits traditionnels dans plus de la moitié des communautés villageoises (52%). La zone humide regroupe le plus faible pourcentage de communautés villageoises s'approvisionnant en eau à travers un puits traditionnel (25%).

Le maillage du pays en eau sécurisée (forage) est faible ; 18,3% bien que cette proportion soit la plus importante dans les zones les moins vulnérables ou celles ayant des vocations pastorales affirmées. Dans ces mêmes zones on retrouve également de fortes proportions de communautés villageoises ayant accès à des puits améliorés (zone humide 35% et zone désertique 30%). Ainsi, les proportions de communautés villageoises utilisant des eaux de surface (eau non sécurisée) sont plus fortes dans les zones de savane dégradée et de savane humide, 7% chacune.

Tableau 5 - Principales sources d'eau potable du village selon les zones						
Zones	Eau de surface	Puits amélioré	Puits traditionnel	Forage	Robinet	Autres
Zone 1 : Zone de savane humide	7%	29%	42%	20%	2%	0%
Zone 2 : Zone de savane sèche	0%	24%	70%	5%	0%	0%
Zone 3 : Zone de savane dégradée	7%	13%	74%	7%	0%	0%
Zone 4 : Zone agropastorale	0%	23%	45%	29%	0%	3%
Zone 5 : Zone humide	5%	35%	25%	30%	0%	5%
Zone 6 : Zone désertique	0%	30%	40%	30%	0%	0%
Ensemble Niger	3%	25%	52%	18%	1%	1%

Source : Enquête CFSVA, Niger/2005

Tableau 6 - Début de la période de rupture d'approvisionnement en eau potable selon les zones							
Période	Zones						Ensemble
	1	2	3	4	5	6	
Pas de rupture	61%	22%	45%	58%	70%	60%	51%
Janvier	2%	0%	3%	0%	0%	0%	1%
Février	0%	5%	3%	3%	5%	0%	3%
Mars	20%	54%	7%	7%	5%	0%	18%
Avril	12%	19%	36%	26%	0%	30%	21%
Mai	0%	0%	3%	0%	0%	10%	2%
Juin	2%	0%	0%	7%	15%	0%	3%
Juillet	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Août	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Septembre	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Octobre	2%	0%	3%	0%	5%	0%	2%
Novembre	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Décembre	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%

Les ruptures en eau durent en moyenne 3 mois, entre mars et juin, c'est-à-dire au cœur de la saison sèche. Les zones où il y a le plus de communautés villageoises exposées aux ruptures d'approvisionnement en eau sont encore les zones où les niveaux d'insécurité alimentaire sont les plus élevés (88% des communautés villageoises de la zone 2, 65% de la zone 3 et 42% dans la zone 4).

4.2 TRANSPORT ET COMMUNICATION

L'enclavement frappe presque la moitié des communautés villageoises enquêtées (49%). Les plus fortes proportions de villages enclavés s'observent dans la zone humide (75% des villages), la savane dégradée (65% des villages) et la zone désertique (55% des villages). La zone la moins enclavée est la zone de savane sèche (22%).

La durée moyenne de l'enclavement est 4 mois. La situation est plus difficile pour la zone agro-pastorale où l'enclavement dure en moyenne 6 mois. Cette situation est due au fait qu'ici, en dépit du fait que seuls 45% des villages connaissent des problèmes d'enclavement, toutes les causes de l'enclavement interagissent (pluviométrie 26%, état des pistes 13%, relief et hydrographie 6%). Dans les zones de savane dégradée (zone 3) et de savane humide (zone 1) où l'enclavement dure en moyenne 5 mois, les pluies et le relief expliquent la plupart des enclavements des villages. Pluies et état des pistes apparaissent comme les principales causes de l'enclavement des villages au Niger.

Tableau 7 - Enclavement des villages selon les zones						
Zones	Village enclavé	Causes de l'enclavement				Durée enclavement (en mois)
		Pluies	Relief	Etat des pistes	Hydrographie	
Zone 1 : Zone de savane humide	49%	34%	5%	10%	0%	5
Zone 2 : Zone de savane sèche	22%	14%	0%	8%	0%	3
Zone 3 : Zone de savane dégradée	65%	58%	7%	0%	0%	5
Zone 4 : Zone agropastorale	45%	26%	3%	13%	3%	6
Zone 5 : Zone humide	75%	70%	5%	0%	0%	4
Zone 6 : Zone désertique	55%	0%	10%	45%	0%	4
Ensemble Niger	49%	33%	4%	11%	1%	4

Source : Enquête CFSVA, Niger/2005

Tableau 8 - Distance d'accès à une route goudronnée selon les zones					
Zones	Accès direct	1-5 km	5-10 km	10-20 km	+ de 20 km
Zone 1 : Zone de savane humide	12%	27%	29%	22%	10%
Zone 2 : Zone de savane sèche	13%	16%	19%	24%	27%
Zone 3 : Zone de savane dégradée	3%	42%	10%	36%	10%
Zone 4 : Zone agropastorale	23%	7%	23%	26%	23%
Zone 5 : Zone humide	25%	30%	20%	20%	5%
Zone 6 : Zone désertique	10%	0%	5%	15%	70%
Ensemble Niger	14%	21%	19%	24%	22%

Seulement 14% des communautés villageoises ont un accès direct à une route bitumée. Les proportions les plus importantes se retrouvent dans les zones humide et agropastorale.

La plupart des villages (46%) sont à plus de 10 kilomètres d'une route bitumée. L'éloignement par rapport à une route goudronnée est le plus important dans la zone désertique (85% des communautés villages sont à plus de 10 kilomètres d'une route goudronnée), la zone agropastorale (58%) et dans la zone de savane sèche (51% des villages).

La distance moyenne entre le village et le poste téléphonique le plus proche est de 32 kilomètres. Elle est la plus importante dans les zones de savane dégradée et agropastorale (39 kilomètres).

Le mode principal de réception d'argent est double : il y a d'une part les agences officielles de transfert et d'autre part les commerçants. Les agences constituent le mode principal de transferts pour 21% des communautés villages. Les commerçants constituent le second mode principal de transferts d'argent.

Tableau 9 - Communication et mode principal de réception d'argent selon les zones				
Zones	Distance village/ poste téléphonique le plus proche (km)	Mode de réception d'argent dans le village		
		western union, money gram, poste	Commerçant	Autres
Zone 1 : Zone de savane humide	26	15%	22%	63%
Zone 2 : Zone de savane sèche	31	8%	22%	70%
Zone 3 : Zone de savane dégradée	39	39%	42%	19%
Zone 4 : Zone agropastorale	39	26%	32%	42%
Zone 5 : Zone humide	26	40%	10%	50%
Zone 6 : Zone désertique	36	0%	100%	0%
Ensemble Niger	32	21%	34%	45,0%

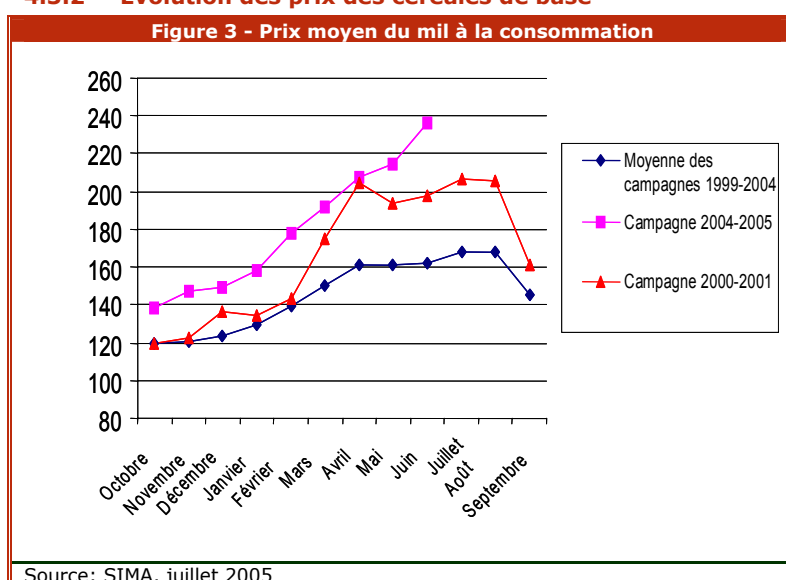
Source : Enquête CFSVA, Niger/2005

4.3 MARCHES CEREALISERS ET APPROVISIONNEMENTS

4.3.1 Introduction

Les marchés revêtent une importance capitale pour la sécurité alimentaire au Niger. 86% de la population devait, en avril et mai 2005, acheter sur le marché le mil destiné à leur consommation personnelle. Vu que les prix des céréales ont flambé depuis la récolte d'octobre 2004, les populations sont obligées de dépenser nettement plus pour satisfaire leurs besoins en céréales. Cela se traduit par un risque élevé d'insécurité alimentaire pour les couches vulnérables de la population. C'est dans ce cadre que le PAM a lancé une analyse approfondie des marchés céréaliers au Niger⁶, dont la synthèse est ici présentée.

4.3.2 Evolution des prix des céréales de base



Les prix mensuels du mil, principal aliment au Niger, du sorgho et du maïs pendant la campagne agricole 2004-2005 sont nettement plus élevés que la moyenne des cinq campagnes précédentes et dépassent même les prix records enregistrés lors de la dernière mauvaise récolte, en 2000-2001. Selon les données de juin 2005, le prix du mil sur les marchés nationaux était de 236 FCFA, soit 74 FCFA plus élevé que la moyenne sur cinq ans.

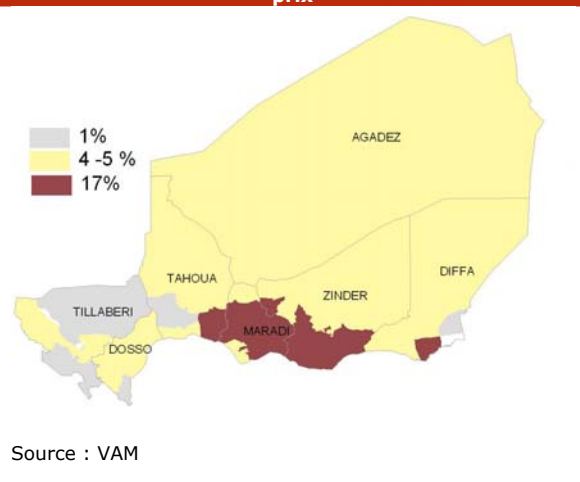
⁶ Niger, profil des marchés céréaliers, Programme alimentaire mondial, décembre 2005 (also available in English).

4.3.3 Les causes de la hausse des prix

L'offre des produits agricoles est composée des productions nationales et des importations. Bien que la première source fournisse la majorité des besoins de la population nigérienne, le rôle des importations est crucial dans ce pays déficitaire en céréales. Afin d'atténuer les impacts négatifs sur la disponibilité nationale des fortes fluctuations de la production nationale, une grande capacité d'adaptation au niveau des importations est primordiale. Dans le passé, les importations ont joué, en général, un rôle de soupape en augmentant considérablement l'année suivant une mauvaise récolte.

En revanche, depuis la dernière récolte, qui était environ 10% en dessous de la moyenne de 5 ans, les importations officielles ont chuté de 65 pour cent par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes. Donc, les importations ont aggravé le choc de la baisse de l'offre au lieu de l'atténuer, ce qui est encore plus étonnant si on prend en compte la hausse importante des prix des céréales.

Carte 4 - Population ayant souffert de la hausse des prix



La chute des importations concerne toutes les céréales et tous les « pays-fournisseurs ». Les origines de cette chute se trouvent dans la hausse des prix des céréales au Nigeria et au Mali, ainsi que dans l'interdiction informelle des exportations des céréales par le Burkina Faso. Plusieurs pistes ont été avancées pour expliquer la montée des prix au Nigeria : i) la politique de promotion de l'industrie de transformation des produits agricoles; ii) la meilleure surveillance des frontières afin de faire baisser les exportations informelles, notamment vers le Niger ; iii) l'interdiction des importations du riz ; et iv) la faible production pendant la campagne 2004/2005.

Pour la hausse des prix au Mali, la présence massive des commerçants des pays voisins qui s'approvisionnent sur les marchés maliens ainsi que l'application de nouvelles taxes sur les importations du maïs provenant de la Côte d'Ivoire sont avancées comme les principales causes. Quoi qu'il soit, la précarité des vivres dans la sous-région et la faible capacité du système de commercialisation transfrontalière censé assurer l'approvisionnement des populations nigériennes, n'ont pas permis une bonne disponibilité des vivres aux prix abordables depuis 2004/2005.

Concernant la demande, une distinction devrait être faite entre la demande satisfaite par les stocks familiaux et la demande exprimée sur les marchés. Cette dernière catégorie est composée de la demande intérieure et extérieure. Bien qu'il n'y ait pas de raison pour s'attendre à une hausse de la demande nationale, il paraît logique que la demande intérieure exprimée sur les marchés est en hausse suite à la faible production agricole en 2004. L'absence des données sur les exportations ne permet pas de tirer des conclusions sur le niveau de la demande extérieure.

Pour conclure, le faible niveau de la production agricole, la diminution des importations et l'augmentation de la demande exprimée sur les marchés ont conduit aux tensions accrues sur les marchés résultant à une flambée des prix (Cf. le « Profil des marchés céréaliers » pour plus de détails).

4.3.4 Stratégies de commercialisation et position du ménage vulnérable

Le comportement commercial des producteurs est essentiellement un réflexe de leur stratégie de la sécurité alimentaire. Les producteurs stockent la récolte pour l'auto-consommation, alors qu'ils vendent selon les besoins et prioritairement les produits de rente. Ces besoins d'argent peuvent concerner le remboursement de dettes, le paiement d'impôts, l'achat d'habits et les fêtes religieuses et culturelles. Souvent, ces besoins se font sentir au début de la campagne de la commercialisation. Les producteurs ne pratiquant que la culture du mil sont plus vulnérables à une augmentation du prix du mil (et aux chocs demandant une dépense monétaire) que les producteurs de plusieurs cultures.

Au début de la campagne agricole, des stratégies diverses peuvent être notées. D'un côté, il y a les ventes de produits agricoles pour le financement de l'achat des intrants agricoles et/ou le paiement de la main d'œuvre pour les travaux champêtres. De l'autre, les producteurs retiennent leurs stocks pendant ce début de la campagne agricole en raison des incertitudes liées à la nouvelle campagne, au manque de temps pour se rendre sur les marchés et à la mauvaise condition des pistes. Ce n'est qu'en août/septembre que les agriculteurs commencent à déstocker de façon substantielle en vue d'une bonne récolte, contribuant ainsi à la diminution des prix à partir de cette période.

La position du petit producteur et du consommateur en milieu rural sur les marchés n'est pas idéale en raison: i) d'un manque d'influence sur le prix ; ii) des coûts de transaction/commercialisation élevés ; iii) de l'absence ou très faible offre des produits agricoles, par un nombre limité des commerçants, aux marchés éloignés, pendant certaines périodes de l'année ; iv) des besoins d'achat des céréales élevées pendant les années caractérisées par des prix élevés et de faibles besoins pendant les années caractérisées par de bas prix; v) d'une absence d'une forte capacité visant l'atténuation des chocs de prix et de production ; et vi) d'une recherche de sécurité alimentaire et non pas d'une maximalisation des revenus.

4.3.5 Impact de la hausse des prix sur les dépenses des ménages

Les ménages ont dépensé en moyenne 30 000 FCFA pour l'achat d'aliments pendant le mois précédant l'enquête, dont 21 500 FCFA pour l'achat de céréales. Une analyse de ces dépenses a été faite pour évaluer l'augmentation des dépenses en vue de la hausse des prix des céréales⁷. Il est estimé qu'un ménage achète entre 74 kg et 120 kg de céréales pour ce montant, selon les zones, soit une moyenne de 100 kg. Si le ménage avait acheté les mêmes quantités en 2004, il aurait dû dépenser seulement 14 500 FCFA ; donc, en 2005, les dépenses étaient 48% plus élevées en raison de la hausse des prix. Si le ménage avait dépensé le montant identique, le ménage aurait acheté 156 kg de céréales, donc la quantité achetée en 2005 a reculé de 35 % par rapport à 2004.

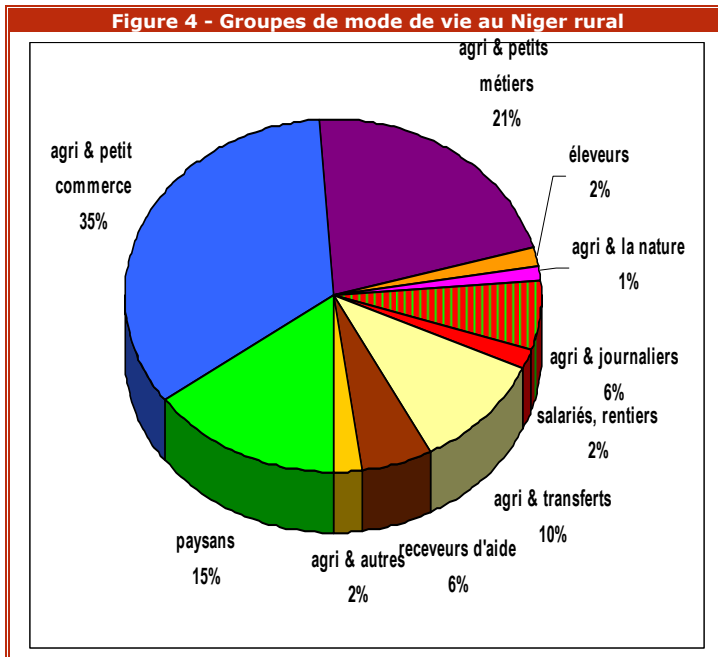
En réalité, les besoins en achats ont augmenté à cause de la faible production agricole. Donc, si les ménages avaient les moyens financiers, ils auraient augmenté leurs dépenses de plus de 48%, alors que les ménages sans moyens financiers ont vu leur consommation de céréales tomber de plus de 35 %. Cette analyse reste théorique, et sa validation demande une collecte régulière de données comme le recommande l'étude « Profil des marchés céréaliers au Niger ».

⁷ Pour les groupes vulnérables, les effets favorables de la hausse des prix pour leurs revenus agricoles sont minimales : ces ménages sont déficitaires en céréales et ne vendent qu'en situation exceptionnelle, juste après la récolte, à un niveau des prix qui est bas

5. RESULTATS DE L'ENQUETE MENAGES

5.1 ANALYSE CONTEXTUELLE DES MENAGES

5.1.1 Groupes de ménages selon leurs moyens de vie



En utilisant l'analyse des composantes principales (Principal Component Analysis - PCA) et l'analyse par fragmentation (Cluster Analysis), les ménages ont été groupés selon leurs stratégies de vie les plus importantes. Il est assumé que la stratégie de vie principale du ménage équivaut au double de la seconde stratégie et ainsi de suite.

Il est à noter que l'agriculture est la principale source de revenu pour la majorité des ménages, mais ce qui les distingue les uns des autres est l'importance de l'agriculture et l'importance de moyens de vie supplémentaires, autrement dit du complément de revenu.

On peut ainsi distinguer dix différents groupes de ménages :

- **paysans** : ce premier groupe de ménages agropastoralistes, qui représente 15% du Niger rural, limite surtout ses sources de revenu à l'agriculture et, dans une moindre mesure, à l'élevage.
- **agriculteurs qui font du petit commerce** : ces ménages d'agriculteurs complètent leurs revenus principalement grâce à du petit commerce tel que la vente en détail de vivres et l'achat et la vente de produits agricoles, de produits maraîchers, de bétail, de produits d'élevage, de produits de la pêche, de la chasse et de la cueillette, et autres marchandises. Ces ménages représentent 35% de la population rurale.
- **agriculteurs qui font des petits métiers** : ce groupe (21%) est composé de ménages qui, en plus de leurs activités agricoles pratiquent, entre autres, les petits métiers de l'artisanat, et du transport.
- **agriculteurs qui exploitent la nature** : ces ménages vivent également de la cueillette, la chasse (1%).
- **agriculteurs qui reçoivent des transferts** : 10% des ménages qui se caractérisent par une importante dépendance aux transferts d'argent venant d'époux ou de membres de la famille vivant à l'étranger ou hors du foyer familial.
- **agriculteurs qui travaillent comme journaliers** : sont engagés sur base journalière si du travail se présente (6%).
- **agriculteurs avec autres sources de revenu** : un amalgame de ménages qui ne peuvent pas être classés dans les autres groupes : par exemple des commerçants, orpailleurs, marabouts (2%).
- **éleveurs** : les éleveurs spécialisés ne représentent que 2% de la population
- **salariés, rentiers** : à ces catégories s'ajoutent des ménages qui dépendent de salaires du privé ou de l'état, des pensions d'invalidité ou de retraite ou de contrats avec des ONG (2%).
- **receveurs d'aide** : 6% des ménages ruraux enquêtés au Niger dépendent surtout de l'assistance d'autrui : dons, mendicité, etc.

5.1.2 Démographie

La taille moyenne des ménages tourne autour de 4,5 personnes par ménage. Il y a à peu près autant d'hommes que de femmes dans les ménages. Toutes les zones du pays présentent globalement les mêmes caractéristiques.

Les femmes chefs de ménage au Niger représentent 18% des chefs de ménage. Trois zones se distinguent par l'importance de la proportion des femmes chef de ménage. Il s'agit des zones 6 (34%), 3 (29%) et 4 (22%).

Tableau 10 - Caractéristiques et statut matrimonial du chef de ménage

Zones	Sexe		Polygamie		Age			Nbre épouses	Marié (e)	divorcé (e)	Veuf (ve)	célibat
	Masc	Fém	Oui	non	Masc	Fém	total					
Zone savane humide	92%	8%	25%	75%	44	47	45	2	93%	1%	5%	1%
Zone savane sèche	87%	13%	29%	71%	43	50	44	2	92%	1%	6%	1%
Zone savane dégradée	71%	29%	25%	75%	44	37	43	2	91%	0%	7%	2%
Zone agropastorale	78%	22%	23%	77%	44	45	44	2	87%	1%	10%	2%
Zone humide	96%	4%	29%	71%	43	44	43	2	95%	1%	2%	2%
Zone désertique	66%	34%	10%	90%	42	35	41	2	83%	7%	6%	4%
Ensemble	82%	18%	25%	75%	43	42	43	2	91%	2%	6%	1%

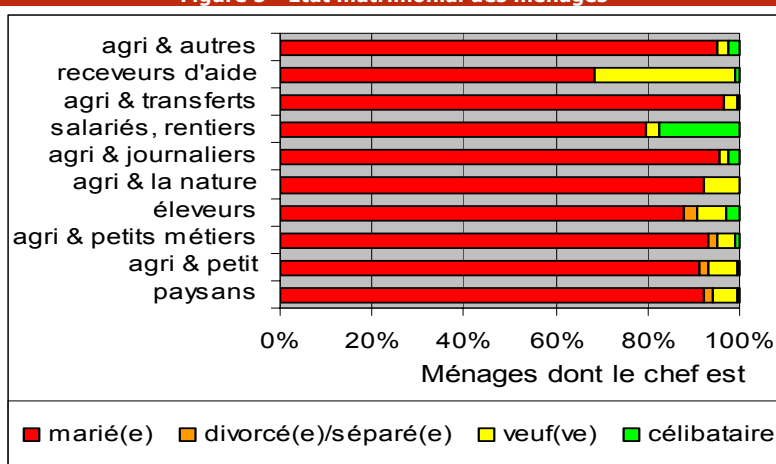
La polygamie touche en moyenne 25% des ménages, et les zones où la proportion de femmes chefs de ménages est la plus élevée sont aussi les zones où la polygamie est la moins fréquente. Les taux de divorce sont les plus élevés (7%) dans la zone 6 et les plus fortes proportions de chefs de ménage célibataires (4%) s'observent aussi dans cette zone.

Tableau 11 - Caractéristiques démographiques selon les groupes de modes de vie

	âge du chef de ménage	taille du ménage	Chef de ménage féminin
paysans	46	5.0	11%
agri & petit commerce	44	5.1	12%
agri & petits métiers	39	5.0	12%
éleveurs	45	5.4	18%
agri & la nature	41	5.2	24%
agri & journaliers	39	5.4	4%
salariés, rentiers	38	4.6	9%
agri & transferts	42	5.1	32%
receveurs d'aide	59	3.7	43%
agri & autres	47	5.5	5%

Les différents groupes de ménages ne se distinguent pas seulement par la façon dont ils arrivent à se nourrir, d'autres critères associés aux différents modes de vie entrent en ligne de compte. Chez les receveurs d'aide, l'âge du chef de ménage est ainsi nettement plus élevé. La taille de ces ménages est également plus réduite (3,7 personnes) et le chef de ménage est dans 43% des cas féminin et veuf/veuve dans 30% des cas.

Figure 5 - Etat matrimonial des ménages



Parmi les ménages qui dépendent des transferts d'argent, un sur trois est mené par une femme. Ce sont souvent les hommes qui émigrent et envoient de l'argent pour leur épouse et le reste du ménage. On trouve le plus de célibataires parmi les chefs de ménages du groupe « salariés, rentiers ».

5.1.3 Alphabétisation et éducation

L'analphabétisme touche une très grande proportion des chefs de ménage enquêtés (87%). Les niveaux de formation professionnelle (1% des chefs de ménage) et la

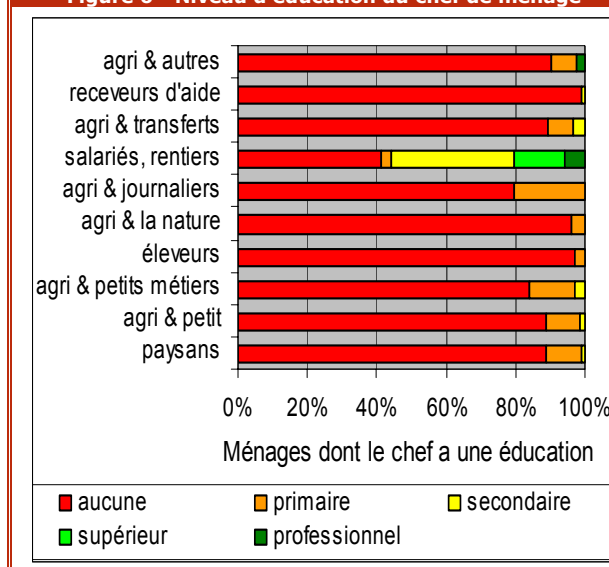
proportion sachant lire ou écrire un message est de 27% sont extrêmement bas. Malgré quelques disparités régionales, l'ensemble reste homogène.

Tableau 12 - Niveau d'éducation du chef de ménage

Zones	Aucun	primaire	Secondaire	supérieur	Profes- sionnel	Capacité à lire ou écrire un message
Zone 1 : Zone de savane humide	90%	7%	2%	1%	1%	22%
Zone 2 : Zone de savane sèche	85%	13%	2%	0%	0%	28%
Zone 3 : Zone de savane dégradée	90%	6%	3%	1%	0%	18%
Zone 4 : Zone agropastorale	88%	11%	1%	0%	0%	26%
Zone 5 : Zone humide	87%	8%	3%	1%	1%	30%
Zone 6 : Zone désertique	79%	11%	8%	1%	1%	50%
Ensemble	87%	9%	3%	1%	0%	27,4%

Source : Enquête CFSVA, Niger/2005

Figure 6 - Niveau d'éducation du chef de ménage



Pour ce qui est de l'analyse des groupes de mode de vie, le groupe « salariés et rentiers » est le seul où plus de la moitié des chefs de ménage ont joui d'une éducation. La plupart savent lire et écrire et même une grande partie des conjoints savent aussi lire et écrire. Le niveau d'éducation des receveurs d'aide et des agriculteurs / cueilleurs, pêcheurs, chasseurs est le plus bas. La capacité des ménages de ces groupes à lire et écrire est également inférieure aux autres groupes. Les disparités entre époux (souvent homme/femme) au niveau de l'éducation sont en général assez prononcées. Seuls les groupes des receveurs d'aide et receveurs de transferts enquêtés montrent une relative équité entre époux.

Les niveaux d'instruction des conjoints sont encore plus bas. 92% d'entre eux n'ont reçu aucune instruction (situation très prononcée dans les zones 1 et 2) et 8% sont capables de lire ou d'écrire un message. Quant à l'illettrisme la zone 1 (4% des conjoints) et la zone 5 (5%) sortent du lot.

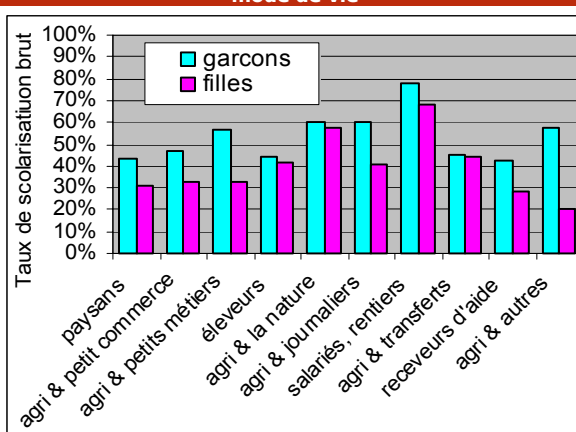
Les taux de scolarisation sont dans l'ensemble assez faibles (inférieurs à 42%), avec une forte différence entre garçons (50%) et filles (34%). Les niveaux de scolarisation des enfants semblent très fortement corrélés avec les niveaux d'instruction des chefs de ménage. Ainsi dans les ménages dirigés par des personnes sachant lire et écrire, le taux de scolarisation des enfants est de 52%, contre 39%. 59% des garçons issus de ménages dirigés par des personnes sachant lire et écrire sont scolarisés, contre 47%. 49% des filles issues de ménages dirigés par des personnes sachant lire et écrire sont scolarisées, contre 31% pour les filles issues de ménages dirigés par des personnes ne sachant ni lire, ni écrire.

Tableau 13 - Taux de scolarisation selon le genre et selon le niveau d'instruction du chef de ménage

Zones	Garçons			Filles			Ensemble		
	Taux scolarisation garçons issus de ménages dont le chef sait lire et écrire	Taux scolarisation garçons issus de ménages dont le chef ne sait pas lire et écrire	Taux de scolarisation total des garçons	Taux scolarisation filles issues de ménages dont le chef sait lire et écrire	Taux scolarisation filles de ménages dont le chef ne sait pas lire et écrire	Taux de scolarisation total des filles	Taux scolarisation enfants issus de ménages dont le chef sait lire et écrire	Taux scolarisation enfants issus de ménages dont le chef ne sait pas lire et écrire	Taux de scolarisation total des enfants
1	59	47	60	49	31	34	52	39	41
2	49	46	47	35	30	3	43	39	40
3	44	55	53	34	41	41	41	48	48
4	52	41	44	30	30	30	40	36	37
5	51	43	45	51	26	32	53	35	40
6	68	63	65	53	52	52	58	56	57
Ensemble	59	47	50	49	31	34	52	39	41

Source : Enquête CFSVA, Niger/2005

5.1.4 Scolarisation des enfants

Figure 7 - Taux de scolarisation brut par groupe de mode de vie


Le taux de scolarisation des filles et des garçons est le plus élevé pour le groupe des salariés et rentiers

Le taux de scolarisation des filles est nettement inférieur à celui des garçons et cette tendance est valable pour pratiquement tous les groupes de modes de vie (exception faite des agri/transferts). Les raisons des abandons scolaires indiquent la prépondérance de deux facteurs: le manque d'intérêt des parents pour l'école (28% des raisons d'abandons scolaires chez les garçons et 36% chez les filles) et le manque d'infrastructures scolaires (27% des raisons chez les garçons et 20% chez les filles).

A ces raisons on peut ajouter l'éloignement des écoles (19%). Ainsi, pour l'essentiel, la déscolarisation est principalement liée aux facteurs macro-économiques (capacité de création et de gestion d'infrastructures scolaires) et sociologiques (attrait de l'école). Les facteurs sociologiques sont plus défavorables à la scolarisation des filles qu'à celle des garçons. Les facteurs liés à l'économie domestique (les frais scolaires et travail des enfants) ne constituent pas des causes majeures de déscolarisation pour les ménages sondés.

Tableau 14 - Principales raisons d'abandon de l'école des garçons du ménage

Raisons	Zones						Total
	1	2	3	4	5	6	
Pas d'école	17	22	24	25	42	37	27
Ecole trop lointaine	11	19	9	21	14	39	19
Frais de scolarité élevés	1	0	0	1	0	4	1
Enfant malade	6	7	11	9	6	0	7
Enfant s'occupe d'autre personne	2	1	2	0	0	0	1
L'enfant travaille	12	8	11	8	2	7	8
Mariage/grossesse	0	0	0	0	0	0	0
Manque d'intérêt des parents	40	38	24	25	28	4	28
Pas de tuteurs	3	2	0	3	0	4	2
Autres	12	4	18	9	8	6	9

Source : Enquête CFSVA, Niger/2005

Tableau 15 - Principales raisons d'abandon de l'école des filles du ménage

Raisons	Zones						Total
	1	2	3	4	5	6	
Pas d'école	21	17	11	18	28	30	20
Ecole trop lointaine	7	17	7	20	12	28	16
Frais de scolarité élevés	0	0	0	0	0	2	1
Enfant malade	2	6	11	6	3	4	5
Enfant s'occupe d'autre personne	2	4	0	5	5	2	3
L'enfant travaille	7	6	11	9	12	18	10
Mariage/grossesse	0	0	4	4	0	0	1
Manque d'intérêt des parents	50	45	41	29	33	9	36
Pas de tuteurs	1	0	0	3	0	4	1
Autres	9	5	15	8	7	5	8

Source : Enquête CFSVA, Niger/2005

5.1.5 Santé

55% des ménages ont déclaré avoir eu au moins un membre du ménage malade. Cela donne des taux de morbidité dans l'ensemble assez élevé (17%). Les zones de savane humide et dégradée distinguent par leur fort taux de morbidité.

Les maladies qui affectent les populations sont surtout de nature infectieuse : 40% de fièvres diverses, 15% de paludisme. Les diarrhées et les infections respiratoires aiguës arrivent en 3^{ème} et 4^{ème} place des maladies les plus fréquentes.

Tableau 16 -Types de soin reçus par les malades masculins du ménage

Zones	Aucun	Médecine traditionnelle	Hopital/ Centre de santé public	Clinique /Centre de santé privé	Centre de santé communautaire	Pharmacie	Automédication	Autres
Zone 1 : Zone de savane humide	6%	24%	30%	3%	7%	0%	31%	0%
Zone 2 : Zone de savane sèche	3%	25%	33%	3%	7%	3%	37%	0%
Zone 3 : Zone de savane dégradée	4%	16%	40%	0%	2%	1%	37%	1%
Zone 4 : Zone agropastorale	4%	30%	22%	0%	11%	7%	25%	0%
Zone 5 : Zone humide	3%	15%	49%	1%	5%	0%	28%	0%
Zone 6 : Zone désertique	2%	20%	8%	0%	38%	16%	13%	25%
Ensemble	4%	22%	31%	1%	10%	4%	28%	1%

Face à cette morbidité élevée, les types de soins prodigués sont assez disparates. Près de 45% des malades se dirigent vers des établissements sanitaires. Cependant, plus de 50% des malades ont recours à l'automédication et à la « médecine » traditionnelle. La proportion des malades qui ne recourent à aucun type de soin est faible (4%). Les différences entre hommes et femmes sont peu significatives.

Les facteurs économiques expliquent à 35% le non recours aux centres de santé. L'accessibilité physique des centres de santé n'explique que 12% des non fréquentations de ces centres.

Les taux d'handicap tournent autour de 2% de la population sondée et les malades chroniques plus fréquentes chez les femmes que chez les hommes elles touchent 5% de la population.

5.1.6 Sanitation et sources d'énergie des ménages

La grande majorité des ménages (96%) ne dispose pas de sanitaire. Les ménages disposant de latrine traditionnelle constituent 3% des ménages et ceux ayant des latrines modernes. Cette situation est quasi identique pour l'ensemble des zones. On ne note pas une grande variabilité inter zonale.

Tableau 17 - Principale source d'éclairage du ménage									
Zones	lampe à huile	lampe à pétrole	lampe à gaz	bougie	bois de chauffe	électricité	lampe torche	autres	aucun
Zone 1	0%	66%	0%	0%	5%	0%	21%	4%	4%
Zone 2 :	1%	76%	0%	0%	4%	0%	18%	1%	1%
Zone 3 :	0%	76%	1%	1%	8%	0%	14%	1%	0%
Zone 4 :	0%	77%	0%	0%	2%	0%	19%	1%	1%
Zone 5 :	1%	52%	0%	1%	28%	1%	17%	2%	1%
Zone 6 :	0%	45%	1%	0%	6%	0%	49%	0%	0%
Ensemble	0%	68%	0%	0,2%	7%	0%	21%	1%	1%

Deux modes d'éclairage dominent largement : la lampe à pétrole (68%) et la lampe torche (21%). Cette bimodalité est quasiment la même pour toutes les zones du pays. On note toutefois que dans la zone 5, 28% des ménages s'éclairent au feu de bois.

L'énergie de cuisson est quasi exclusivement issue du bois de chauffe. L'énergie fossile (gaz et pétrole) est utilisée par moins de 1% des ménages.

5.1.7 Equipement des ménages

La plupart des ménages enquêtés habitent leur propre logement (91%). 1% sont locataires et 8% sont logés gratuitement (dont 10% en zone 1 et 16% en zone 2). Les maisons se composent principalement d'une seule pièce (50%) et des deux pièces (39%). La promiscuité des types d'habitat est ainsi évidente quand on considère que la taille moyenne des ménages est de 4,5 personnes par ménage.

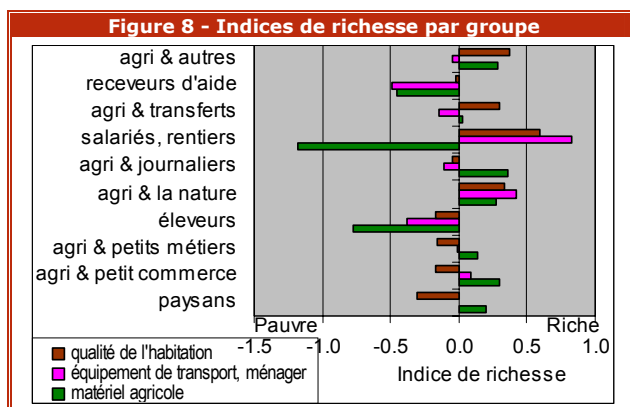
Tableau 18 - Nombre de pièces au logement du ménage						
Zones	1 pièce	2 pièces	3 pièces	4 pièces	5 pièces	6 pièces
Zone 1 : Zone de savane humide	58%	37%	4%	1%	0%	0%
Zone 2 : Zone de savane sèche	36%	44%	13%	4%	2%	0%
Zone 3 : Zone de savane dégradée	58%	38%	3%	1%	0%	0%
Zone 4 : Zone agropastorale	42%	45%	11%	2%	1%	0%
Zone 5 : Zone humide	72%	25%	4%	1%	0	0%
Zone 6 : Zone désertique	43%	38%	16%	3%	2%	0%
Ensemble zones	50%	39%	8%	2%	1%	0%

L'équipement des ménages est assez rudimentaire. Moins de la moitié des ménages est équipée de radio. Les équipements utilitaires sont assez rares (12% ont un fer à repasser, 10% une bicyclette et 3% une machine à coudre). Seulement 1% a le téléphone à domicile. Fait intéressant, 47% des ménages de la zone 5 ont une bicyclette.

Tableau 19 - Biens possédés par le ménage													
Zones	Machine à coudre	Fer à repasser	Radio	Tél	Bicyclette	Moby-lette	Voiture	Chariot	Houe	Hache	Faucille	Char-rue	Machet-te
Zone 1	4%	10%	51%	1%	4%	2%	0%	17%	92%	89%	85%	11%	81%
Zone 2	3%	19%	48%	1%	6%	2%	0%	24%	90%	91%	88%	10%	63%
Zone 3	2%	13%	42%	1%	6%	2%	0%	15%	95%	90%	74%	2%	89%
Zone 4	2%	11%	45%	1%	3%	1%	0%	17%	89%	86%	70%	5%	77%
Zone 5	2%	11%	50%	2%	47%	12%	1%	34%	89%	92%	87%	15%	91%
Zone 6	5%	5%	52%	0%	6%	5%	2%	8%	36%	37%	21%	1%	23%
Total	3%	12%	48%	1%	10%	3%	0%	19%	85%	84%	74%	7%	72%

Les équipements agricoles productifs dominants sont pour l'essentiel des outils rudimentaires : 85% des ménages sont équipés en houé, 84% en hache, 74% en faucille et 72% en machette.

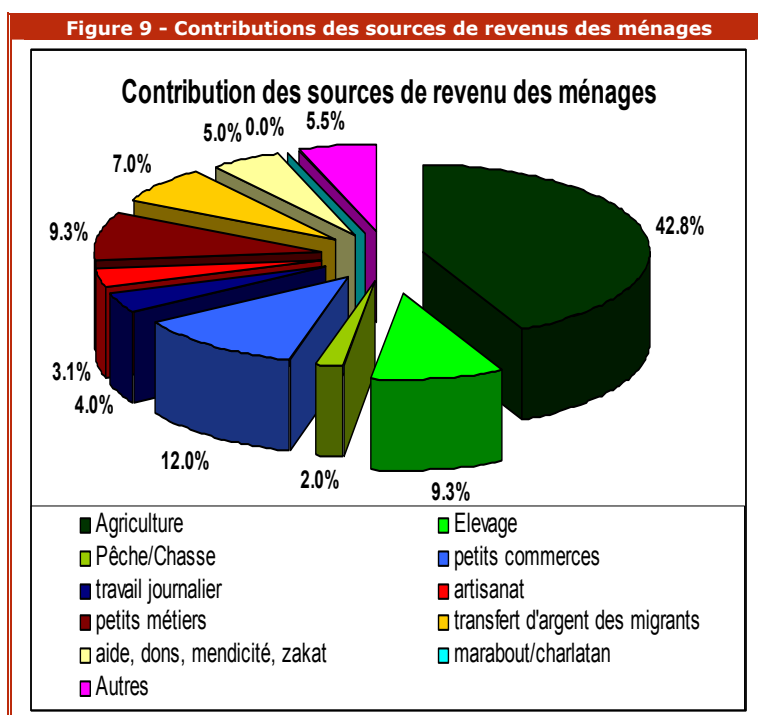
Les équipements productifs nécessitant des investissements plus ou moins importants ne sont détenus que par une faible proportion de ménages : 7% des ménages possèdent des charrues et 19% possèdent des chariots. Les variations selon les zones sont très peu significatives, sauf en ce qui concerne les ménages de la zone 6 qui se trouve moins bien équipée que les autres.



En analysant les différents biens possédés par les ménages, on arrive à trois dimensions de richesse ; une première liée à la qualité des habitations (maison en dur ou non, matériaux utilisés, etc.), une deuxième à la possession de matériel pour la production agricole et une troisième concernant la possession d'appareils ménagers et d'équipement de transport. Pour chaque dimension, un indice de richesse est calculé (avec moyenne 0 et écart type 1).

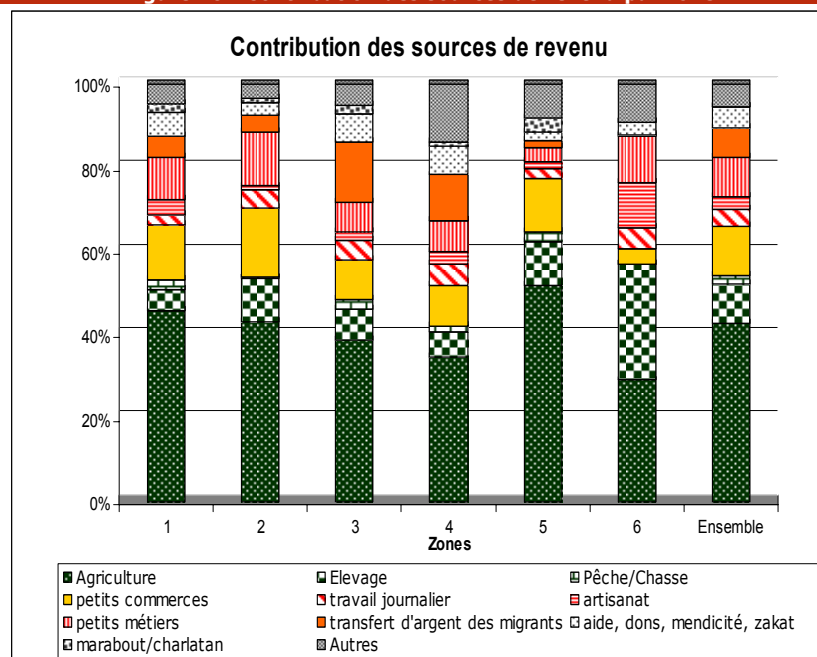
Les différents groupes de modes de vie ont des niveaux de richesse distincts. Les receveurs d'aide et les éleveurs sont les plus pauvres en biens possédés. On note aussi que les salariés et les éleveurs figurent parmi les moins bien fournis en matériel agricole. Fait intéressant, les salariés et rentiers semblent être les mieux pourvus en équipement ménager et de transport. Enfin, on observe que les éleveurs et les groupes qui sont plus fort en agriculture (les paysans, agriculteurs/petits commerçants et les agriculteurs / petits métiers,) ont de l'immobilier de faible qualité.

5.2 SOURCES DE REVENUS DES MENAGES



La principale source de revenu des ménages est l'agriculture qui fournit plus de 40% des revenus. On est en présence d'une structure du type unipolaire (avec une prépondérance d'une seule source de revenu.) L'ensemble des autres sources fournissent chacune moins de 15% des revenus des ménages. Les activités primaires (agriculture, élevage, pêche et chasse) fournissent ensemble un peu plus de 50% des revenus des ménages. Cette situation montre la précarité globale des revenus des ménages, car ils sont soumis à de fortes fluctuations et aux impacts des risques chroniques naturels ou du marché.

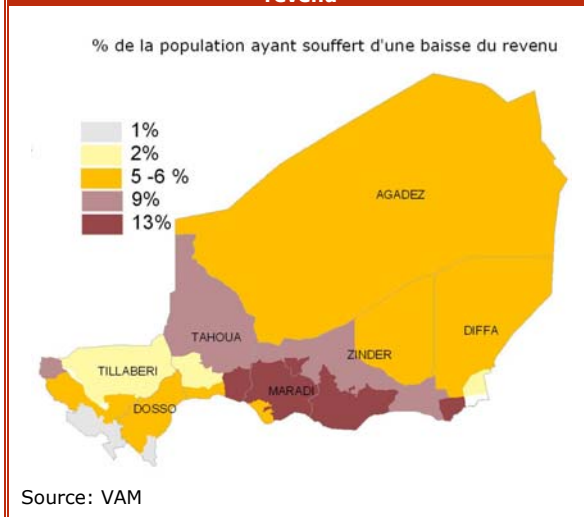
Figure 10 - Contribution des sources de revenu par zone



Géographiquement, les dotations factorielles et la qualité des milieux naturels déterminent largement le poids des activités primaires dans les revenus des ménages. Ainsi, les zones, 4 (semi désertique) et 6 (désertique) se caractérisent par une structure de revenus bi ou multipolaire, centrée principalement sur les activités primaires, les activités de services et les revenus de transfert.

Par contre, dans la zone 5 (humide), l'unipolarité des sources de revenus est évidente. Les zones 1, 2 et 3 se caractérisent par une certaine multipolarité de la structure des revenus, avec toutefois une prépondérance marquée des revenus primaires. Parmi les principales sources de revenu des ménages, l'élevage semble présenter la plus grande régularité. Sa part dans les revenus représente en moyenne un peu plus de 9%, soit une fluctuation entre 5 (dans la zone 1) et 28% (zone 6). La carte ci-contre montre que les ménages ayant le plus souffert d'une baisse de revenu en 2005 se trouvent principalement en zone 2 (savanne sèche).

Carte 5 - Population ayant souffert d'une baisse de revenu



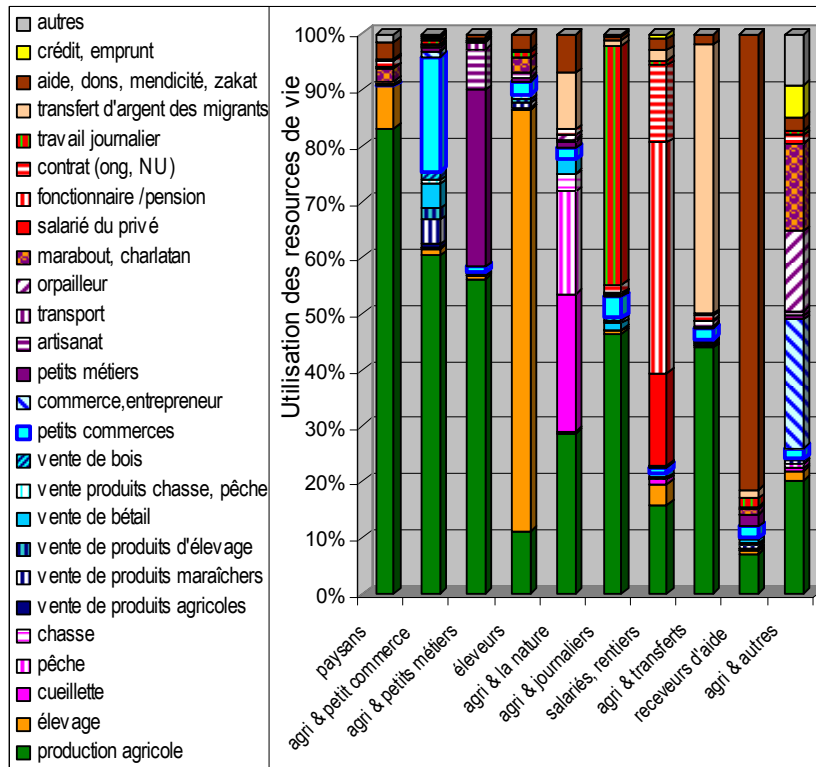
5.2.1 Différentes stratégies de vie

5.2.1.1 Produire et acheter sa nourriture

La majorité des ménages (91%) produit une partie de la nourriture qu'il consomme. Pareillement, une grande partie (95%) dépend des marchés pour le reste de leurs besoins nutritionnels.

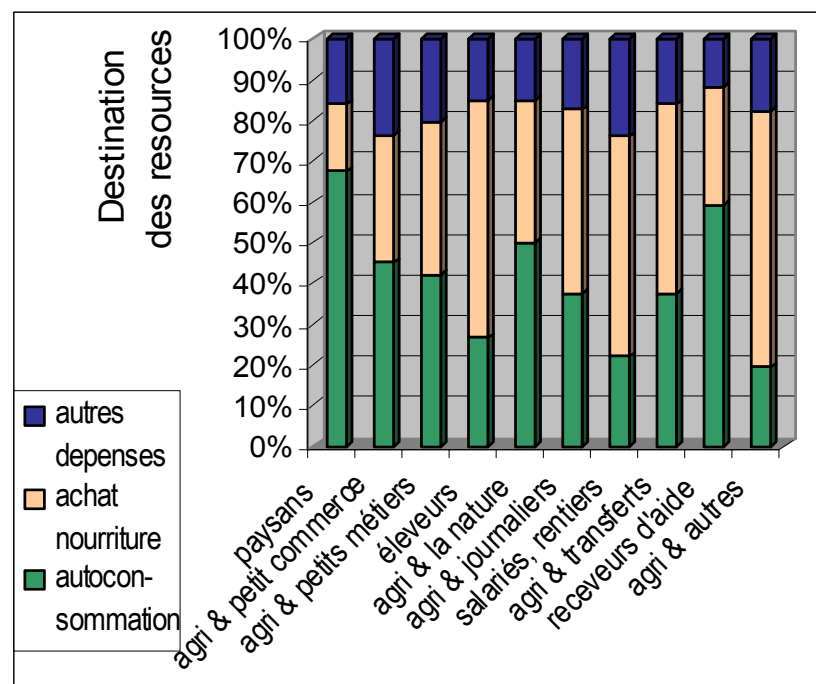
Il y a bien sûr des différences entre les divers groupes de modes de vie. Tous les paysans et tous les cueilleurs, pêcheurs, chasseurs font de l'autoconsommation. Une grande partie des receveurs d'aide consomme également directement leurs produits (souvent des dons en nature).

Figure 11 - Production et achat de nourriture



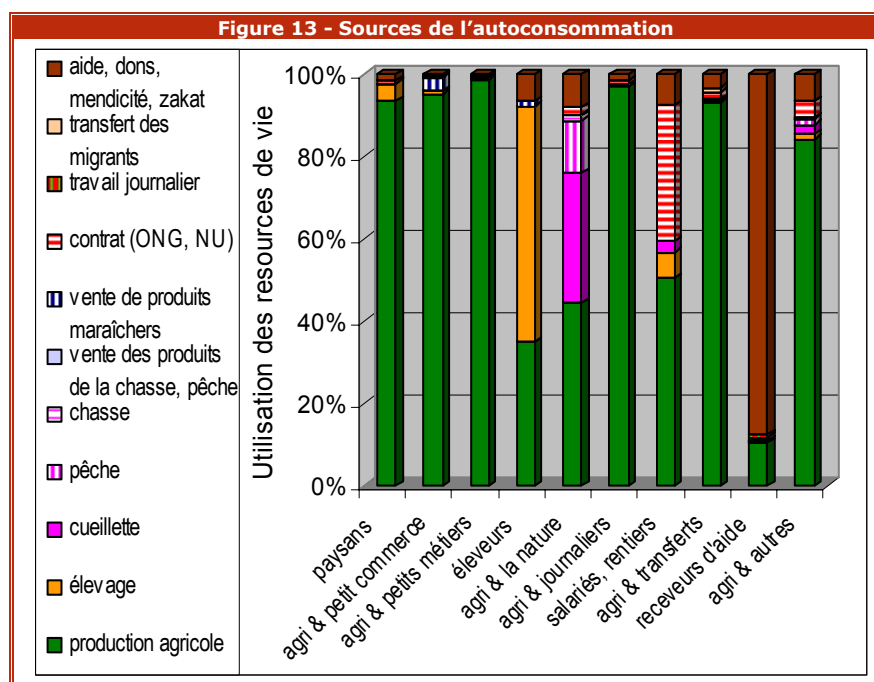
Plus de la moitié des ressources de vie de ces trois groupes aboutissent à l'autoconsommation. En fait, 80% de la nourriture des ménages dits « paysans » provient de leur propre production. Pour les autres ménages ruraux, environ la moitié de la nourriture provient de leur propre production, à l'exception des éleveurs, salariés et autres qui comptent sur moins d'un tiers de leurs propres produits pour leur consommation directe.

Figure 12 - Consommation des moyens de vie



Entre un huitième (receveurs d'aide) et presque un quart (salariés, rentiers et agriculteurs/petits commerçants) des ressources sont utilisées pour des besoins autres que la nourriture. En février - mars 2005, la plupart des éléments du menu des ménages provenaient de l'achat, seulement une petite partie venait de la propre production. Les salariés comme les ménages de la catégorie « autres » consomment moins de 20% de leur propre production.

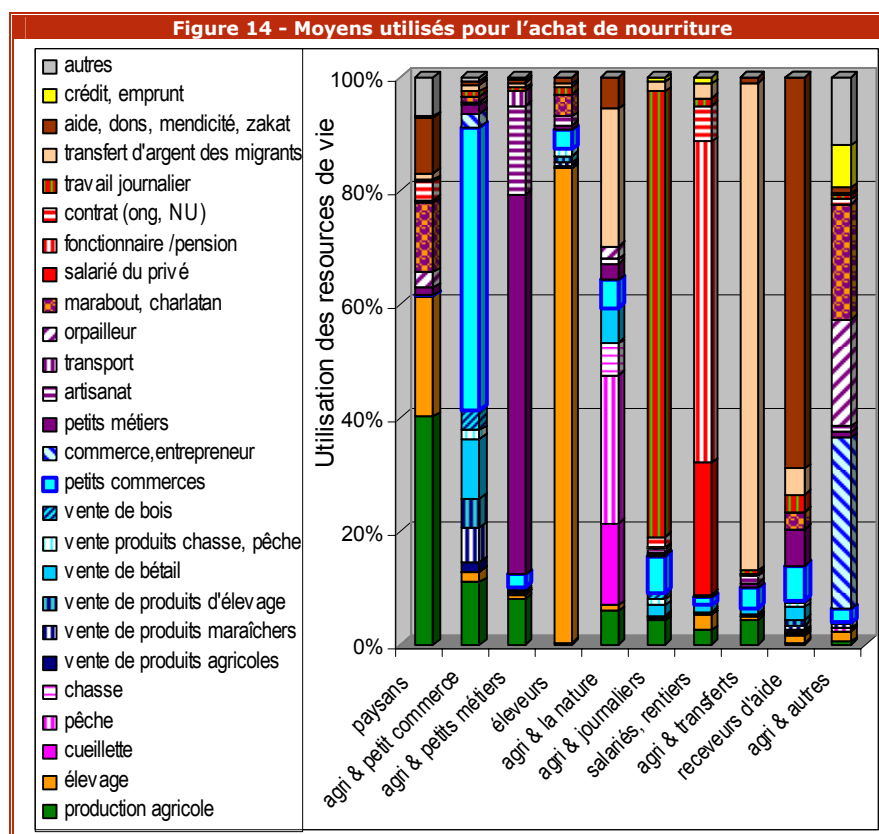
5.2.1.2 Comment produire sa nourriture



L'autoconsommation de la plupart des ménages dépend surtout de la production agricole, à l'exception des éleveurs, des agriculteurs/exploitants de la nature et des receveurs d'aide qui consomment leurs dons en nature (considéré comme autoconsommation). Comme l'autoconsommation est importante pour les paysans, leurs besoins nutritionnels sont couverts à 75% par la consommation directe de leur production agricole.

Les agriculteurs/ petits commerçants et agriculteurs/petits métiers dépendent pour plus de la moitié de leur nourriture de l'autoconsommation de leur production agricole. Cette stratégie pour nourrir le ménage est également importante pour les agriculteurs/journaliers et les agriculteurs/receveurs de transferts, 44 et 42% des besoins en nourriture sont ainsi couverts.

5.2.1.3 Comment la nourriture s'achète.



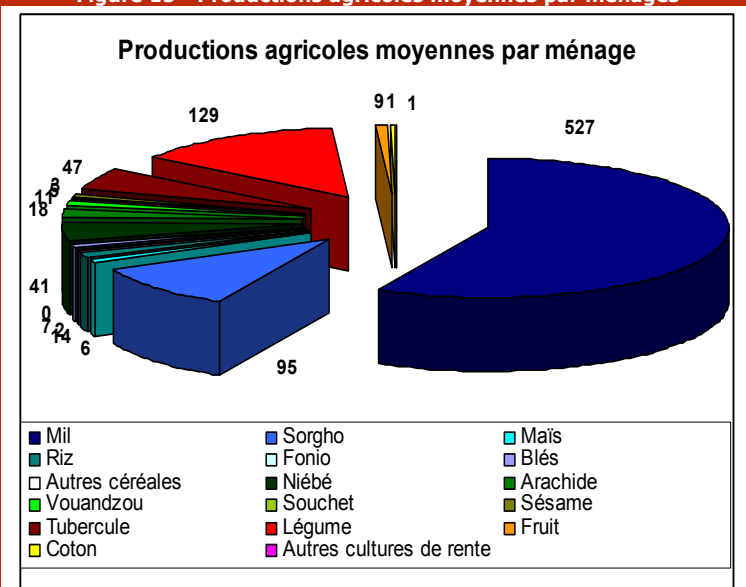
Chaque groupe de mode de vie a ses propres stratégies pour financer l'achat de nourriture. Les éleveurs comptent surtout (84%) sur les revenus de l'élevage pour s'acheter de la nourriture. Comme l'approvisionnement en nourriture pour ce groupe se passe surtout à travers les achats, le revenu de l'élevage fournit 57% de la nourriture. Pareillement, les achats des agriculteurs/receveurs de transferts proviennent à 86% de ces transferts; ces achats financés par les transferts couvrent 48% de la nourriture des ménages du groupe.

La même logique s'applique au groupe «agriculteurs/journaliers» : 42% de leur nourriture est obtenu à travers les paiements du travail journalier. Le groupe des paysans offre une

grande variété de sources de revenus utilisés pour l'achat de nourriture (production agricole, élevage, aide/dons, etc.).

5.2.2 Revenus agricoles

Figure 15 - Productions agricoles moyennes par ménages



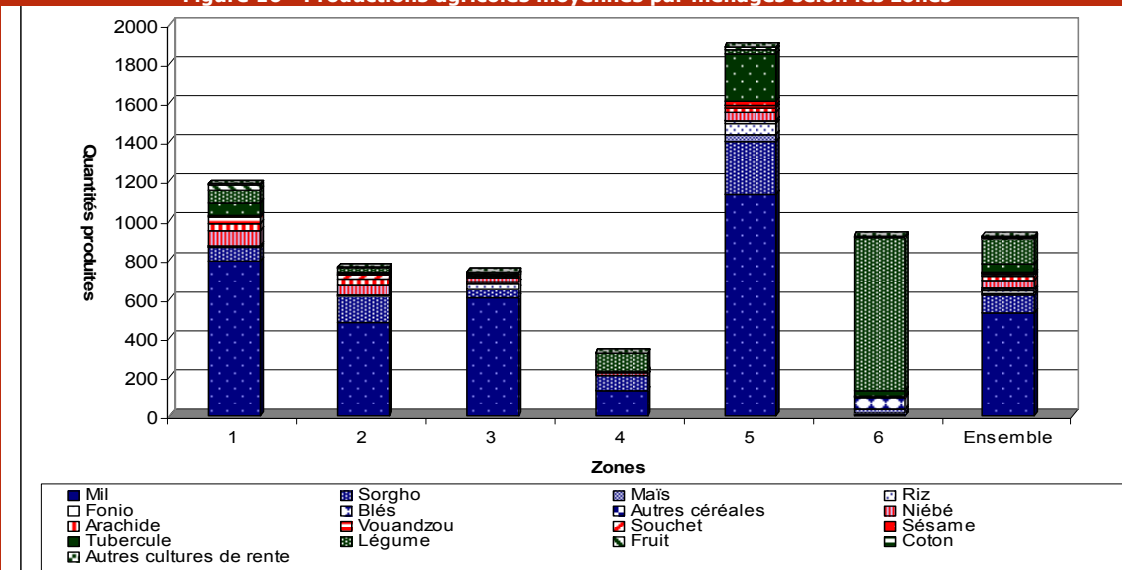
Les ménages enquêtés sont dans leur très grande majorité des ménages agricoles. 97% d'entre eux ont pratiqué l'agriculture durant la campagne agricole 2004-2005.

Les agriculteurs sont pour l'essentiel propriétaires des terres qu'ils exploitent (88%).

En termes de poids, 50% des productions agricoles sont céréalières dont le mil est de loin la principale production avec 527 kg en moyenne par ménage. La deuxième céréale, le sorgho, n'est que de 95 kg par ménage.

Les cultures de rente sont dominées par les légumes (129 kg), le niébé (41 kg) et les tubercules (47 kg). Les productions fruitières sont assez faibles (9 kg) et celles du coton quasi nulles.

Figure 16 - Productions agricoles moyennes par ménages selon les zones



La zone 5, avec près de 1 400 kg de céréales par ménage, est de loin la zone de production céréalière par excellence. A l'opposé, on retrouve, les zones 4 (200 kg de céréale par ménage) et 6 (80 kg par ménage). Cependant, ces deux zones ont les niveaux de production de légumes les plus élevés. Les cultures de rente telles que le niébé, l'arachide, le vouandzou, le souchet, le sésame et le coton sont essentiellement produites dans les zones à potentiel agricole important, à savoir les zones 5, 1 et 2

Tableau 20 - Principales sources des semences utilisées par les ménages			
Zones	achat	stock personnel	don
Zone 1 : Zone de savane humide	51%	38%	10%
Zone 2 : Zone de savane sèche	31%	55%	13%
Zone 3 : Zone de savane dégradée	59%	38%	3%
Zone 4 : Zone agropastorale	33%	60%	7%
Zone 5 : Zone humide	24%	67%	8%
Zone 6 : Zone désertique	75%	21%	3%
Ensemble	42%	49%	8%
Source : Enquête CFSVA, Niger/2005			

Les semences utilisées proviennent principalement des stocks des ménages et des achats effectués en début de campagnes. Cette situation a une incidence particulière sur leur qualité. En effet, les prélèvements des semences sur champs propre permettent non seulement de sélectionner les meilleures graines, mais aussi un contrôle des variétés les plus adaptées.

L'achat des semences par les ménages est important dans les zones 6 (75%), 3 (59%) et 1 (51%).

En revanche, dans les zones 5, 4 et 2 plus de la moitié des ménages prélèvent leurs semences de leur propre production.

5.2.3 Agriculture

Tableau 21 - Agriculture des ménages de différents groupes de modes de vie								
	pratique de l'agriculture	cultive un jardin	superficie des terres possédées	Couverture de la production (mois)	Céréales (kg)	légumes (kg)	légumes frais (kg)	cultures de rente (kg)
paysans	100%	15%	4.3	5.1	949	142	417	61
agri & petit commerce	99%	17%	4.3	4.4	977	295	525	194
agri & petits métiers	94%	11%	3.4	3.7	582	252	170	94
éleveurs	55%	15%	7.4	0.7	184	23	10	0
agri & la nature	100%	29%	5.6	2.1	516	51	377	0
agri & journaliers	98%	12%	3.5	3.4	538	205	351	266
salariés, rentiers	64%	8%	3.7	1.6	238	66	7	0
agri & transferts	93%	11%	4.8	2.7	513	71	159	98
receveurs d'aide	66%	5%	5.3	0.5	125	13	89	0
agri & autres	98%	29%	3.2	2.3	445	28	249	266

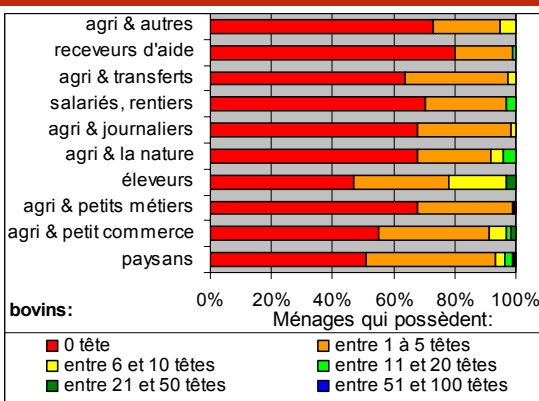
Le groupe des éleveurs compte 55% de ménages pratiquant l'agriculture et presque les deux tiers (64%) des salariés et rentiers et des receveurs d'aide (66%) pratiquent l'agriculture.

Le jardinage est peu populaire, en particulier chez les receveurs d'aide (5%) et les salariés et rentiers (8%) mais important pour les groupes des agriculteurs qui exploitent la nature (29%) et « autres » (l'amalgame de ménages non classés).

La couverture moyenne par groupe de modes de vie des besoins alimentaires par la production agricole mensuelle lors de la récolte de 2004 est différente notamment pour les groupes grandement dépendants de sources de revenu autre que l'agriculture et qui, par conséquent, la pratique moins tels que les receveurs d'aide (0,5 mois), les salariés (1,6) et les éleveurs (0,7).

5.2.4 L'élevage au Niger

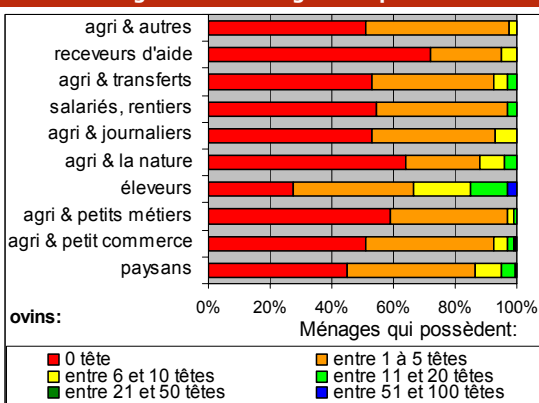
Figure 17 - Elevage de bovins par groupe de mode de vie



Le Niger est de toute évidence un pays d'élevage. Mais la propriété du bétail est très concentrée, surtout pour les gros ruminants. 62% des ménages ne possèdent pas de bovins et 94% ne possèdent pas de camelin. Par contre près du tiers des ménages possèdent entre 1 et 5 bovins et 5% entre 1 et 5 camélidés. Les gros éleveurs de plus 10 têtes de bovins ne représentent que 2% des ménages.

La structure de propriété des petits ruminants est bien plus répartie. Seulement 42% des ménages ne possèdent pas de caprins et 52% des ménages ne possèdent pas d'ovins. En outre, 41% des ménages possèdent entre 1 et 5 caprins et 38% entre 1 et 5 ovins. Les gros éleveurs de plus de 10 têtes de caprins représentent 6% des ménages.

Figure 18 - Elevage de caprins

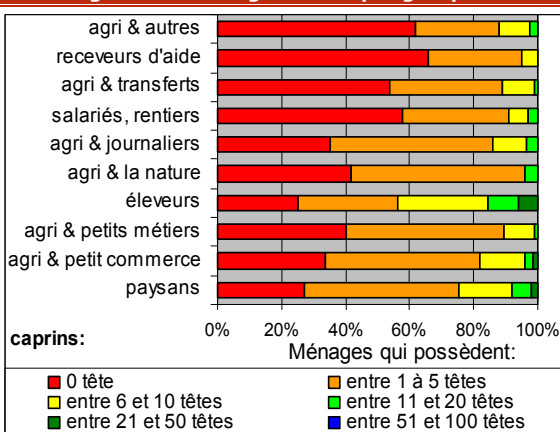


Ces structures sont plus ou moins profondément modifiées selon les zones. L'essentiel du cheptel de camélidés est concentré dans la zone 6 où près de 30% des ménages possèdent entre 1 et 5 camélidés. Le cheptel bovidé est quasi concentré dans les zones 5, 1, 2 et 3 (où plus de 30% des ménages possèdent entre 1 et 5 bovidés).

La structure la plus régulière est celle des ovins et caprins. Dans la totalité des zones, le pourcentage des ménages possédant entre 1 et 5 têtes varient entre 31 et 56 pour les caprins et 33 et 42 pour les ovins. C'est cette régularité qui explique en grande partie la stabilité de la part de l'élevage dans les revenus des ménages et l'importance de l'évolution des termes de l'échange entre céréale et bétail dans l'appréciation de la sécurité alimentaire des ménages.

Parmi tous les groupes de modes de vie, une partie considérable (20 à 50%) des ménages élève du gros bétail. Comme il est à prévoir, ce sont les éleveurs qui sont le mieux fournis en bovins mais surtout en ovins et caprins. Derrière on retrouve les paysans et les agriculteurs / petits commerçants. Cependant, les receveurs d'aide restent le groupe dont les ménages possèdent le moins de bétail

Figure 19 - Elevage d'ovins par groupe



Dans le cas des caprins, les trois groupes dominants restent les mêmes que dans le cas des bovins avec une large avance pour les éleveurs dont plus de 20% des ménages du groupe possèdent entre 6 et 10 têtes. Les receveurs d'aide, autres et salariés figurent en bas du classement.

Presque la moitié (47%) des ménages ruraux au Niger possèdent au moins quelques moutons. Comme lors des deux cas précédents, les éleveurs se détachent du lot avec 80% des ménages possédant de 1 à 5 têtes. Les paysans et les agriculteurs / petits commerçants suivent au classement avec, fait intéressant le groupe des agriculteurs / journaliers (autour de 70% des ménages possèdent des caprins). Les receveurs d'aide, agriculteurs exploitant la nature et agriculteurs / petits métiers ferment la marche. Le petit bétail en l'occurrence les caprins et les ovins jouent un rôle très important dans la sécurité alimentaire des ménages qu'ils soient pasteurs ou agro pasteurs. Ils sont les premiers à être vendus et sont parfois directement troqués contre les céréales en particulier le mil.

5.3 DEPENSES DES MENAGES

Les dépenses des ménages sont dans l'ensemble caractérisées par une faiblesse générale du pouvoir d'achat (en moyenne 10 880 FCFA par personne par mois, soit 363 FCFA par jour).

Tableau 22 - Répartition des dépenses des ménages (FCFA/personne/mois)			
Zones	Dépenses alimentaires	Dépenses non alimentaires	Dépenses totales
Zone 1 : Zone de savane humide	6 713	4 036	10 749
Zone 2 : Zone de savane sèche	4 938	3 765	8 703
Zone 3 : Zone de savane dégradée	7 606	2 919	10 525
Zone 4 : Zone agropastorale	7 089	3 371	10 460
Zone 5 : Zone humide	6 411	5 875	12 286
Zone 6 : Zone désertique	10 332	4 838	15 170
Ensemble zones	6 916	3 964	10 880

Source : Enquête CFSVA, Niger/2005

On observe une certaine variabilité de ce niveau selon les zones. Les zones désertique et humide ont des niveaux de dépenses largement supérieurs à la moyenne nationale. Toutes les autres zones ont des niveaux de dépenses inférieurs à la moyenne nationale, particulièrement la zone 2 (8 703 FCFA, soit 290 FCFA par personne et par jour).

Les dépenses alimentaires des ménages représentent en moyenne 64% des dépenses des ménages. Cette proportion importante est source de difficultés pour les ménages, en particulier pour la satisfaction des besoins non alimentaires ce qui peut expliquer le faible niveau d'équipement des ménages. Cela est particulièrement marqué dans les zones 6 (75% des dépenses des ménages sont consacrées aux dépenses alimentaires), 4 (71%) et 3 (70%).

La proportion des dépenses pour l'acquisition des céréales est très importante. En moyenne plus de 60% des dépenses alimentaires sont destinées à l'acquisition des céréales. Ceci particulièrement marqué pour les zones de faible production céréalière comme la zone 6 (66% des dépenses alimentaires vont à l'achat de céréales), 4 et 3 (69%). Cependant, même dans les zones de grandes productions céréalières comme la zone 5, les dépenses céréalières restent à des niveaux très élevés (entre 52 et 60%).

Tableau 23 - Répartition des dépenses des ménages			
Zones	Dépenses alimentaires/ dépenses globales	Dépenses céréalières/ dépenses alimentaires	Dépenses céréalières/ dépenses globales
Zone 1 : Zone de savane humide	60	60	40
Zone 2 : Zone de savane sèche	58	52	34
Zone 3 : Zone de savane dégradée	70	69	52
Zone 4 : Zone agropastorale	71	69	51
Zone 5 : Zone humide	53	52	32
Zone 6 : Zone désertique	75	66	49
Ensemble	64	61	43

Le budget total mensuel (pour la période février - mars 2005) de certains groupes dépasse 60 000 FCFA par ménage (les éleveurs, les salariés et rentiers ; les agriculteurs / exploitants de la nature, et les « autres »). Les ménages de la population rurale du Niger dépensent en moyenne 30 000 FCFA/mois (62% de leurs dépenses totales) en alimentation. Les dépenses en céréales comptent en moyenne pour 46%, soit ¾ des dépenses alimentaires. Fait important, 50% des dépenses alimentaires sont consacrées à l'achat de mil (12 000 FCFA par ménage).

Tableau 24 - Dépenses des ménages par groupe de modes de vie

	Paysans	Agri/petit commerce	Agri/petits métiers	Éleveurs	Agri/nature	Agri/journaliers	Salariés/rentiers	Agri/transferts	Receveurs d'aide	Agri/autres
Mil	10924	10971	10748	18459	10920	12946	10013	15537	8835	18562
Autres céréales	9410	10896	7649	19198	13289	10526	15054	12701	5622	11122
Non-céréales	8575	7940	6674	12737	6462	6508	14133	7130	4298	8478
Total alimentation	28279	29806	25041	52394	30762	29980	39199	35368	18755	38462
Dépenses domestiques	8743	10086	7792	10577	8937	6908	17816	6379	4158	10325
Dépenses productrices	4919	4863	1979	2668	7368	1661	2715	1745	1088	7772
Remise argent et autres	511	1172	352	529	61	324	11692	840	117	559
Remboursement dettes	4828	6213	3413	9293	2975	4741	4737	2954	1210	6320
TOTAL mensuel	47280	52141	38578	73460	49473	43616	76160	47286	25328	63138

Le budget des ménages qui dépendent de l'aide est nettement inférieur aux autres groupes et ne se monte qu'à 26 000 FCFA en moyenne. Trois quarts des ressources financières de ce dernier groupe ainsi que des receveurs de transferts est utilisé pour l'achat de nourriture. Le fait que ce budget représente en plus le plus faible de tous les groupes met l'accent sur leur situation précaire : ils ont peu et doivent utiliser cela en grande partie pour se nourrir. Les agriculteurs / transferts et les receveurs utilisent $\frac{3}{4}$ de leur budget mensuel pour des raisons alimentaires. Les éleveurs affichent le plus gros budget alimentaire tous groupes confondus avec un peu plus de 50 000 FCFA par ménage.

Les paysans et receveurs d'aide mettent à part une importante proportion de leur production dans leurs menus (en mars - avril 2005). Cela montre une forte autoconsommation chez ces deux groupes de mode de vie, nous y reviendrons. A l'inverse, les salariés, un des groupes au plus fort revenu, ne dépend qu'à 7% de sa production pour son alimentation.

Les groupes ayant un bon équilibre dans leurs dépenses, autrement dit dépensant presque autant en non alimentaire qu'en alimentaire, sont principalement ceux aux « forts » revenus tels que les salariés et rentiers, les agriculteurs/exploitants de la nature et les « autres ». La grande exception à cette règle sont les éleveurs qui malgré des revenus mensuels relativement élevés s'achètent beaucoup de nourriture et dépensent peu dans le non alimentaire.

Le non alimentaire, donc, est marqué par la faible proportion des dépenses en éducation qui représentent à peine 1% du budget mensuel des ménages (il est cependant à noter que les écoles en zone rurale sont gratuites). On remarque aussi que 15% des dépenses des salariés et rentiers consistent en des transferts d'argent. L'étude des dépenses des ménages permet de dresser un rapide portrait de la situation financière des groupes de mode de vie : les salariés et rentiers et, dans une moindre mesure, les éleveurs apparaissent comme les plus aisés. D'un autre côté, les receveurs d'aide sont les moins fortunés non loin derrière les agriculteurs recevant des transferts et les agriculteurs vivant du petit commerce.

5.4 DIETES DES MENAGES

5.4.1 Consommations alimentaires

Tableau 25 - Nombre de repas des adultes et enfants par jour

Zones	Adultes					Enfants				
	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5
Zone 1 : Zone de savane humide	0%	11%	86%	2%	1%	0%	3%	66%	22%	10%
Zone 2 : Zone de savane sèche	0%	17%	81%	1%	0%	0%	5%	74%	12%	10%
Zone 3 : Zone de savane dégradée	1%	26%	70%	3%	0%	0%	9%	53%	27%	11%
Zone 4 : Zone agropastorale	4%	32%	62%	2%	0%	2%	8%	64%	20%	7%
Zone 5 : Zone humide	0%	22%	73%	6%	0%	0%	3%	41%	33%	23%
Zone 6 : Zone désertique	0%	14%	85%	2%	0%	0%	11%	82%	5%	2%
Ensemble zones	1%	20%	77%	2%	0%	0%	6%	64%	20%	10%

Les ménages ne consommant qu'un repas par jour sont assez rares. 97% des ménages consomment 2 à 3 repas par jour en ce qui concerne les adultes et 94% des enfants consomment au moins 3 repas par jour.

5.4.2 Sources des aliments

Les aliments consommés par les ménages sont composés essentiellement de mil. Les ménages en consomment 6,5 fois par semaine. La consommation des autres céréales reste marginale

Tableau 26 - Fréquence consommation des aliments par le ménage (nombre de jour dans la semaine)

Zones	Riz	mil	sorgho	maïs	Blé	tubercules	Légumineuses	viande/poulet	poisson	lait	oeuf	légumes	fruits	sucré	Huile cuisson
Zone 1	1,5	6,6	0,8	1,7	0,6	1,4	1,5	1,2	0,6	3,2	0,1	4,4	0,7	2,3	2,5
Zone 2	1,2	6,7	2,3	0,2	0,1	1,1	2,1	1,6	0,1	4,3	0,1	4,7	0,8	3,3	3,2
Zone 3	1,4	6,1	1,1	1,4	0,4	1,0	0,6	1,0	0,4	3,6	0,1	5,1	0,3	2,3	3,3
Zone 4	2,4	5,9	2,6	0,2	0,1	1,3	1,9	1,0	0,2	3,3	0,0	4,7	0,2	3,6	4,6
Zone 5	2,2	6,6	2,6	0,8	1,1	0,5	1,6	1,9	1,1	2,0	0,2	6,1	1,6	2,9	2,9
Zone 6	3,9	6,8	0,4	0,5	2,2	0,5	0,9	0,6	0,1	4,0	0,1	2,0	0,2	6,3	6,3
Ensemble	1,9	6,5	1,6	0,8	0,6	1,1	1,5	1,2	0,4	3,5	0,1	4,6	0,6	3,3	3,6

Les légumineuses sont consommées 1,5 fois par semaine. Les fréquences de consommation les plus importantes se retrouvent dans les zones 2 (2,1 fois par semaine) et 4 (1,9 fois par semaine).

En dehors des céréales, les aliments les plus consommés sont les légumes (4,6 fois par semaine), les huiles de cuisson (3,6 fois par semaine), le lait (3,5 fois par semaine) et le sucre (3,3 fois par semaine). Les aliments protéiniques (viandes, chairs, poisson et oeuf) sont très peu consommés. Selon les zones, on observe certaines variations importantes des fréquences de consommation. Ainsi, dans la zone 6 où les niveaux de dépenses per capita sont les plus élevés, les ménages consomment les huiles de cuisson 6,3 fois par semaine, le sucre 6,3 fois par semaine et le lait 4 fois par semaine. Néanmoins, la fréquence de consommation de légumes est la plus faible (2 fois par semaine). Cette situation semble quelque peu contradictoire avec les niveaux élevés de production des légumes dans cette zone (788 kg en moyenne par ménage). Dans la zone 5 où le niveau des dépenses per capita est aussi élevé, on consomme le plus de viande et chair de légumes et de fruits, ce qui donne un tableau global de consommation plus ou moins équilibré. On note toutefois une consommation de lait (2 fois par semaine) très faible. Dans les 4 autres zones, le déséquilibre des fréquences de consommation est plus ou moins marqué.

Les aliments consommés proviennent pour l'essentiel des achats (74% des aliments consommés). L'autoconsommation ne concerne que 11% des aliments consommés. Avec des niveaux élevés pour la zone humide où 20% des aliments consommés sont produits grâce notamment au bon niveau d'autoconsommation des céréales (37%).

Tableau 27 - Provenance de l'ensemble des aliments consommés (en %)

Zones	Production	Achat	Emprunt	Troc	Dons	Chasse
Zone de savane humide	12	70	4	4	9	2
Zone de savane sèche	12	74	1	1	9	3
Zone de savane dégradée	8	74	2	3	8	5
Zone agropastorale	4	81	2	2	7	2
Zone humide	20	67	1	1	5	6
Zone désertique	12	79	1	1	8	0
Ensemble	11	74	2	2	8	3

Dans la zone désertique, 12% des aliments consommés sont produits. Ce niveau élevé est dû en grande partie à l'auto-consommation des viandes (44%) et des légumes (18% pour une moyenne nationale de 6%).

La part de l'aide alimentaire dans les consommations des ménages est la plus importante dans les zones qui présentent des profils de production et de consommation dégradés.

5.5 CHOCS ET STRATEGIES POUR FAIRE FACE AUX CHOCS

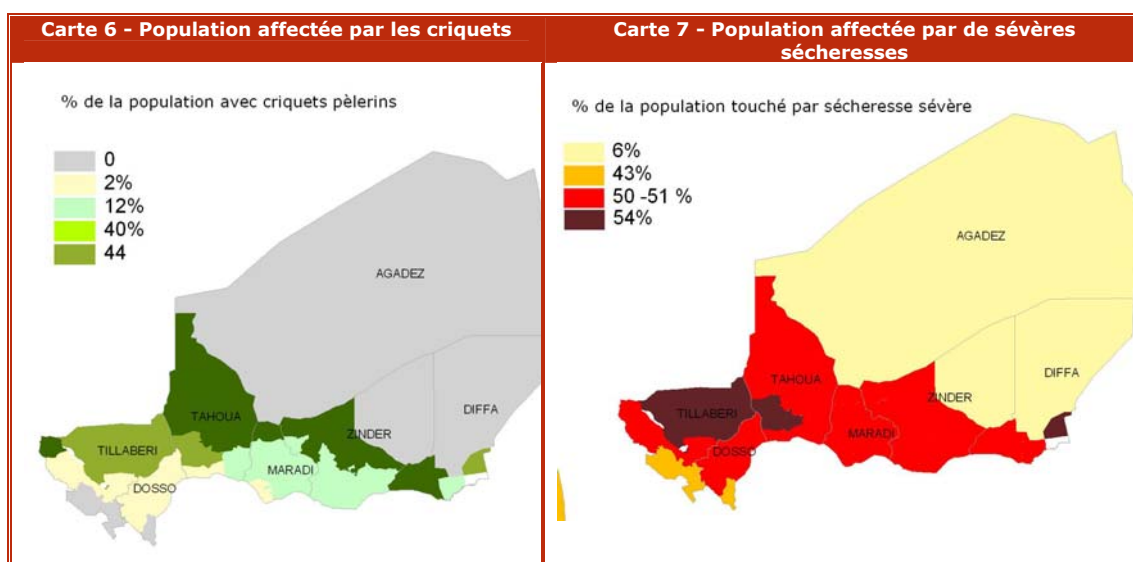
5.5.1 Typologies des chocs

Près du tiers des ménages enquêtés (31,6%) déclarent n'avoir subi aucun choc. 58% des ménages ont subi 1 à 2 chocs et 10% ont subi 3 chocs ou plus.

Les types de chocs qui affectent le plus de ménages sont des chocs de nature biophysique. Plus de 50% des ménages ont subi ce type de choc au Niger. Les chocs économiques affectent moins de 20% des ménages et les risques sociaux moins de 15% des ménages.

L'exposition aux chocs est variable selon les zones. La zone 6 est faiblement sujette à des chocs de type biophysique, mais les chocs de type économique y affectent 36% des ménages et les chocs sociaux 18%. Dans la zone 5, les chocs biophysiques sont de loin les plus importants (64%). Les zones 1, 2, 3, et 4 subissent en même temps les effets des différents types de chocs, avec une nette prépondérance des chocs de nature biophysique qui affectent entre 40 et 55% des ménages. Les chocs économiques affectent entre 15 et 25% des ménages sauf dans la zone 3 où moins de 3% des ménages sont affectés par ce type de choc.

Tableau 28 - Types de chocs subis par les ménages							
Chocs	1	2	3	4	5	6	Ensemble
sécheresse	48%	35%	48%	36%	64%	20%	42%
criquets pèlerins	3%	9%	35%	29%	0%	2%	16%
insectes/vers/animaux	8%	10%	3%	5%	1%	4%	7%
maladie/mort du bétail	0%	3%	0%	2%	1%	8%	1%
maladies des cultures	0%	1%	0%	1%	0%	0%	1%
vents	0%	0%	0%	1%	1%	0%	1%
incendie	0%	0%	0%	0%	1%	0%	0%
inondations	1%	0%	1%	0%	1%	0%	1%
baisse des revenus	8%	10%	2%	9%	1%	10%	7%
augmentation prix	7%	16%	1%	6%	2%	18%	8%
baisse prix vente	0%	1%	0%	0%	0%	8%	1%
maladies	13%	7%	5%	5%	18%	4%	8%
décès	5%	3%	3%	3%	7%	10%	4%
chômage	2%	4%	0%	1%	2%	4%	2%
autres	4%	1%	1%	1%	4%	10%	2%



Comme le montrent les cartes ci-dessus, la zone de savane dégradée est fortement touchée par les deux plus importants chocs qui ont affectés le Niger rural en 2005: la sécheresse et les criquets. Viennent ensuite les zones agropastorale et de savane sèche.

5.5.2 La sensibilité aux chocs

Chaque groupe a une différente sensibilité aux chocs comme le montre le tableau. On note ainsi que la sécheresse est le choc le plus ressenti par les groupes de modes de vie qui

dépendent de l'agriculture et de l'élevage avec une moyenne de 67% des ménages affectés. Le groupe des agriculteurs exploitant la nature, dont les sources de revenu dépendent en grande partie de la chasse, pêche et cueillette sont les plus affectés par ce type de choc (79%). En revanche, les salariés et rentiers (48%) et les receveurs d'aide (55%) sont moins directement sensibles aux effets de la sécheresse, car moins directement dépendants de l'agriculture.

Tableau 29 - Sensibilité des groupes de mode de vie aux chocs

	paysans	agri & petit commerce	agri & petits métiers	éleveurs	agri & la nature	agri & journaliers	salariés, rentiers	agri & transferts	receveurs d'aide	agri & autres
sécheresse	66%	73%	69%	70%	79%	74%	48%	71%	55%	64%
criquets pèlerins	20%	21%	23%	33%	38%	26%	34%	40%	36%	56%
insectes/vers/animaux	10%	15%	12%	4%	7%	6%	14%	5%	4%	7%
invasion aviaire	4%	5%	3%	7%	10%	1%	10%	2%	4%	2%
maladies des cultures	1%	1%	0%	4%	3%	0%	0%	1%	1%	2%
maladie/mort du bétail	5%	2%	2%	7%	0%	1%	7%	5%	0%	0%
inondations	1%	1%	1%	0%	0%	0%	0%	1%	0%	0%
vents	0%	1%	0%	0%	3%	4%	3%	0%	1%	2%
incendie	1%	0%	1%	0%	0%	1%	0%	1%	0%	0%
baisse des revenus	6%	13%	21%	4%	0%	14%	3%	8%	11%	7%
chômage	2%	2%	3%	4%	3%	9%	3%	5%	4%	0%
baisse prix produits de vente	1%	1%	1%	0%	0%	0%	0%	1%	0%	0%
augmentation prix du marché	9%	14%	19%	4%	3%	28%	7%	8%	7%	11%
maladies	18%	13%	14%	4%	7%	7%	21%	8%	23%	2%
décès	9%	6%	4%	4%	3%	6%	7%	7%	5%	0%
autres	4%	2%	1%	0%	0%	2%	3%	2%	1%	2%

Pour ce qui est des invasions acridiennes, il ressort que plus d'un quart (27%) des ménages du Niger rural voit leur mode de vie diminué à tous les niveaux par le passage des criquets pèlerins. Le fait le plus significatif est que tous les groupes, y compris ceux qui dépendent moins de l'agriculture sont touchés par ce fléau.

En ce qui concerne les chocs dûs aux maladies, comme la mort de bétail, ce sont principalement les groupes qui possèdent du bétail (les éleveurs 7% et les paysans 5%) qui sont affectés. Cependant, les salariés et rentiers qui en possèdent moins ressentent le choc de façon prononcée (7%).

Ce sont les agriculteurs/petits métiers (21%), les agriculteurs/journaliers (14%) et les agriculteurs/petits commerçants (13%) qui sont les plus sensibles à une baisse de revenu. Cela affecte aussi, plus logiquement, les receveurs d'aide (11%).

Parmi les autres chocs recensés, il est à noter que le chômage touche le plus souvent les journaliers (9%) qui sont également sensibles à l'augmentation des prix (28%). Ce dernier choc touche aussi les agriculteurs/petits métiers (19%). Autre choc, autre fait significatif ; les maladies. Elles influent sur les modes de vie des receveurs d'aide (23%), des salariés et rentiers (21%) et des paysans (18%).

5.5.3 Stratégies de gestion des chocs

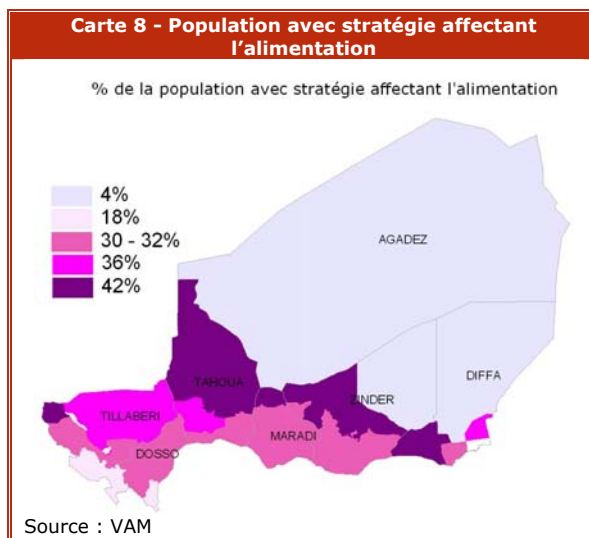
Ils sont certes 32% des ménages à n'avoir subi aucun choc, mais ils sont 39% des ménages à n'avoir déclenché aucun mécanisme d'ajustement. 50% des ménages ont déclenché 1 à 2 stratégies de gestion des chocs.

Tableau 30 - Types de stratégies développées par les ménages

Stratégies	Zones						Ensemble
	1	2	3	4	5	6	
diminution quantité aliments	20%	16%	19%	16%	14%	4%	17%
diminution qualité repas	7%	7%	7%	9%	7%	9%	8%
diminution du nombre de repas	5%	8%	6%	11%	2%	7%	7%
un jour ou plus sans manger	3%	1%	3%	2%	2%	2%	2%
consommation de semences	7%	6%	5%	6%	5%	0%	6%
consommation aliments prohibés	1%	1%	13%	3%	0%	0%	4%
déstockage du bétail	3%	8%	3%	4%	10%	11%	5%
décapitalisation du bétail	6%	10%	6%	7%	14%	7%	8%
vente de biens productifs	3%	2%	1%	1%	2%	0%	2%
vente de biens non productifs	2%	1%	0%	2%	0%	0%	1%
emprunt, aide, dons	5%	2%	5%	4%	7%	13%	4%
emprunt usurier	2%	1%	1%	2%	2%	0%	1%
Migration	6%	6%	9%	9%	3%	4%	7%
Abandon de l'école	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Travail des enfants	0%	1%	0%	1%	1%	0%	1%
AGR	17%	19%	11%	13%	21%	13%	15%
mendicité	0%	0%	0%	3%	0%	2%	1%
Activités socialement prohibées	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
diminution des dépenses	5%	6%	7%	5%	1%	14%	5%
autres	1%	1%	0%	1%	0%	7%	1%
aucune stratégie	8%	5%	3%	4%	9%	9%	5%

D'une manière générale, les ménages recourent principalement à deux types de stratégies :

- les stratégies alimentaires : diminution des quantités d'aliments consommées (17%), baisse de la qualité des repas (8%) et baisse du nombre des repas (8%).
- les stratégies non alimentaires : elles sont axées principalement sur le développement d'activités génératrices de revenu (15%) (voir 5.5.3.1)

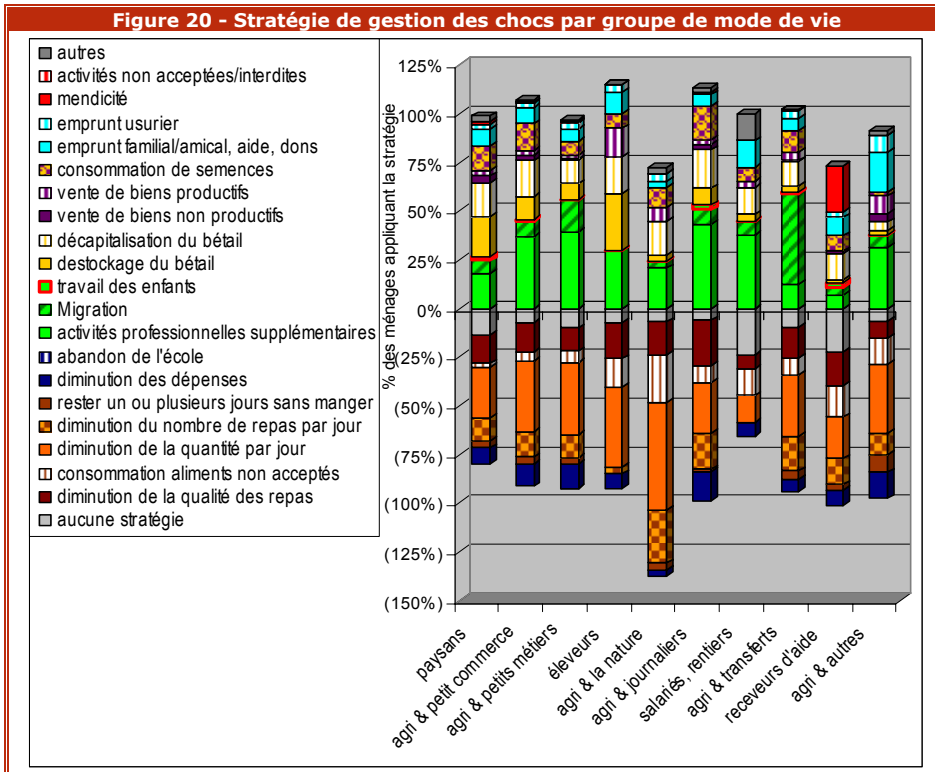


La zone désertique fait figure d'exception : les stratégies alimentaires sont de faibles fréquences et concernent principalement la baisse de qualité des repas, les stratégies non alimentaires sont beaucoup utilisées (réduction des dépenses). Dans les zones à écosystème très fragile (zone agropastorale et de savane dégradée), les stratégies de type alimentaire prennent le dessus sur les stratégies non alimentaires.

Dans les zones de productions agricoles, les stratégies de recours sont plus proches du profil moyen, avec toutefois un recours moins important aux stratégies alimentaires dans la zone de savane sèche et la consommation de semences dans la zone de savane humide.

Il est à remarquer que pour la zone humide, le recours aux stratégies alimentaires est moins fréquent que celui des stratégies non alimentaires. Parmi ces dernières, la vente du bétail (24%) et les AGR (21%) sont les plus fréquentes. Cela ressort sur la carte ci-dessus sur laquelle on note que la population utilisant de stratégies affectant le plus son alimentation se retrouvent dans les zones agropastorales et de savane dégradée.

Figure 20 - Stratégie de gestion des chocs par groupe de mode de vie



En ce qui concerne l'approche par groupe de vie, deux types de stratégies sont recensés sur du graphique : en haut, les stratégies de recherche de revenu complémentaire afin de palier au manque de nourriture, par exemple les emprunts ou la vente de biens et bétails. En bas du graphique, il y a les stratégies de privation, souvent utilisées lorsque les premières n'ont pas porté leurs fruits ou ne sont pas une option ; diminution du nombre de repas, consommation d'aliments non acceptés, etc.

5.5.3.1 Les stratégies de recherche de revenu complémentaire

Parmi les différentes stratégies utilisées par les groupes de mode de vie, on s'aperçoit que les activités professionnelles supplémentaires et la migration permettent une nette amélioration de la situation du ménage. Cela est vrai pour tous les groupes à l'exception des receveurs d'aide, qui ne prennent apparemment pas cette option en considération. Le groupe des paysans ne semblent disposer que de peu d'opportunités en matière de stratégie de compensation par rapport aux autres groupes comme les journaliers qui en cas de choc travaillent plus ou les receveurs de transferts qui migrent.

Une autre stratégie significative est celle de la vente de bétail. Cette stratégie revêt deux aspects : le déstockage et la décapitalisation du bétail. Le déstockage, fortement utilisé par les éleveurs et les paysans, consiste à vendre les bêtes du troupeau qui étaient destinées à la vente de manière anticipée. En revanche, la décapitalisation du bétail, fait plus grave pour la pérennité d'un troupeau, réside dans la vente des génitrices. Cette stratégie est employée par tous les groupes en situation de chocs. Les receveurs d'aide utilisent presque uniquement la décapitalisation.

Enfin, les emprunts familiaux, aides et dons constituent aussi une stratégie largement utilisée par les ménages du Niger rural et est pratique courante chez les agriculteurs/autres, salariés et les éleveurs.

5.5.3.2 Les stratégies de privation

Les salariés et rentiers constituent le groupe dont les ménages ont le moins souvent recours à des stratégies de privation.

La diminution des quantités de nourriture est une stratégie commune à tous les groupes et est particulièrement employée par les ménages du groupe des agriculteurs exploitant la nature. A cette réaction face à la crise, s'ajoute la diminution du nombre des repas particulièrement prononcée, encore une fois, pour les familles du groupe agriculteurs/nature mais aussi les agriculteurs/journaliers.

La diminution des dépenses est un facteur important d'adaptation à une situation de crise pour les agriculteurs/journaliers et pour les agriculteurs faisant du petit commerce. Enfin, la consommation d'aliments non acceptés est une stratégie communément utilisée par les receveurs d'aide et les éleveurs.

En résumé, du point de vue des stratégies de compensation, le groupe d'agriculteurs qui dépend surtout de la cueillette, la pêche et l'élevage, n'ont qu'une faible capacité à maintenir le niveau de vie préalable au choc. Il en va de même pour le groupe des ménages qui dépendent surtout de l'aide.

5.6 PROFILS DE SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES

L'analyse proposée est basée sur une approche intégrée des différentes composantes de la sécurité alimentaire au niveau des ménages. Elle consiste à analyser séparément la consommation alimentaire et les autres indicateurs d'accessibilité alimentaire. Les deux résultats ainsi obtenus ont été croisés pour déterminer les niveaux d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité des ménages.

5.6.1 Analyse du profil de consommation alimentaire des ménages

Les variables utilisées dans cette analyse sont les fréquences de consommation des aliments de base que sont : riz, mil, sorgho, maïs, blé, tubercule, légumineuse, viande, poisson, lait, légume, fruit, sucre, huile (en nombre de jours que l'aliment est consommé dans la semaine).

Avec le tableau constitué par l'ensemble de ces variables, on lance une Analyse en Composante Principale (ACP) suivie d'une classification avec ADATTI. Cette procédure a permis une classification des ménages en 11 classes.

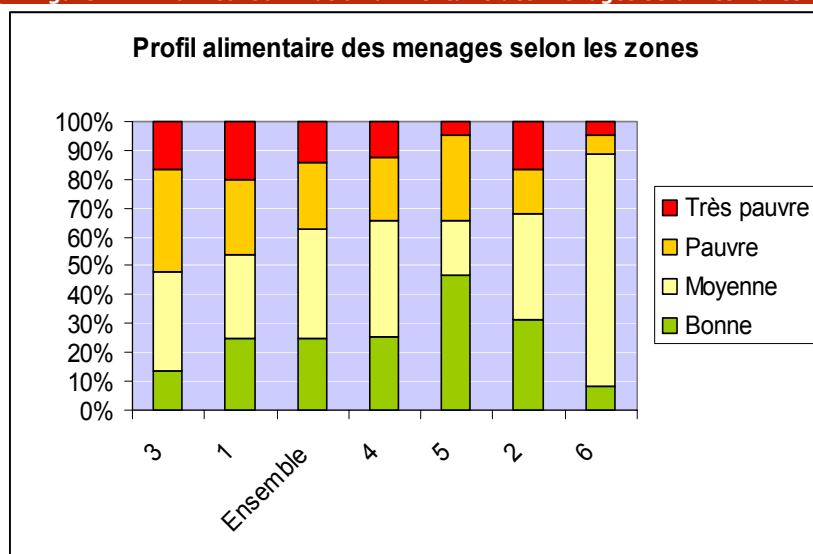
Ces 11 classes sont ensuite regroupées en 4 suivant une logique de proximité de classes :

- **Classe des ménages dont le profil alimentaire est très pauvre** : Les ménages de cette classe représentent 14% du total des ménages et présentent un profil alimentaire déséquilibré. La base de leur alimentation est constituée de céréales et de lait. Ils consomment peu d'huile, de sucre, de légume, d'arachide et de viande. Leur accès à d'autres céréales (riz, blé), au poisson et aux fruits est limité.
- **Classe des ménages dont le profil alimentaire est pauvre** : Les ménages de cette classe (23% du total) ont un régime alimentaire peu diversifié. Leur consommation céréalière est diversifiée, ils consomment peu de viande, de sucre et d'huile, mais beaucoup de légumes.
- **Classe des ménages dont le profil alimentaire est moyen** : Cette classe regroupe les ménages consommant toutes les céréales produites ou vendues au Niger au moins une fois par semaine. Cependant les apports en protéines animales sont fournis essentiellement par le lait, la consommation de viande étant assez faible.
- **Classe des ménages dont le profil alimentaire est bon** : Les ménages de cette classe représentent 25% du total des ménages. Toute la gamme des produits alimentaires est consommée par les ménages de cette classe.

Tableau 31 - Profils alimentaires des 4 classes																
Classes conso. alimentaire	%	Fréquence de consommation des produits alimentaires (en nombre de fois par semaine)														
		riz	mil	sorgho	maïs	Blé	tubers	Ara-chide	viande	Pois-son	lait	Légu-me	fruit	sucré	huile	
Très pauvre	14%	0	7	1	0	0	1	1	1	0	3	1	0	1	1	
Pauvre	23%	1	5	2	1	0	1	1	1	0	1	6	0	2	2	
Moyenne	38%	2	7	2	1	1	1	1	1	0	5	4	0	4	5	
Bonne	25%	3	7	2	1	1	1	4	3	1	4	5	2	4	4	
Profil moyen	100%	2	6	2	1	1	1	2	1	0	3	5	1	3	4	

La répartition spatiale de ces classes de consommation alimentaire indique des situations très différenciées selon les zones. La zone humide présente le meilleur profil alimentaire avec 47% des ménages qui ont une bonne consommation alimentaire. Cependant, plus du tiers des ménages (35%) ont un régime alimentaire très pauvre à pauvre.

Figure 21 - Profil consommation alimentaire des ménages selon les zones



Les situations les plus critiques se rencontrent dans les zones de savane dégradée, de savane humide et agro-pastorale. Dans ces zones, 38 à 50% des ménages ont un régime alimentaire très pauvre à pauvre et seulement moins du tiers des ménages (13 à 25%) ont un bon régime alimentaire. Le profil alimentaire est particulièrement dégradé pour la zone de savane dégradée où 52% des ménages ont un régime alimentaire très pauvre à pauvre.

Le cas de la zone oasienne désertique est particulier car 80% des ménages ont une alimentation de type moyen.

5.6.2 Analyse du profil d'accessibilité alimentaire des ménages

Dans l'analyse des indicateurs d'accessibilité alimentaire, les variables suivantes ont été sélectionnées :

- Proportion des dépenses alimentaires dans les dépenses globales ;
- Proportion des dépenses céréalières dans les dépenses alimentaires ;
- Dépense totale par tête ;
- Quantités de céréales produites par tête ;
- Pourcentage d'aliments produits parmi les aliments consommés ;
- Pourcentage d'aliments achetés parmi les aliments consommés ;
- Pourcentage d'aliments reçus en dons parmi les aliments consommés.

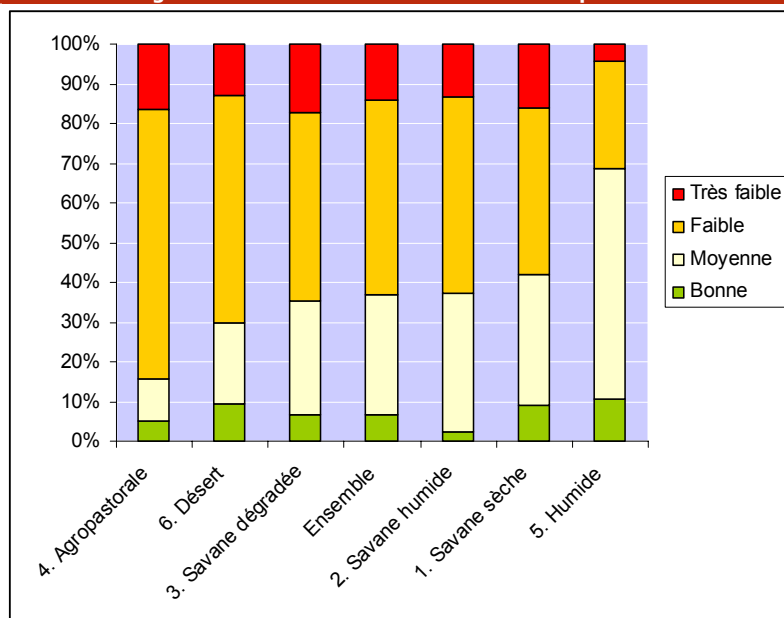
Tableau 32 - Classes d'accessibilité alimentaire

Classe	%	% Dép. Aliment.	% Dép. Céréales	Dép. Totales /Tête	Prod. Céréale /tête	Conso. Production	Conso. Achat	Conso. Dons
Très faible	14	61	60	7032	58	2	42	39
Faible	49	72	72	9832	73	4	90	2
Moyenne	30	52	40	7110	237	27	61	5
Bonne	7	54	67	43859	431	9	82	3
Profil moyen	100	63	60	10880	144	11	74	8

- **Classe des ménages à très faible accessibilité** : Cette classe (14% des ménages) regroupe les ménages dont les approvisionnements alimentaires dépendent en grande partie du marché (42% de la consommation est achetée) et de l'aide (39%). L'autoconsommation et la production céréalière sont faibles (consommation de 5 mois à raison de 400 grammes de céréales par jour). Ces ménages ont également un très faible niveau de dépenses per capita et l'alimentation absorbe plus de 60% des dépenses et les céréales représentent plus de 60% des dépenses alimentaires.
- **Classe des ménages à faible accessibilité alimentaire** : Presque la moitié des ménages se caractérisent par la prépondérance des dépenses alimentaires dans les dépenses globales (72%) et par le poids écrasant des dépenses céréalières dans les dépenses alimentaires (72%). Ces ménages ne produisent que 4% de leur consommation et dépendent du marché à 90% pour leurs approvisionnements. Leur production céréalière per capita ne leur permet de couvrir que 6 mois de besoins.
- **Classe des ménages à accessibilité moyenne** : 30% des ménages font partie de cette catégorie qui consacre 52% de leurs dépenses à l'alimentation et 40% à l'acquisition de céréales. Cependant leur production céréalière per capita est assez bonne (237 kg). Malgré cette plus relativement bonne situation, ces ménages ont un niveau de dépenses per capita très faible (7 110 FCFA).

- **Classe des ménages à bonne accessibilité** : Seulement 7% des ménages se caractérisent par un niveau très élevé de dépenses per capita (43 859 FCFA) et des productions céréalières per capita très importantes (431 kg). Ces ménages consacrent malgré tout 67% de leurs dépenses alimentaires à l'acquisition de céréales et 54% à l'alimentation. Ils dépendent à 82% du marché pour leurs approvisionnements.

Figure 22 - Profil accessibilité alimentaire par zone



Dans l'ensemble, on note que peu de ménages ont une bonne accessibilité alimentaire. La classe la plus fréquente est celle des ménages à faible accessibilité alimentaire. La classe des ménages ayant une accessibilité alimentaire très faible représente en moyenne 14% des ménages. La zone humide se démarque avec une forte proportion de ménages à accessibilité moyenne et des taux faibles et très faibles en dessous des moyennes.

Trois zones s'illustrent tout particulièrement par une accessibilité alimentaire très dégradée. Il s'agit de la zone agropastorale où plus de 80% des ménages ont une accessibilité alimentaire faible à très faible, de la zone désertique (70%) et la zone de savane dégradée (65%).

5.6.3 Analyse du profil d'insécurité alimentaire des ménages

Les profils d'insécurité alimentaire sont obtenus à partir d'un croisement entre les profils de consommation alimentaire et ceux d'accessibilité alimentaire. Les critères de croisement sont ceux présentés ci-dessous. Ce croisement a permis d'identifier 4 catégories de classes d'insécurité alimentaire :

Ménages en insécurité alimentaire <u>Sévère</u>	Ce sont les ménages qui ont une accessibilité très faible à faible et une consommation alimentaire très pauvre à pauvre.
Ménages en insécurité alimentaire <u>Modérée</u>	Ce sont les ménages qui ont une très faible accessibilité et une consommation alimentaire moyenne ou une accessibilité moyenne et une consommation alimentaire très pauvre.
Ménages <u>Vulnérables</u>	Ce sont les ménages qui ont une consommation alimentaire de moyenne à bonne et classés de très faible à faible en accessibilité. Les ménages classés moyens ou bons en accessibilité et dont la consommation alimentaire est très pauvre ou pauvre.
Ménages en <u>Sécurité alimentaire</u>	Ce sont les ménages qui ont une consommation alimentaire moyenne ou bonne et qui sont classés moyens ou bons par rapport à l'accessibilité alimentaire.

Le profil « potentiellement vulnérable » est le plus représenté au Niger. Cela indique qu'une grande partie des ménages (52% - ménages en insécurité modérée ou vulnérables) sont soumis tous les ans à de fortes variations selon l'ampleur des chocs subis.

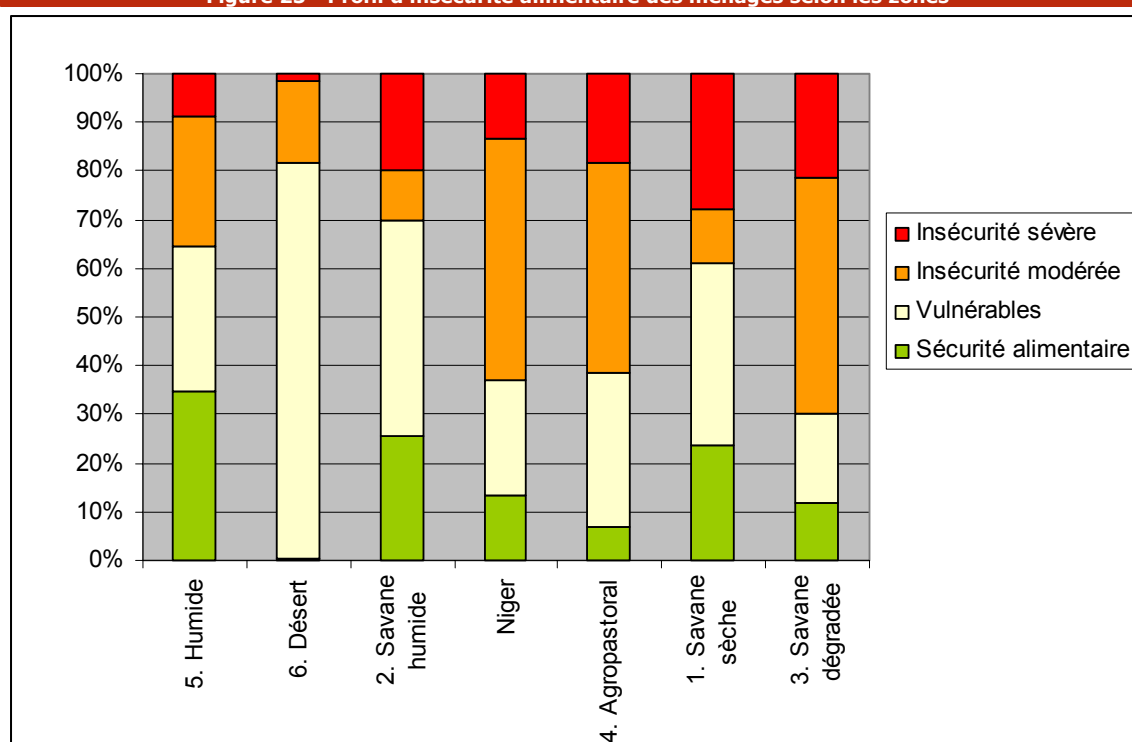
Tableau 33 - Classes d'insécurité alimentaire

Zones	Classes d'insécurité alimentaire			
	En insécurité sévère	En insécurité modérée	Vulnérables	En sécurité alimentaire
Zone 1 : Zone de savane humide	28%	11%	37%	24%
Zone 2 : Zone de savane sèche	20%	10%	45%	25%
Zone 3 : Zone de savane dégradée	38%	9%	32%	21%
Zone 4 : Zone agropastorale	30%	7%	52%	11%
Zone 5 : Zone humide	12%	4%	39%	45%
Zone 6 : Zone désertique	9%	11%	52%	28%
Ensemble Niger	24%	9%	42%	24%

Source : Enquête CFSVA, Niger/2005

Si la classe la plus fréquente est celle des ménages vulnérables, les zones 3 et 5 s'écartent de ce profil moyen. En effet, dans la zone 3, la classe des ménages souffrant d'insécurité alimentaire sévère est la classe la plus fréquente. dans la zone 5, ce sont les ménages en sécurité alimentaire (46%).

Selon les zones, on observe de grandes variations. Trois zones (4, 3 et 1) présentent des profils de vulnérabilité et d'insécurité alimentaire dégradée avec plus du tiers des ménages en insécurité alimentaire ou vulnérables. Ces zones ont en commun de faire partie de systèmes écologiquement très fragiles et économiquement instables (sécheresses, fortes sensibilités aux dégradations édaphiques et du couvert végétal, impacts importants du marché et effets de rémanence dans la sécurité alimentaire des ménages). Elles constituent les zones prioritaires d'intervention. Les zones 2 et 6 présentent des profils où 20 à 30% des ménages souffrent de l'insécurité alimentaire ou sont vulnérables. La zone 5 présente le meilleur profil 15% des ménages. Les zones 6 et 4 présentent des similitudes du point de vue de leur profil : plus de 50% des ménages sont en insécurité modérée.

Figure 23 - Profil d'insécurité alimentaire des ménages selon les zones


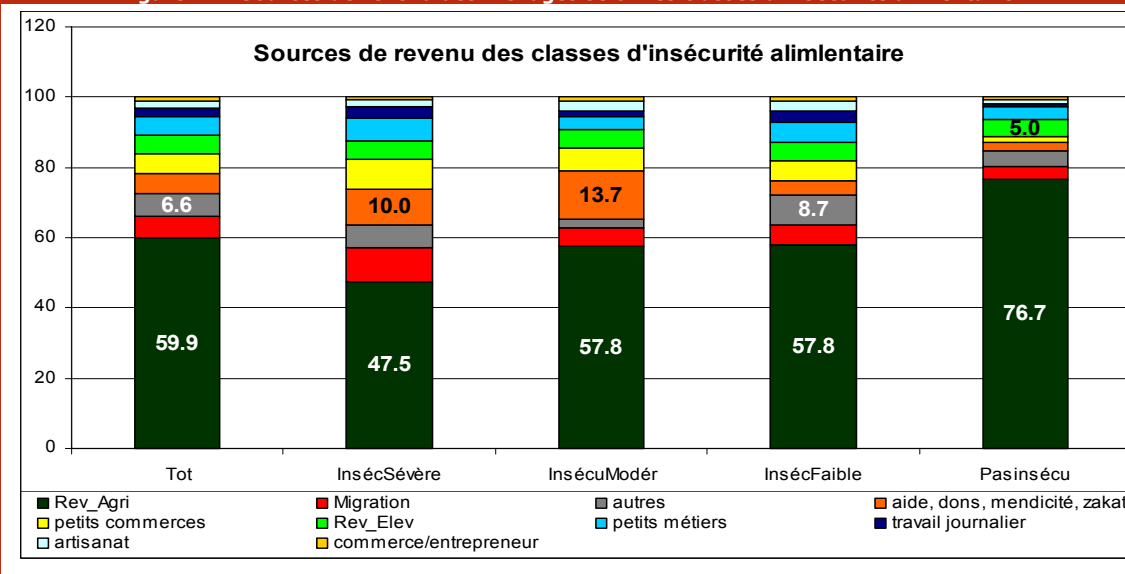
5.7 CARACTERISATION DES CLASSES D'INSECURITE ALIMENTAIRE

5.7.1 Sources de revenu et classe d'insécurité alimentaire

L'analyse des sources de revenu montre que plus les activités primaires (agriculture et élevage) sont importantes, moins le ménage est exposé à l'insécurité alimentaire. Ainsi l'agriculture assure plus de 76% des revenus des ménages en sécurité alimentaire (la moyenne pour l'ensemble des ménages est de 60%), alors que l'agriculture n'assure que 48% des revenus pour les ménages en insécurité alimentaire et 58% des revenus pour les ménages en situation vulnérable. Les apports des autres sources de revenu restent en

moyenne inférieurs à 8% chacun. La seconde source de revenu des ménages est représentée par les aides, les dons, la mendicité et la zakat (10% des revenus pour les ménages en insécurité alimentaire et 13,7% pour les ménages vulnérables).

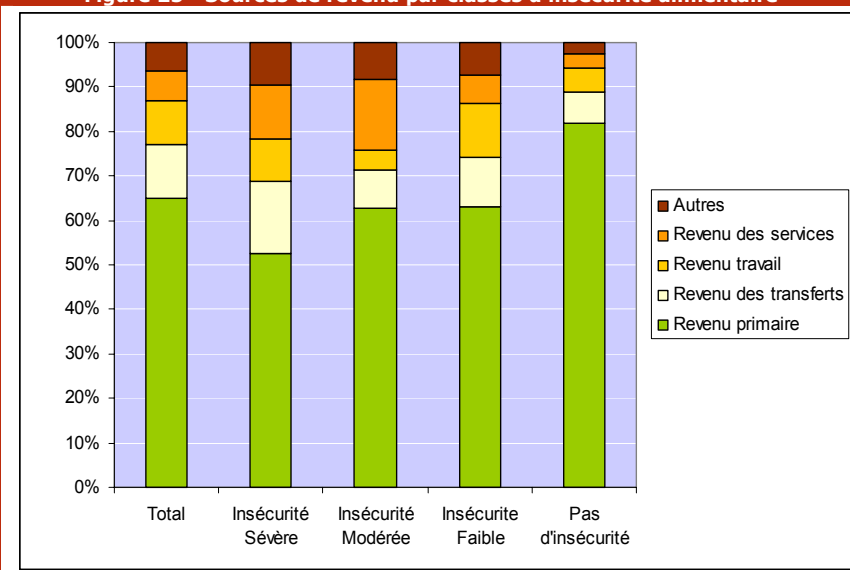
Figure 24 - Sources de revenu des ménages selon les classes d'insécurité alimentaire



Il est très difficile d'apprécier la hiérarchie des revenus des ménages si on ne procède pas à des regroupements de sources selon leur type. Ainsi ont été regroupés les revenus primaires (agriculture, revenus agricoles, maraîchage), les revenus de transfert (migration, dons, aides, zakat), les revenus de services (petits commerces, commerce, entrepreneur), les revenus du travail (artisanat, petits métiers, travail journalier) et autres.

L'analyse de ces 5 types de revenu montre que, pour les ménages en insécurité alimentaire, apparaissent deux sources de revenus secondaires qui assurent chacune plus 10% des revenus. Il s'agit des revenus des transferts (16%) et des revenus des activités de service (12,1%). Pour les ménages vulnérables, les revenus des activités de service (16%) sont bien plus importants que les revenus des transferts (9%). La structure des revenus des ménages potentiellement vulnérables est basée sur les revenus du travail (potentiel de forces actives et de qualification professionnelle - 12% des revenus), et les revenus des transferts (11%).

Figure 25 - Sources de revenu par classes d'insécurité alimentaire



En effet, en croisant le nombre des activités développées par les membres des ménages, on se rend compte que le pourcentage des membres des ménages vulnérables ayant 3 activités et plus (21%) est bien plus important que celui des membres des ménages en insécurité modérée ayant 3 activités et plus (17%).

Tableau 34 - Nombre d'activités des membres du ménage				
Classe d'insécurité alimentaire	Nombre d'activités			
	1	2	3	4
En insécurité alimentaire	17%	62%	19%	2%
En insécurité modérée	27%	55%	16%	1%
Vulnérables	20%	59%	19%	2%
En sécurité alimentaire	17%	60%	21%	3%
Ensemble	19%	59%	19%	2%

Les ménages en sécurité alimentaire conservent et renforcent l'unimodalité de leurs sources de revenu. Ce renforcement s'explique en grande partie par l'élevage. En effet, la répartition du cheptel par les classes d'insécurité alimentaire montre que plus de 65% des ménages en insécurité sévère ou modérée ne possède pas de bovins (seuls 42% les ménages en sécurité alimentaire). Même chose pour les petits ruminants et les ovins.

Tableau 35 - Répartition cheptel selon les classes d'insécurité alimentaire						
Classe d'insécurité alimentaire	Bovins		Caprins		Ovins	
	0 tête	1-5 têtes	0 tête	1-5 têtes	0 tête	1-5 têtes
En insécurité sévère	77%	21%	58%	36%	62%	34%
En insécurité modérée	65%	31%	41%	43%	53%	41%
Vulnérables	65%	30%	41%	42%	54%	38%
En sécurité alimentaire	42%	44%	30%	42%	38%	43%
Ensemble	62%	31%	43%	41%	52%	38%

5.7.2 Caractéristiques sociodémographiques des classes d'insécurité alimentaire

La proportion des ménages dirigés par des femmes est bien plus importante parmi les ménages en insécurité sévère ou modérée (respectivement 26% et 23%) que parmi les ménages en sécurité alimentaire (10%).

Les taux de mariage sont plus importants parmi les ménages en sécurité alimentaire (94%) que parmi les ménages en insécurité sévère ou modérée (88%, 87% et 91% des ménages potentiellement vulnérables). Pareillement, le veuvage a un effet certain sur la situation alimentaire des ménages car plus la part du veuvage est important plus les ménages se retrouvent en insécurité alimentaire (10% pour les ménages en insécurité alimentaire sévère, 11% pour les ménages insécurité alimentaire modérée).

Tableau 36 - Situation démographique selon les classes d'insécurité alimentaire					
Classe d'insécurité alimentaire	Sexe		Statut matrimonial		Alphabétisé
	Masculin	Féminin	Marié (e)	Veuf (ve)	
En insécurité sévère	74%	26%	88%	10%	22%
En insécurité modérée	77%	23%	87%	11%	25%
Vulnérables	84%	16%	91%	5%	28%
En sécurité alimentaire	90%	10%	94%	4%	33%
Ensemble	82%	18%	91%	6%	27%

Plus le ménage est en insécurité alimentaire insécurité sévère ou modérée, plus le pourcentage des chefs de ménages sachant lire et écrire un message est bas : 22% des ménages en insécurité sévère, 33% pour les ménages en sécurité alimentaire. Les niveaux d'instruction des chefs de ménage offrent la même tendance.

5.7.3 Equipement des ménages classes d'insécurité alimentaire

Les ménages en insécurité sévère ou modérée ont tendance à utiliser « la brousse » comme sanitaire. Bien que les équipements sanitaires restent faibles, les ménages les moins exposés à l'insécurité alimentaire et à la vulnérabilité ont des niveaux d'équipement sanitaires plus importants. Les proportions de ménages possédant des biens de luxe sont aussi plus importantes parmi les ménages les moins exposés à l'insécurité alimentaire et à la vulnérabilité, nous y reviendrons.

Tableau 37 - Biens de luxe possédés par les ménages selon classes d'insécurité alimentaire					
Classe d'insécurité alimentaire	Biens de luxe possédés par les ménages				
	Fer à repasser	Radio	Téléphone	Bicyclette	Voiture
En insécurité sévère	9%	36%	1%	6%	0%
En insécurité modérée	8%	41%	1%	3%	0%
Vulnérables	14%	51%	1%	9%	1%
En sécurité alimentaire	14%	56%	1%	17%	1%
Ensemble	12%	48%	1%	10%	1%

5.8 DETERMINANTS DE LA SITUATION DE SECURITE ALIMENTAIRE

5.8.1 Méthodologie

Beaucoup de facteurs semblent avoir une influence sur la situation de sécurité alimentaire des ménages. De plus, ces facteurs sont également liés entre eux. Par exemple le groupe de modes de vie « receveurs d'aide » compte également beaucoup de veuves, des gens âgés et des personnes dépourvues d'éducation. Pour faire la distinction entre les effets de ces facteurs, nous avons construit un modèle qui prédit, sur la base de tous ces facteurs, l'appartenance d'un ménage à une catégorie de sécurité alimentaire. On peut distinguer un ordre de sévérité croissant dans les catégories en utilisant la procédure SPSS de régression ordinale pour estimer le modèle : insécurité alimentaire, insécurité sévère, insécurité modérée, vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, sécurité alimentaire).

Le modèle permet d'expliquer une portion importante de la variation dans la situation de sécurité alimentaire (pseudo R-Nagelkerke de 0.28). L'effet de chaque facteur est indépendant des effets des autres. L'effet d'un facteur est montré en tenant tous les autres facteurs constants (*ceteris paribus*). Si on prend pour exemple la différence causée par le sexe du chef de ménage, on pourrait imaginer deux ménages dont tous les facteurs du modèle de la sécurité alimentaire sont identiques sauf le sexe du chef de ménage. Il n'y a pas d'effet d'interaction entre facteurs inclus dans le modèle, la taille de l'échantillon étant souvent insuffisante. Des ménages qui ainsi accumulent les effets négatifs de plusieurs facteurs, augmentent dans le même temps le risque d'être dans une situation d'insécurité du point de vue alimentaire.

5.8.2 Situation du village

L'environnement socio-économique d'un village plus grand donne plus d'opportunités aux ménages pour effectivement gagner leur pain et s'approvisionner. On a seulement trouvé une tendance ($p=0,07$) pour laquelle la vie dans de petits villages accroît la chance d'un ménage de se trouver en insécurité alimentaire.

Figure 26 - Incidence de la population sur la sécurité alimentaire

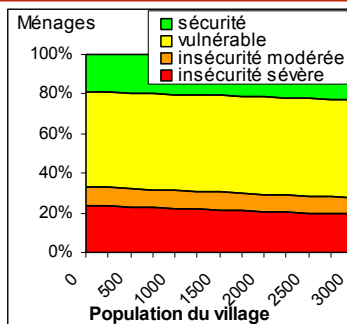


Figure 27 - Incidence de la distance au poste téléphonique sur la sécurité alimentaire

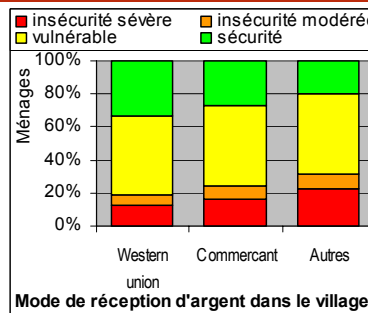
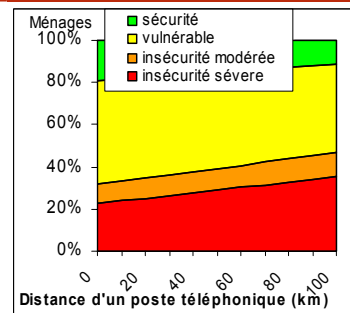


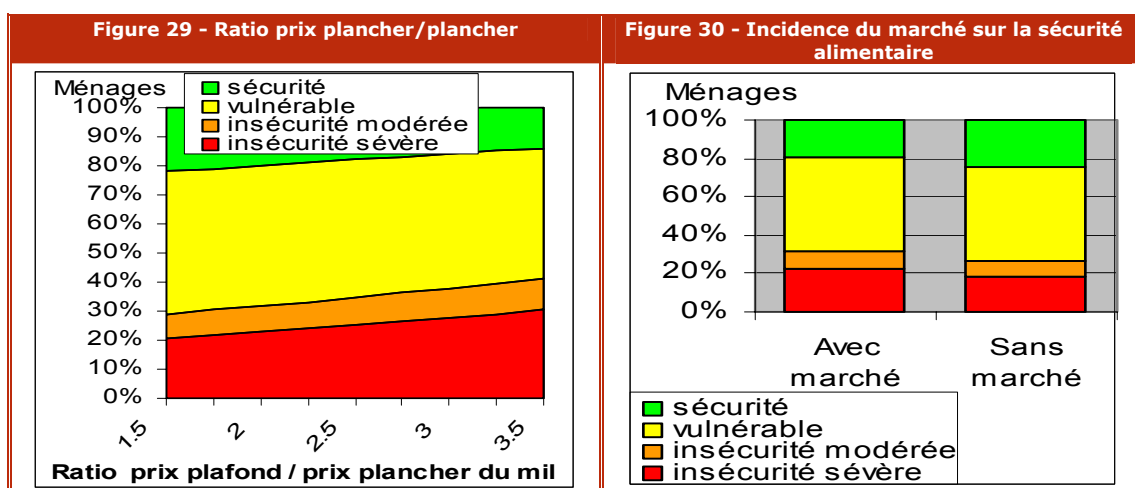
Figure 28 - Incidence du mode de réception d'argent sur la sécurité alimentaire



Les ménages vivant dans des villages privés de moyens de communications sont en général dans une situation de sécurité alimentaire plus difficile. L'accès aux services téléphoniques et aux autres services associés à cette accessibilité améliore la situation des ménages. Ceci peut être un effet direct de pouvoir téléphoner et organiser ses moyens de vie, ou un effet associé ; la proximité d'un poste téléphonique étant une mesure du désenclavement et des conditions socio-économiques du village.

Dans les villages où l'on reçoit la majorité des transferts des migrants à travers la compagnie « Western Union », la sécurité alimentaire est plus importante que dans les villages qui doivent compter sur d'autres moyens pour recevoir les transferts. Il y a un effet direct, surtout pour ces ménages qui comptent sur les transferts des migrants et peut-être un effet associé, la présence de Western Union étant un indicateur de la progressivité du village.

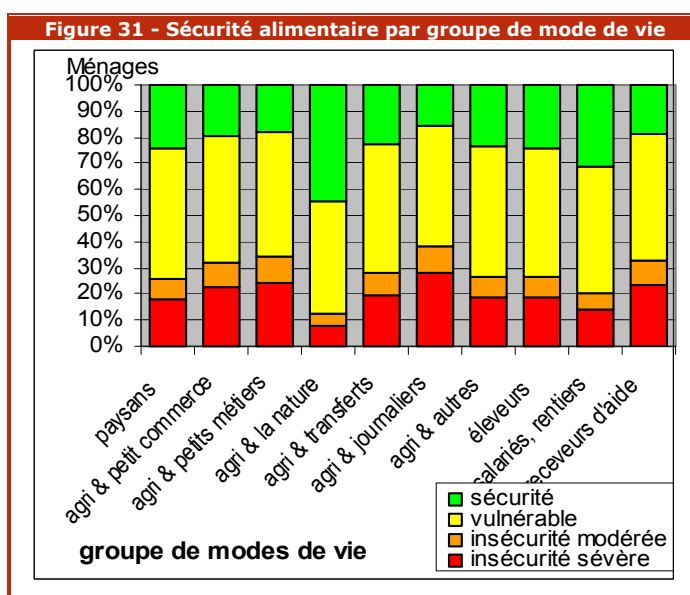
5.8.3 Les marchés villageois



La présence d'un marché au village n'a pas d'effet significatif sur la sécurité alimentaire. L'effet des oscillations des prix, par contre, est net. Les ménages de différents groupes de modes de vie, surtout les paysans, vendent souvent une partie de leur production de mil lors de la récolte, quand les prix touchent leur plancher. Ils achèteront du mil pendant la période de soudure, quand les prix atteindront leur plafond. Dans certains villages, le prix plafond est le quadruple du prix plancher ! Une grande augmentation des prix du mil entre la récolte et la saison de soudure pousse beaucoup de ménages en insécurité alimentaire.

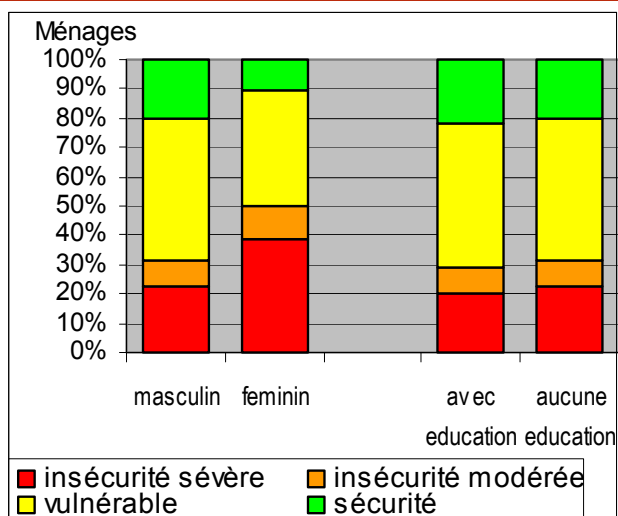
5.8.4 Groupes de modes de vie

Les différentes stratégies déployées pour faire vivre les ménages donnent lieu à différents niveaux de sécurité alimentaire. Les ménages des groupes « agriculteurs/journaliers », « receveurs d'aide » et ceux qui comptent sur les petits métiers connaissent une situation d'insécurité alimentaire plus précaire. Les « agriculteurs exploitant la nature » et les ménages qui dépendent de salaires ou pensions pour leur survie démontrent une meilleure sécurité alimentaire. Ils ne représentent que 3% de la population (les marges d'erreur sont donc également plus importantes).



5.8.5 Démographie, éducation

Figure 32 - Impact de l'éducation et du genre sur la sécurité alimentaire



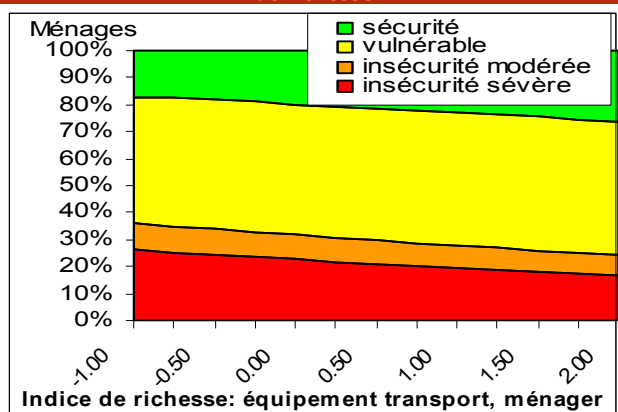
La structure du ménage devrait également avoir un effet sur sa sécurité alimentaire. Que ce soit l'âge du chef, le nombre de personnes à charge, la proportion masculine/féminine ou le nombre d'épouses, on ne trouve pas, dans ces facteurs, d'effet significatif sur la sécurité alimentaire du ménage. En revanche, les ménages avec un chef de famille féminin ont clairement une situation de sécurité alimentaire inférieure.

L'effet bénéfique « pur » (ceteris paribus) de l'éducation du chef de ménage sur la sécurité alimentaire de son ménage n'est pas significatif.

Certains groupes ethniques comme les Beri-Beri et Goumantché (dont l'échantillon est trop petit pour dresser des conclusions) ont, même si toutes les autres conditions étaient similaires, une condition d'insécurité alimentaire plus prononcée.

5.8.6 Richesse

Figure 33 - Situation de la sécurité alimentaire selon l'indice de richesse



Il était prévisible que la situation de richesse des ménages ait un effet bénéficiaire sur l'état de sécurité alimentaire. Bien que la richesse en matériel agricole et la qualité de l'habitation ne montrent aucun effet significatif sur l'état de sécurité alimentaire des ménages, la possession d'équipement de transport et d'appareils ménagers a une incidence positive sur la sécurité alimentaire. Cette richesse indique que ces ménages sont généralement en mesure de se procurer suffisamment de nourriture.

5.8.7 Agriculture

Figure 34 - Incidence de la récolte sur la situation de sécurité alimentaire

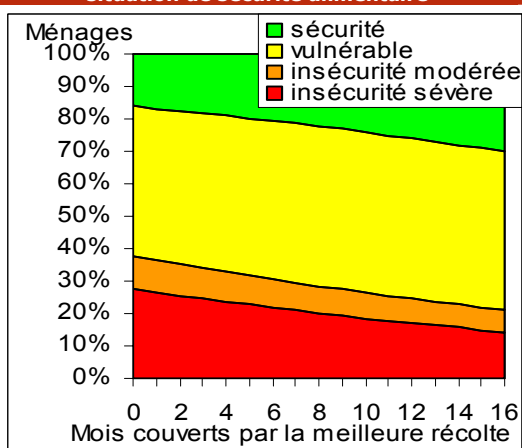
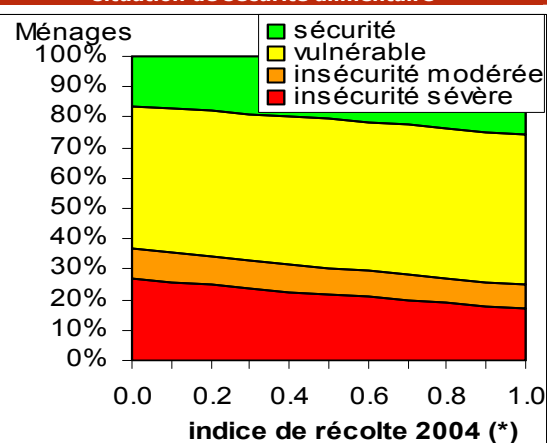


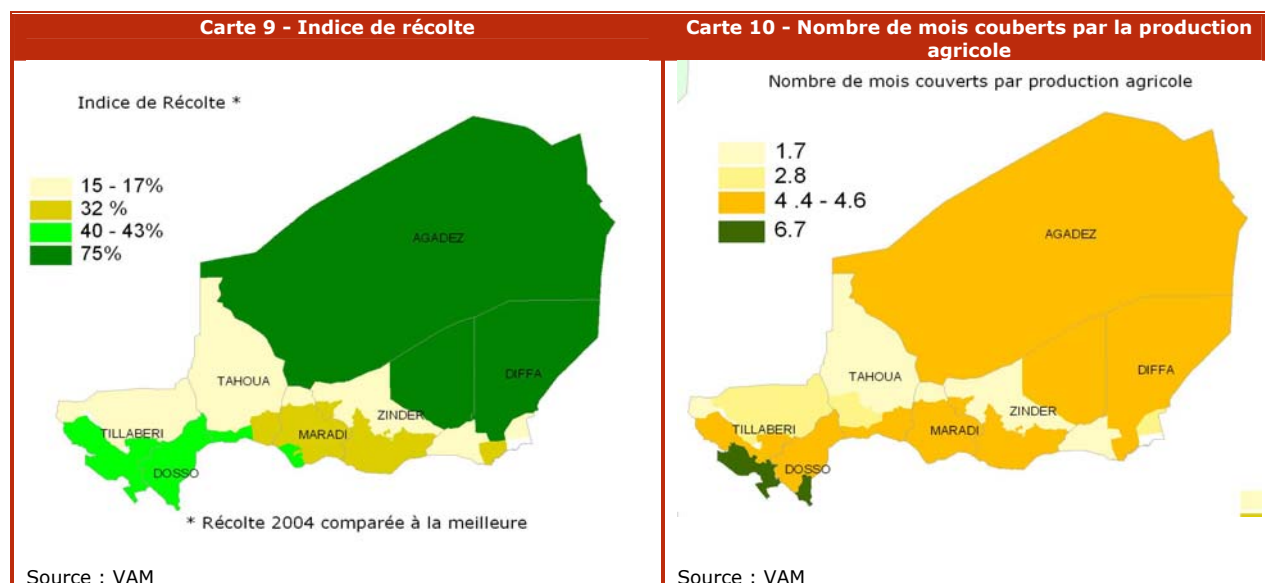
Figure 35 - Effet de l'indice de récolte sur la situation de sécurité alimentaire



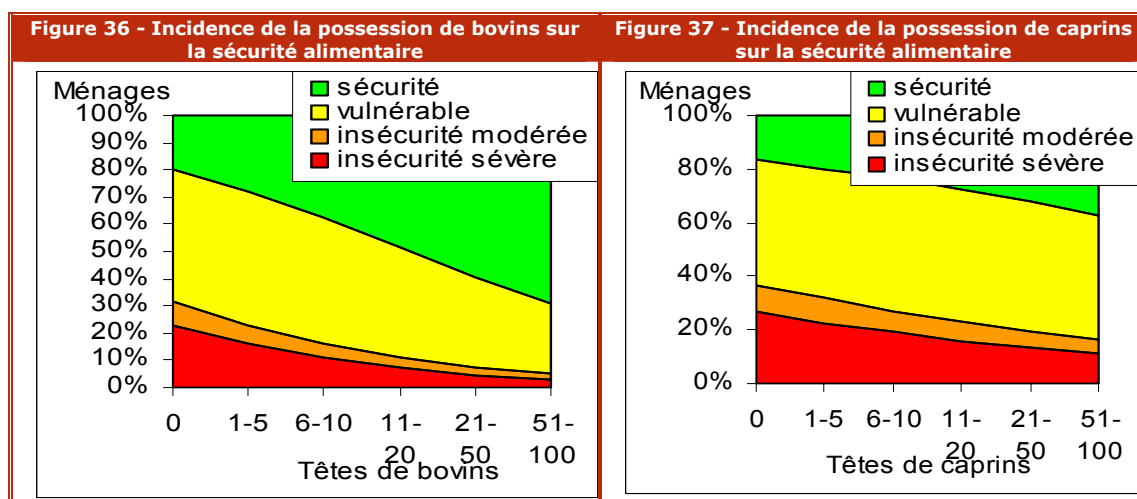
(*) la valeur pour les non-agriculteurs est fixée à 0.5

L'agriculture est importante pour la plupart des groupes de modes de vie. Deux facteurs ont été inclus pour examiner l'importance de l'agriculture sur la sécurité alimentaire des ménages ruraux du Niger. Le premier est le nombre de mois couverts par la meilleure récolte jamais vécue par le ménage (carte 8). Ceci indique le potentiel agricole du ménage dans une situation optimale. Comme prévu, ce potentiel agricole a un effet positif net sur la sécurité alimentaire.

De plus, un indice de récolte a été calculé (carte 7). Il compare la plus importante récolte de céréale en 2004 avec la récolte maximale jamais vécue. Ceci indique le rendement de la récolte de 2004. De nouveau cette relation est nettement positive : les ménages avec un bon rendement en 2004 ont une situation de sécurité alimentaire nettement meilleure que ceux qui ont connu un échec en 2004. Il est clair que, en combinant ces deux effets, les ménages avec un bon potentiel agricole et un rendement satisfaisant connaissent une sécurité alimentaire nettement supérieure.



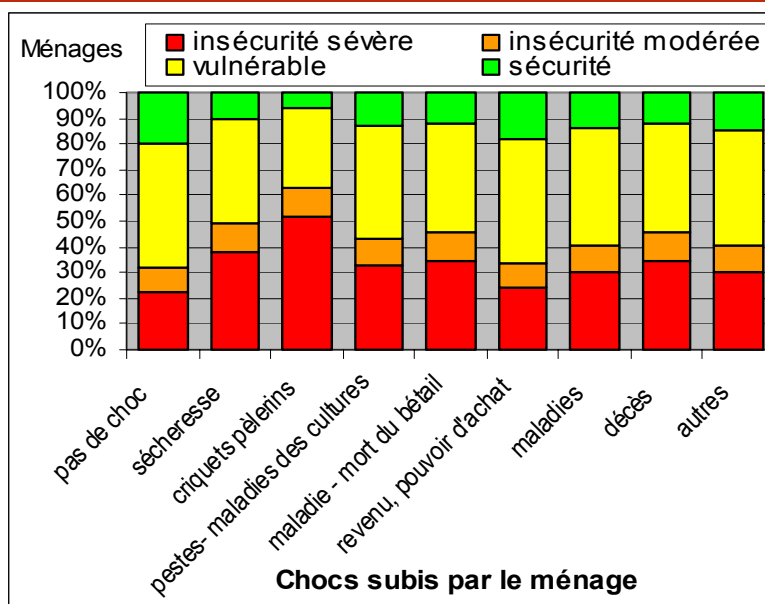
5.8.8 Elevage



Au sein des groupes de modes de vie, il y a bon nombre de ménages qui possèdent du gros bétail (de 20 à 50%) ou des caprins (61% des ménages). La possession de gros bétail améliore de beaucoup la situation de sécurité alimentaire des ménages, plus le troupeau est grand, meilleure est la sécurité alimentaire du ménage. Disposer de caprins a le même effet. Des ménages vendent du cheptel pour se procurer de la nourriture quand c'est nécessaire. Aucune relation n'est observée quant à la possession d'ovins, de volailles, de porcins, de camelins, d'asins et d'équins.

5.8.9 Chocs subis

Figure 38 - Influence des chocs subis sur la situation de sécurité alimentaire



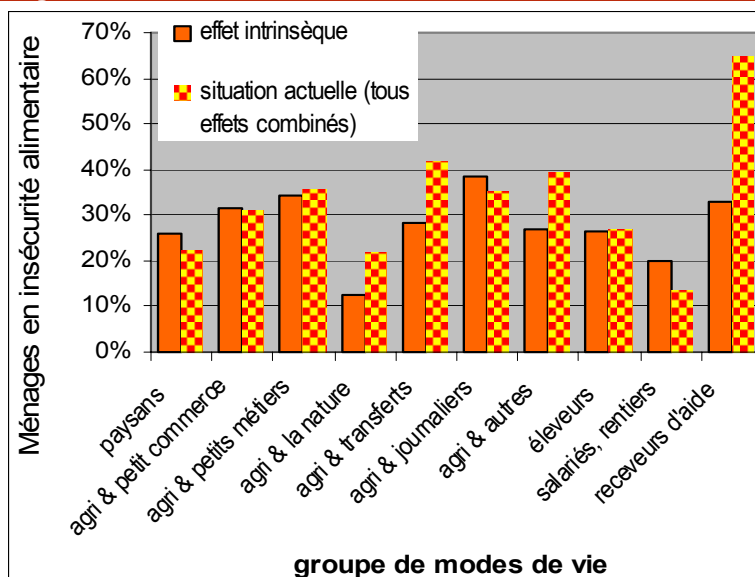
La plupart des ménages ont subi des chocs durant l'année précédente l'enquête. L'effet des attaques de criquets pèlerins a les répercussions les plus graves sur la sécurité alimentaire. Tous les autres facteurs étant constants (*ceteris paribus*), des ménages ayant subi des attaques de criquets pèlerins doublent leur chance d'atteindre une insécurité alimentaire sévère. La sécheresse a également un fort impact sur la sécurité alimentaire des ménages.

L'étude a également établi l'effet négatif de chocs idiosyncrasiques comme un décès dans la famille et une maladie. L'impact d'autres chocs, tels que ceux affectant les revenus, ou les prix de vente ou d'achat, n'était pas mesurable.

5.9 SITUATION DE SECURITE ALIMENTAIRE SELON LES GROUPES DE MODES DE VIE

5.9.1 La situation des ménages selon leur mode de vie

Figure 39 - Combinaison des effets influant sur la sécurité alimentaire



Les groupes de modes de vie se distinguent également par tous les facteurs que y sont associés. Ils offrent des différences démographiques, des différences dans les biens et bétail qu'ils possèdent, les chocs qu'ils subissent et les endroits qu'ils occupent. Ces facteurs associés ont également des effets importants sur la sécurité alimentaire des ménages. Le graphique montre l'effet intrinsèque des groupes de modes de vie sur la sécurité alimentaire.

Plusieurs facteurs affectant la sécurité alimentaire et décrits ci-dessus sont également associés aux groupes de modes de vie. A cause de cela, les ménages appartenant à ces groupes subissent des effets diverses. C'est à cause de tous ces effets confondus que l'on arrive à des différences parfois encore plus accentuées ou parfois modérées entre les ménages appartenant aux différents groupes de modes de vie.

Le tableau fait la distinction entre les effets sur la sécurité alimentaire des facteurs associés au mode de vie et de l'effet même du mode de vie. La combinaison de tous ces effets montre la situation des ménages des groupes comme observés au moment de l'enquête.

5.9.2 Groupes avec une très haute incidence d'insécurité alimentaire

5.9.2.1 Les receveurs d'aide (6%)

Dépendre d'aide est en soi un mode de vie déjà assez négatif au niveau de la sécurité alimentaire. Leur stratégie de gestion des chocs est plutôt négative, se centrant principalement sur la mendicité et des stratégies destructives comme la décapitalisation du bétail. Le pire est que tous les facteurs associés à ce mode de vie aggravent encore la situation : plus de chefs féminins, pauvreté accrue en biens, faible potentiel agricole, mauvaise récolte en 2004 et fort impact des criquets pèlerins. Il faut aussi ajouter qu'ils ne possèdent que rarement des bovins ou caprins. C'est également le groupe qui souffre le plus des maladies. Le résultat est que la grande majorité de ce groupe (65%) vit dans l'insécurité alimentaire.

Tableau 38 - Combinaison des effets sur la sécurité alimentaire										
	paysans	agri & petit commerce	agri & petits métiers	agri & la nature	agri & transferts	agri & journaliers	agri & autres	éleveurs	salariés, rentiers	receveurs d'aide
Effets facteurs associés										
Ethnie										
Chef féminin					-	+	+		+	--
Richesse								-	++	-
Potentiel Agricole	+	+		+		+	+	--	-	--
Indice de récolte 2004	+	+	+				-			-
Possession bovins	+	+						+	-	--
Possession caprins	+						-	++		--
Peu de chocs								+		
Sécheresse	-	-		--	-	-	-	-		
Criquets pèlerins				--	-		--			-
Maladies										-
Western union			-		+			-		
Ratio prix										
Tous effets associés	+	+		-	-		-		+	--
Qualités intrinsèques										
		-	-	++	-	-			+	-
Situation actuelle										
	+			+	-		-		++	--
Légende: - effet négatif sur la sécurité alimentaire; +: effet positif										

5.9.3 Groupe avec une haute incidence d'insécurité alimentaire

5.9.3.1 Les agriculteurs qui reçoivent des transferts (10%)

La qualité intrinsèque de ce mode de vie n'est pas bonne. Premièrement, les ménages ont assez souvent à leur tête une femme et ils ont souffert des chocs de sécheresse et des attaques des criquets pèlerins. Ils répondent à ces chocs principalement en migrant. Cependant, leur situation est lentement améliorée par la meilleure disponibilité de moyens modernes pour transférer des fonds. De tout cela découle nombre supérieur (58%) de ménages qui vivent en insécurité alimentaire.

5.9.3.2 Autres (2%)

Représentant seulement deux pourcent de la population, ce groupe est un amalgame de modes de vie, dont la situation de sécurité alimentaire est mauvaise (40% des ménages en insécurité alimentaire). Comme il est hétérogène, le raisonnement est difficile : mais il semble qu'à cause de la sécheresse et des criquets, la récolte, qui aurait potentiellement pu être bonne, ait échoué chez bon nombre de ménages.

5.9.3.3 Les agriculteurs faisant des petits métiers (21%)

Le groupe qui se concentre sur les petits métiers, ou fait du transport est intrinsèquement dans une situation moyenne vis-à-vis de la sécurité alimentaire. Les facteurs associés ne changent pas trop cette position car 36% des ménages du groupe vivent en insécurité alimentaire.

5.9.3.4 Les agriculteurs travaillant comme journaliers (6%)

Le mode de vie de travailleur journalier est essentiellement inférieur aux autres mais les chefs de ménage sont presque uniquement masculin, ce qui favorise leur situation. En plus, ils ont souvent un bon potentiel agricole et même si beaucoup ont souffert de la sécheresse, la situation actuelle des ménages de ce groupe reste un peu plus basse que la moyenne nationale rurale (35% des ménages en insécurité alimentaire). Leur principale stratégie face aux chocs est double : soit ils se privent de nourriture, soit ils pratiquent une activité professionnelle supplémentaire. Malgré tout, ils figurent parmi les groupes se privant le plus lors de chocs.

5.9.3.5 Les agriculteurs faisant du petit commerce (35%)

La situation de sécurité alimentaire intrinsèque des « agriculteurs/petits commerçants » n'est pas si bonne. Cependant, ils ont un bon potentiel agricole et la récolte de 2004 a souvent été « acceptable ». De plus, bon nombre de ménages possèdent fréquemment des bovins ce qui contribue, nous l'avons vu, à sécuriser leurs besoins alimentaires. Donc, un nombre normal (31%) du groupe est en insécurité alimentaire.

5.9.4 Groupes avec une incidence d'insécurité alimentaire modérée

5.9.4.1 Les éleveurs (2%)

Ce mode de vie est intrinsèquement moyen vis-à-vis de la sécurité alimentaire. Leur situation est détériorée par le bas niveau de biens possédés indiquant une certaine pauvreté, le potentiel agricole moindre et le manque de moyens modernes pour transférer des fonds. D'un autre côté, leur position est rendu plus solide grâce au nombre élevé de gros bétail et de caprins en leur possession et l'incidence moindre des chocs qui frappent ce groupe - bien qu'un certain nombre ait souffert de la sécheresse. En somme, une proportion légèrement moindre (27%) que la moyenne vit dans des conditions d'insécurité alimentaire.

5.9.4.2 Les paysans (15%)

Le mode de vie « paysan » a un effet moyen sur la sécurité alimentaire des ménages du groupe. Souvent, les paysans ont un potentiel agricole considérable, leur récolte de 2004 n'était pas si mauvaise mais un bon nombre de ménages s'est trouvé affecté par la sécheresse. Ces ménages possèdent aussi souvent des bovins et caprins ce qui contribue à leur sécurité alimentaire. Ce mode de vie n'offre pas aux ménages un grand choix de stratégies de gestion de compensation autre que celles basées sur le bétail. En revanche, ils figurent parmi les groupes se privant le moins lors de crises. Tous ces facteurs ont pour résultat qu'un nombre des ménages du groupe de modes de vie « paysans » a une sécurité alimentaire acceptable (78% sont en sécurité alimentaire ou vulnérables comparé à 67 % pour la population rurale entière), ou, vice versa, un nombre inférieur est en insécurité alimentaire (22% comparé à la moyenne de 33% pour la population totale rurale).

5.9.4.3 Les agriculteurs exploitant la nature (1%)

Le mode de vie des « agriculteurs exploitant la nature » est intrinsèquement supérieur aux autres groupes. D'une part, les ménages de ce groupe ont souvent un bon potentiel agricole. Cependant, ils sont nombreux à souffrir des chocs de sécheresse et des attaques de criquets pèlerins. Face à ces situations, ils adoptent des stratégies de privation ce qui amoindrit leur position mais qui permet tout de même de maintenir des conditions acceptables pour un bon nombre des ménages appartenant à ce groupe (22% en insécurité alimentaire).

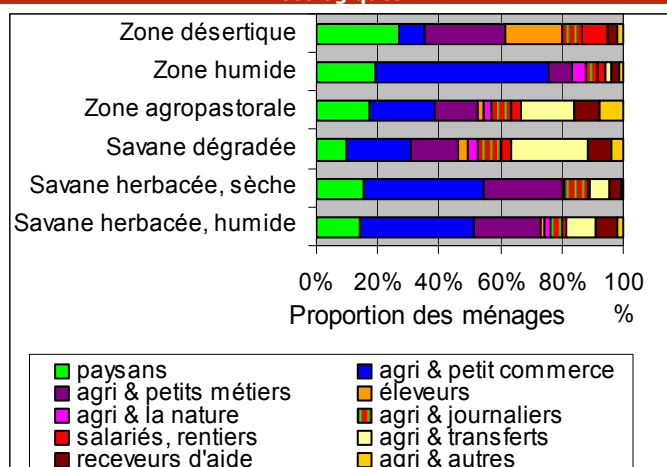
5.9.5 Basse incidence d'insécurité alimentaire

Le mode de vie de « salarié et rentiers » a un bon effet sur la sécurité alimentaire. Leur situation de sécurité alimentaire est grandement améliorée par le fait que les chefs de famille de ce groupe sont majoritairement masculins et beaucoup de ménages possèdent des équipements de transport et des appareils ménagers. Un potentiel agricole souvent médiocre et l'absence fréquente de bovins pousse pourtant un nombre limité de ménages vers insécurité alimentaire. Malgré tout, les salariés et rentiers connaissent la situation de sécurité alimentaire la plus favorable avec seulement 13% des ménages en insécurité alimentaire. Un avertissement est cependant nécessaire : le nombre de ménages « vulnérables à l'insécurité alimentaire » est très élevé (65% des ménages), ce groupe pourrait perdre sa position relativement privilégiée si des évolutions affectaient les paiements de salaires ou pensions, ou érodaient leur valeur.

5.10 SITUATION DE SECURITE ALIMENTAIRE SELON LES ZONES AGRO ECOLOGIQUES

5.10.1 Répartition géographique

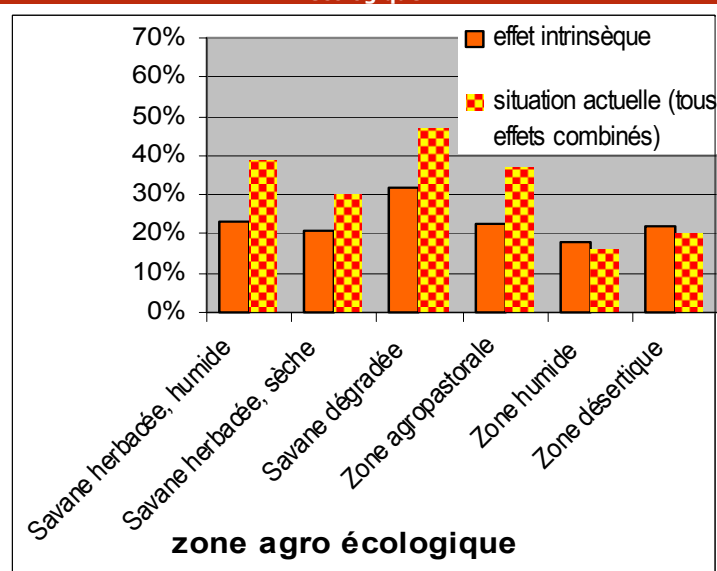
Figure 40 - Les groupes de modes de vie dans les zones agro écologiques



Les différents groupes de mode de vie se retrouvent presque partout dans le Niger rural. Il y a néanmoins des disparités régionales. Dans le sud du pays (zone humide, savane humide, savane moins sèche), ce sont les groupes qui sont plus fort en agriculture qui prédominent (les paysans, agriculteurs/petits commerçants et les agriculteurs/petits métiers,). Les éleveurs spécialisés sont plus présents au Nord du pays. Dans la zone agropastorale et la savane dégradée, on retrouve un nombre important de receveurs de transferts.

5.10.2 La situation des zones agro écologiques

Figure 41 - Combinaison des effets par groupe et par zone écologique



En analogie avec la discussion sur les groupes de modes de vie, les zones agro écologiques ont une influence intrinsèque (à travers des facteurs écolo-politico-socio-économiques qui n'étaient pas inclus dans le modèle) sur la sécurité alimentaire. Ces différences intrinsèques ne s'avèrent pas statistiquement significatives. Les différences entre proportions de ménages en insécurité alimentaire dans les zones distinctes à cause de tous les effets confondus, par contre, sont statistiquement très significatives.

En plus des facteurs associés sus-mentionnés, la distribution des groupes de modes de vie est bien différente pour les zones distinctes agro écologiques, et peut ainsi engendrer plus (ou moins) de ménages en insécurité alimentaire.

Tableau 39 - Croisement des chocs et zones écologiques : impact sur la sécurité alimentaire						
	savane herbacée, humide	savane herbacée, sèche	savane dégradée	Zone agropastorale	Zone humide	Zone désertique
Effets facteurs associés						
Modes de vie	-	--				++
Ethnie				-	-	
Chef féminin			-		+	--
Richesse					++	
Potentiel Agricole				+		-
Indice de récolte 2004			--	--		++
Possession bovins					++	--
Possession caprins	-				+	+
Peu de chocs						++
Sécheresse	-	-	-	-	-	
Criquets pèlerins			--	--		
Maladies	-				-	
Western union			+		+	-
Ratio prix						+
Tous effets associés	-	-	-	-	+	+
Qualités intrinsèques						
			-		+	
Situation actuelle						
			-		+	+
Légende: - effet négatif sur la sécurité alimentaire; +: effet positif						

5.10.3 Très haute incidence d'insécurité alimentaire

5.10.3.1 Zone de savane dégradée

La qualité intrinsèque de la zone semble la plus basse. Il y a plus de chefs de ménages féminins dans cette zone. Un nombre plus important de ménages ont été affectés par la sécheresse, les vagues de criquets pèlerins et la mauvaise récolte de 2004. La disponibilité de moyens modernes pour recevoir de l'argent des migrants est un facteur positif (20% des ménages de cette zone se classe dans la catégorie « agriculture/transfert ») qui n'empêche pas que cette zone est celle qui compte le plus de ménages en insécurité alimentaire (47%).

5.10.4 Haute incidence d'insécurité alimentaire

5.10.4.1 Zone de savane herbacée, forte évapotranspiration (dite humide)

Dans cette zone, il y a plus de ménages « agriculteurs/petits commerçants » et « agriculteurs/petits métiers », qui intrinsèquement sont plus souvent en insécurité alimentaire. A cause de la sécheresse et des maladies humaines et du nombre inférieur de caprins, un nombre important de ménages sont en insécurité alimentaire (39% comparé à une moyenne de 33%).

5.10.4.2 Zone agropastorale

Le potentiel agricole des ménages dans cette zone est meilleur mais la sécheresse et les attaques des criquets se sont faites fortement sentir et un bon nombre de ménages ont eu des récoltes inférieures en 2004. Par conséquent, 37% des ménages y sont en insécurité alimentaire.

5.10.5 Incidence d'insécurité alimentaire modérée

5.10.5.1 Zone de savane herbacée, faible évapotranspiration (dite sèche)

Dans cette zone, il y a plus de ménages « agriculteurs/petits commerçants » et « agriculteurs/petits métiers » et moins de ménages qui dépendent d'un salaire ou d'une rente. De ce fait, on retrouve dans cette zone légèrement plus de ménages en insécurité

alimentaire. Les ménages de cette zone ont également subi les effets néfastes de la sécheresse. Le nombre de ménages en insécurité alimentaire s'élève ainsi à 30%.

5.10.6 Basse incidence d'insécurité alimentaire

5.10.6.1 Zone humide

La qualité intrinsèque de cette zone semble être meilleure que dans les autres. Cette zone bénéficie également de la moindre présence de chefs de ménage féminins, de plus de ménages qui possèdent des biens, des bovins et des caprins et de la présence de moyens pour recevoir des transferts. Bien que la sécheresse ait été ressentie et malgré l'occurrence de maladies, cette zone affiche 15% de ménages en insécurité alimentaire.

5.10.6.2 Zone désertique

Plusieurs facteurs jouent dans la zone désertique. Favorables à la sécurité alimentaire sont la moindre présence de ménages du groupe « agriculteurs/petits commerçants », du groupe « agriculteurs/receveurs de transferts » et plus de ménages du groupe « salariés et rentiers ». Comme peu de chocs se sont fait ressentir, la récolte a été des plus normales. Il faut ajouter que beaucoup de ménages possèdent des chèvres et que la hausse du prix du mil en saison de soudure est moindre. Défavorables à la sécurité alimentaire sont le manque de bovins, le bas potentiel agricole et l'absence de moyens modernes pour les transferts d'argent. Grâce à tous ces facteurs, seulement 20% des ménages vivent dans l'insécurité alimentaire.

6. RECOMMANDATIONS

L'analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité au Niger a couvert six des neuf zones agro-écologiques que comprend le pays. Le rapport s'est donc concentré sur la population rurale du Niger qui s'élève à plus de 9 millions d'individus soit un peu plus de 80% de la population totale du pays.

L'analyse a montré :

- une prépondérance des facteurs du risque biophysique (sécheresse).
- des risques économiques liés aux fluctuations des prix des produits agricoles.

Tous ces risques interagissent dans un contexte où les économies domestiques des ménages ruraux sont caractérisées par :

- un poids important des activités agricoles dans les revenus des ménages ; l'agriculture assure plus de 76% des revenus des ménages en sécurité alimentaire (la moyenne pour l'ensemble des ménages est de 60%), alors que l'agriculture n'assure que 48% des revenus des ménages en insécurité alimentaire et 58% des revenus pour les ménages vulnérables. ces activités agricoles restent pour l'essentiel des activités traditionnelles tournées vers l'agriculture vivrière de subsistance.
- des moyens d'existence durables composés principalement par le bétail et le foncier, lorsqu'ils existent. Les apports des autres sources de revenu restent en moyenne inférieurs à 8% chacun. La seconde source de revenu des ménages est représentée par les aides, les dons, la mendicité et la zakat (10% des revenus pour les ménages en insécurité alimentaire et 13,7% pour les ménages vulnérables).
- une diversité limitée et une efficacité faible des activités génératrices de revenus.

Cette étude a été réalisée dans le but de fournir des informations fiables et représentatives de la sécurité alimentaire en milieu rural afin de renforcer et d'améliorer les actions prises dans le futur par le Programme alimentaire mondial et ses partenaires.

Plusieurs recommandations peuvent être formulées sans avoir ni la prétention d'une quelconque exhaustivité ni faire l'objet d'une imposition. Elles permettent principalement de cibler les actions en fonction des résultats obtenus en mettant l'accent sur les groupes et zones prioritaires et des programmes appropriés aux groupes en difficulté.

6.1 GROUPES A CIBLER EN PRIORITE

- **receveurs d'aide** : Ce groupe qui représente 6% de la population totale opère une stratégie de gestion des chocs plutôt négative centrée principalement sur la mendicité et des stratégies destructives comme la décapitalisation du bétail (vente des génitrices). Le pire est que tous les facteurs associés à ce mode de vie aggravent encore la situation : plus de chefs de ménages femmes, pauvreté accrue en biens, faible potentiel agricole, mauvaise récolte en 2004 et fort impact des criquets pèlerins. Il faut aussi ajouter qu'ils ne possèdent que rarement des bovins ou caprins. C'est également le groupe qui souffre le plus des maladies. Le résultat est que la grande majorité de ce groupe (65%) vit dans l'insécurité alimentaire. On retrouve ces ménages dans les zones de savane herbacée humide (Dosso, Tillabéri), la zone de savane dégradée (Tillabéri, sud Tahoua) et la zone agropastorale (nord Tahoua, Maradi et Zinder, sud Diffa).
- **agriculteurs vivant des transferts** : La qualité intrinsèque de ce mode de vie n'est pas bonne. Premièrement, les ménages ont assez souvent à leur tête une femme et ils ont souffert des chocs de sécheresse et des attaques des criquets pèlerins. Ils répondent à ces chocs principalement en migrant. Cependant, leur situation est légèrement meilleure du fait de l'existence de moyens modernes pour transférer des fonds. Malgré cela une proportion importante (58%) de ces ménages sont en insécurité alimentaire. Ces ménages, situés principalement en savane dégradée, zone agropastorale, savane humide et sèche, représentent 10% de la population.
- **agriculteurs et autres** : présents dans les mêmes zones que les deux groupes précédents, et représentant seulement 2% de la population, ce groupe est un amalgame de modes de vie, dont la situation de sécurité alimentaire est mauvaise (40% des ménages en insécurité alimentaire). Comme il est hétérogène, le raisonnement et le

ciblage est difficile : mais il semble qu'à cause de la sécheresse et des criquets, la récolte, qui aurait potentiellement pu être bonne, ait été mauvaise chez bon nombre de ménages.

A ces trois groupes prioritaires peuvent s'ajouter :

- **les agriculteurs faisant des petits métiers** que l'on retrouve sur tout le territoire nigérien et dont 36% des ménages sont en insécurité sévère et représentent 21% de la population totale.
- **les agriculteurs travaillant comme journaliers** qui sont localisés dans les trois zones d'intervention prioritaire (voir ci-dessous) et qui compte 35% de ménages en insécurité sévère pour 6% de la population totale.

6.2 ZONES A CIBLER EN PRIORITE

Les zones de savane herbacée humide (Dosso, Tillabéri), la zone de savane dégradée (Tillabéri, sud Tahoua) et la zone agropastorale (nord Tahoua, Maradi et Zinder, sud Diffa) constituent les zones prioritaires d'intervention.

- **Zone de savane dégradée** : 38% des ménages sont en insécurité sévère ce qui représente environ 737 000 individus. Cette zone présente des systèmes écologiquement très fragiles et économiquement instables qui peuvent être perturbés par des chocs qui feront basculer en insécurité sévère (temporairement ou non) les 41% de ménages plus ou moins vulnérables.
- **Zone agropastorale** : 37% de la population de cette zone sont en insécurité sévère et modérée. Cette zone est aussi fortement fragile écologiquement et économiquement que la précédente ce qui fragilise davantage la situation des 52% de ménages vulnérables (635 000 individus).
- **Zone de savane herbacée humide** : 28 % des ménages souffrent d'insécurité sévère et on retrouve dans cette zone un des plus forts taux d'insécurité modérée avec 11%. Comme les deux zones précédentes, elle pourrait voir ces chiffres augmenter sensiblement sous l'effet d'un choc car 37% des ménages sont dans une position vulnérable.

6.3 INTERVENTIONS RECOMMANDEES

Face au nombre important des ménages vulnérables et face à la complexité des facteurs les affectant, il est fondamental de mettre en place un système de surveillance et de suivi de la vulnérabilité afin de mieux saisir les fluctuations annuelles de la vulnérabilité et les risques encourus par une forte proportion des ménages du Niger.

Outre cette recommandation générale et à la lumière des résultats obtenus, il est proposé une double intervention :

1. Une intervention alimentaire ;
2. Une intervention non alimentaire orientée vers la réduction de la pauvreté.

6.3.1 Interventions alimentaires

- Distributions généralisées de nourriture (avec emphase sur les groupes les plus vulnérables c'est-à-dire les ménages qui vivent principalement de l'aide, de la mendicité, les ménages dirigés par des femmes, des veufs ou des veuves) et spécialement pendant la période de soudure
- MCH pour mères avec enfants de moins de 5 ans ;
- Nourriture contre travail ;
- Nourriture contre formation (avec une emphase particulière sur les femmes) ;
- Continuer les banques de céréales ; et
- Alimentation scolaire en prenant en compte le faible taux de scolarisation des groupes définis dans le rapport et en essayant, de paire avec l'amélioration des infrastructures scolaires, de toucher les ménages les plus vulnérables.

6.3.2 Interventions non-alimentaires

Les programmes non-alimentaires se doivent de mettre l'accent sur les femmes et les filles notamment en ce qui concerne l'éducation et l'accès aux ressources financières, foncières et agricoles.

Education : un des problèmes majeurs est le manque d'école. En conséquence des programmes d'infrastructures couplés à des programmes de scolarisation des filles et des populations vulnérables spécialement dans la région de Diffa, de Maradi et de Zinder, particulièrement les paysans, receveurs d'aide, agriculteurs vivant de petits métiers et de petit commerce. La mise en place des cantines scolaires dans ces écoles est une condition nécessaire pour améliorer la scolarisation d'une manière générale et en particulier celle des filles.

Micro-crédit : pour les groupes autres que receveurs d'aide.

Agro-pastoral :

- Programme de diversification agricole et de soins vétérinaires, principalement pour le groupe des éleveurs ;
- Programmes de lutte contre la désertification ; et
- Réalisation d'infrastructures communautaires visant l'accroissement de la productivité des systèmes de production agro-pastore.